



ÉDIT●

2015 a été une année marquée par l'émotion et la mobilisation. Les attentats de janvier et novembre ont ébranlé les valeurs qui fondent notre République; et la question de «l'intégration à la Nation» – en particulier celle des jeunes –, replacée au cœur des débats. C'est ainsi que nous avons répondu à l'appel du ministère de l'Éducation nationale autour de la grande mobilisation de l'école pour les valeurs de la République: en multipliant les interventions autour de la laïcité et de la citoyenneté au sein des écoles, dans les centres de loisirs, dans les Éspé, ou encore en contribuant à la Réserve citoyenne...

Nous avons aussi pris toute notre place dans les chantiers qui ont ponctué l'année: la montée en charge du service civique; l'accueil et l'aide apportés aux réfugiés irakiens et syriens; la Conférence de Paris sur le climat (COP 21); le grand plan du numérique pour l'éducation...

Au-delà de ces grands chantiers « nationaux », nous n'oublions pas notre rôle et notre engagement au plus près des territoires, pour répondre aux besoins et aux réalités locales. Présent dans 24 000 communes, notre réseau d'éducation populaire compte près de 30 000 associations, 500 000 bénévoles et plus d'1,5 million d'adhérents. Un tissu associatif qui fait notre force et notre richesse, mais qui illustre aussi notre complexité. C'est toute l'ambition de ce rapport, qui présente les activités du centre confédéral de la Ligue de l'enseignement, ainsi que celles de nos fédérations départementales. De nombreux portraits montrent la diversité de nos actions et l'étendue des territoires que nous couvrons. École, sport, culture, environnement et développement durable, vacances... elles sont nombreuses, mais toutes, nous l'espérons, rendent compte de la détermination des hommes et des femmes qui composent notre mouvement à relever le défi politique et pratique de la lutte contre les inégalités et de l'accès à la citoyenneté.

Délitement du lien social, instrumentalisation de la laïcité, chômage, défiance face au politique, montée de la pauvreté et du mal-logement... notre société offre peu de perspectives à ses citoyens. En tant que mouvement d'éducation populaire, nous devons résister à cette fatalité et poursuivre notre engagement, au quotidien, pour faire vivre la solidarité et offrir aux citoyens l'envie de se retrouver et d'agir ensemble. C'est ce que nous nous employons à faire depuis 150 ans.

Jean-Marc Roirant, secrétaire général de la Ligue de l'enseignement

SOMMAIRE

6-1. QUELQUES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

9.2. LES ACTIVITÉS DE LA LIGUE EN 2015

10 • VIE ASS●CIATIVE & ÉCON●MIE SOCIALE ET S●LIDAIRE

17 · L'APAC

18 • F●RMATION

22 · L'INFREP

23 • ACTION SOCIALE

27 • ÉDUCATION

- 28 1. ÉDUCATION PARTAGÉE ET TERRITOIRES
- 32 2. ÉDUCATION À L'ÉGALITÉ ET À LA CITOYENNETÉ
- 35 · LE SPORT SCOLAIRE AVEC L'USEP
- 39 3. PUBLICS ET TERRITOIRES EN FRAGILITÉ:
 LUTTE CONTRE LES RUPTURES ET LE DÉCROCHAGE

41 • JEUNESSE

- 42 1. LA LIGUE ET LE SERVICE CIVIQUE
- 45 2. ACCOMPAGNER DES PARCOURS D'ENGAGEMENT
- 45 · LE RÉSEAU NATIONAL DES JUNIORS ASSOCIATIONS

48 • CULTURE

- 50 1. LIVRE, LECTURE, ÉCRITURE
- 51 · LIRE ET FAIRE LIRE
- 52 2. CINÉMA
- 54 3. SPECTACLE VIVANT
- 56 4. ACTION CULTURELLE EN MILIEU PÉNITENTIAIRE

57 • S●CIÉTÉ DE L'INFORMATION

- 58 1. L'ÉDUCATION AUX MÉDIAS
- 61 2. LE NUMÉRIQUE
- 63 COMMUNICATION
- 66 SP●RT AVEC L'UFOLEP
- 70 VACANCES ET L●ISIRS ÉDUCATIFS
- 74 · VACANCES POUR TOUS
- 76 ENVIRONNEMENT ET DÉVEL●PPEMENT DURABLE
- 81 LAÏCITÉ
- 85 · LES 150 ANS DE LA LIGUE
- 87 EUROPE ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE
- 91 · SOLIDARITÉ LAÏQUE

92 • 3. UNE ENTREPRISE DE L'ÉC●NOMIE SOCIALE ET S●LIDAIRE

94 • 4. ORGANIGRAMME

96 • CONSEIL D'ADMINISTRATION

1.

QUELQUES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

L'ÉCOLE DU SPECTATEUR (VAUCLUSE)

Chaque année depuis 2009, en marge du Festival d'Avignon, la Ligue de l'enseignement du Vaucluse propose une programmation culturelle à travers l'École du spectateur. Pour son édition 2015, une dizaine de spectacles jeune et tout public était proposée, ainsi que des rencontres avec les artistes, une exposition de *street art...* L'événement a rassemblé plus de 6 000 personnes dont 2 500 enfants. Plus de 700 d'entre eux ont également profité des ateliers de pratiques artistiques proposés avant et pendant le Festival. La Ligue nationale de son côté, profite de l'occasion pour animer chaque année son stage national « connaissance du théâtre » destiné aux cadres et bénévoles du réseau.

www.laligue84.org

« JE COURS NATURELLEMENT » (LOZÈRE)

L'Usep Lozère organise chaque automne un cross qui, à la rencontre sportive traditionnelle associe la découverte d'un milieu naturel. De la grande section de maternelle au CM2, environ 600 enfants découvrent ainsi le site dans lequel ils vont courir. Il s'agit pour eux de réaliser des observations (sols, roches, arbres, végétation...) et des prélèvements (végétaux et minéraux) afin de les exploiter ensuite en classe. En 2015, le cross a eu lieu à la Margeride sur le haut plateau volcanique et granitique de l'Aubrac.

www.fol48.fr/usep

LE SALON DU LIVRE JEUNESSE DU PAYS DE LORIENT (MORBIHAN)

Au sein de la Compagnie des livres, la Ligue de l'enseignement du Morbihan coordonne chaque année le Salon du livre jeunesse du Pays de Lorient. Rencontres avec des auteurs et illustrateurs, spectacles, expositions, jeux sont proposés au grand public. Des rencontres professionnelles pour les bibliothécaires et enseignants, ainsi qu'une journée Lire et faire lire réunissant des bénévoles sont aussi au programme. La 14e édition, sur le thème «T'es ville ou t'es pré?», s'est déroulée au Palais des congrès de Lorient, du 27 novembre au 2 décembre, et a rassemblé plus de 16000 visiteurs.

www.laligue-morbihan.org

CONTES EN HIVER (HAUTES-PYRÉNÉES)

Depuis 20 ans, la Ligue de l'enseignement des Hautes-Pyrénées et la compagnie Cric-Crac animent le festival « Contes en hiver, chaîne de contes en Pyrénées ». Des spectacles pour tous les âges sont organisés dans une dizaine de villes du département, ainsi que des conférences et expositions. Des spectacles gratuits sont également proposés dans les bibliothèques et médiathèques. L'édition 2015 s'est tenue du 20 février au 2 mars.

www.contesenhiver.com

LES JEUNES AQUITAINS S'ENGAGENT (AQUITAINE)

Initiée par la Ligue de l'enseignement Aquitaine, cette manifestation rassemble chaque année environ 70 jeunes âgés de 18 à 30 ans dans le but de recueillir et de faire entendre leur parole sur des sujets sociétaux. COP 21 oblige, la thématique de l'édition 2015, organisée les 17 et 18 octobre à Cassen (40), proposait d'imaginer la vie en 2050. Le week-end s'est articulé en trois temps: une animation autour de l'outil pédagogique « Our life 21 », des échanges avec des élus et des ateliers de création artistique. Les productions ont été présentées au village associatif de la COP 21 en décembre.

http://laligue-aquitaine.org

LES P'TITES TOILES D'ÉMILE (NORD-PAS-DE-CALAIS)

Le réseau CinéLigue organise chaque année un circuit de cinéma itinérant à destination du jeune public. Les P'tites toiles d'Émile traverse 14 communes de la région pour proposer des projections pour les enfants de 2 à 10 ans. Chacune d'elles est accompagnée d'animations autour de l'image. L'édition 2015 s'est déroulée du 14 octobre au 3 novembre et a concerné près de 3000 enfants.

www.cineligue-npdc.org

RAIDY TO GO (ÎLE-DE-FRANCE ET RÉGIONS LIMITROPHES)

Co-organisé par les comités Ufolep des régions Île-de-France, Picardie et Champagne-Ardenne, le Raidy to Go 2015 s'est déroulé du 4 au 10 juillet. Cet événement multisports écocitoyen a réuni des équipes mixtes de jeunes âgés de 15 à 17 ans et proposait de partir « sur la route des poilus », dans le cadre des événements commémoratifs de la Grande Guerre. Durant six jours d'itinérance, ponctués d'activités sportives (VTT, course à pied, canoë, etc.), 200 jeunes ont découvert plusieurs hauts lieux du conflit: le château de Versailles, où fut signé le traité de paix en 1919, le musée de l'Armistice de Rethondes (Oise), le chemin des Dames (Aisne) et Reims (Marne), ville martyre des bombardements.

www.ufolep.org

FESTIV'O DH (BOURGOGNE)

Festiv'O DH est une manifestation régionale organisée par la Ligue de l'enseignement de Bourgogne en partenariat avec Amnesty International, et portant sur la thématique des droits humains. Dans différentes villes, conférences-débats, concerts, projections de films, actions de rue sont organisés. L'édition 2015 s'est déroulée du 25 avril au 12 mai.

À Auxerre, par exemple, le thème retenu était « la diversité est une force », quand à Nevers on pouvait échanger sur l'égalité femmes/hommes, la laïcité ou encore la liberté d'expression.

www.fol58.org



RENCONTRE DES DÉLÉGUÉS-ÉLÈVES (LOIRE-ATLANTIQUE)

La Ligue de l'enseignement de Loire-Atlantique rassemble chaque année à Nantes quelque 500 délégués-élèves lors d'une journée. Celle-ci se décompose en deux temps : des ateliers d'échanges autour du rôle du délégué-élève, de l'engagement, des solidarités, des discriminations... et un rallye citoyen à travers la ville pour découvrir ses institutions et associations. La dernière rencontre s'est déroulée le 6 novembre 2015 et avait pour thématique « Aux actes citoyen-ne-s » faisant référence à la campagne du même nom portée tout au long de l'année par la fédération. www.fal44.org

LES YEUX OUVERTS SUR LA DIVERSITÉ (OISE)

Avec son festival de cinéma « Les yeux ouverts sur la diversité », la Ligue de l'enseignement de l'Oise propose, chaque année, une sélection de films en itinérance dans la région Picardie (établissements scolaires, cinémas, médiathèques, associations, centres pénitentiaires...). Historiquement centré sur les questions migratoires, il a évolué pour appréhender le champ plus large de la diversité et du vivre ensemble. Sous le thème « La France d'aujourd'hui et de demain », la 10e édition du festival, qui s'est déroulée du 10 au 24 octobre 2015, a choisi de mettre en relief des parcours de réussite (sociale, professionnelle, personnelle) de Français issus de la diversité. Près de 1500 spectateurs ont profité de cette édition anniversaire.

www.festival-lesyeuxouverts.fr

DANSE AU FIL D'AVRIL (DRÔME ET ARDÈCHE)

Danse au fil d'avril, ce n'est pas un mais deux mois de festivités dans 35 communes de la Drôme et de l'Ardèche. Professionnels et compagnies amateurs se côtoient dans cette programmation qui s'attache à faire découvrir la danse dans toute sa diversité. Spectacles, projections, plateaux amateurs, expositions, actions autour des pratiques en amateur... se succèdent pendant huit semaines. Au travers de cette manifestation, les Ligues de l'enseignement de la Drôme et de l'Ardèche réaffirment leur ambition d'accès à la culture pour tous. Près de 22 000 personnes ont participé à l'édition 2015. De nombreux spectacles de danse et des projets d'éducation artistique étaient dédiés aux jeunes, en écho au projet national la «Belle Saison pour l'Enfance et la Jeunesse » du ministère de la Culture et de la Communication. Le projet départemental « Môm'danse », notamment, porté par la fédération de la Drôme, a touché 1200 élèves, soit une cinquantaine de classes.

www.fol26.fr et www.fol07.com

FESTIVAL SANT'ANGELO (HAUTE-CORSE)

Ce festival, dont la deuxième édition s'est tenue les 10 et 11 juillet, vise à dynamiser la vie du quartier populaire du Centre Ancien de Bastia. Intergénérationnel et interculturel, l'événement avait pour thème central le développement durable et plus précisément la gestion des déchets d'un point de vue local. Animations ludiques pour petits et grands, conférence sur les déchets, expositions et scène musicale ouverte se sont succédé. L'occasion également pour le grand public de rencontrer les associations de l'espace Sant'Angelo qui ouvraient leurs portes pendant ces deux jours.

www.laligue2b.org

2.

LES ACTIVITÉS DE LA L!GUE DE L'ENSEIGNEMENT EN 2015



VIE ASSOCIATIVE & ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

La Ligue de l'enseignement s'appuie sur un maillage d'associations locales qui couvre 24 000 communes. Cette présence territoriale permet à notre mouvement d'être au plus près des besoins et des réalités locales. Depuis plusieurs années, nous avons engagé un travail de redéfinition et de redynamisation de notre projet fédératif. L'objectif est de faire vivre et de faire valoir une conception de l'association comme corps intermédiaire, dotée d'une fonction civique, politique et sociale.

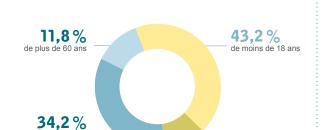
Cela suppose, en interne, de repenser la place de l'engagement bénévole et militant dans nos associations, de faire de notre fédération d'éducation populaire un levier efficace d'action collective, de résister à l'instrumentalisation des associations dans les politiques publiques, mais aussi d'entreprendre autrement conformément aux principes de l'économie sociale et solidaire.

Ce travail implique également d'ouvrir nos fonctionnements et nos partenariats aux autres acteurs associatifs, mutualistes, et aux coopératives. En effet, plus le centre de gravité de l'ESS sera éloigné du nôtre, plus il sera difficile de faire valoir notre spécificité associative.

Entreprendre autrement suppose aussi de repenser la professionnalisation de nos activités en complémentarité de l'engagement bénévole ou d'évaluer notre impact civique et socio-économique à partir d'indicateurs plus complexes que la seule compétitivité prix. L'ampleur des discussions ouvertes sur le sujet, en France et dans l'Union européenne, laisse penser que les marges de manœuvre existent et que notre modèle socio-économique peut être reconnu comme pertinent et légitime.

associations.laligue.org

30 000 ASSOCIATIONS 24 000 COMMUNES CONCERNÉES 500 000 BÉNÉVOLES



10,8 % de 18 à 30 ans

PLUS D' 1.5 MILLION D'ADHÉRENTS

DU TEXTE D'ORIENTATION AUX CONCRÉTISATIONS

Les Journées d'études des responsables fédéraux (Jerf) de 2012 et 2014, respectivement consacrées à la vie associative et à l'économie sociale et solidaire, ont abouti à la rédaction d'un texte d'orientation traduisant nos ambitions de transformation fédérative.

Pour traduire ce texte en acte, le Comité national développement de la vie associative à la Ligue (CNDVAL) a élaboré un plan d'action pluriannuel. La mission nationale « centre de ressources à la vie associative », déléguée à la Ligue de l'enseignement de Loire-Atlantique, et le groupe « évolution de l'affiliation et de l'assurance » ont largement contribué à ce travail.

En définitive, ce plan stratégique « vie associative et ESS » propose une évolution structurelle de nos pratiques fédératives, en redéfinissant et en renforçant notre lien aux associations. Une exigence qui nous oblige à faire évoluer progressivement nos métiers fédéraux. Cette stratégie a pu être dessinée grâce notamment aux expérimentations déjà engagées dans le cadre des contrats de développement à la vie associative. Notre plan stratégique a été voté à l'unanimité lors de l'assemblée générale extraordinaire, le 9 octobre.

Le centre confédéral a engagé le déploiement de ce plan à l'automne 2015. 11 fédérations ont été accompagnées dans le développement de projets innovants. Cette mobilisation s'inscrit dans le cadre d'appels à projets nationaux opérés par le ministère Jeunesse et Sports et le Comité interministériel à l'Égalité et à la Citoyenneté (CIEC): les fédérations des Yvelines, de Paris, des Bouches-du-Rhône, de l'Indre et du Pas-de-Calais ont été labellisées Fabriques d'initiatives citoyennes (FIC). Chacune des fédérations devra coordonner et développer ces initiatives au niveau départemental au cours des deux prochaines années. Les fédérations de l'Oise, du Gers, de l'Yonne, des Vosges, des Deux-Sèvres et de Loire-Atlantique

ont été retenues dans le cadre d'une expérimentation nationale FDVA (Fonds pour le développement de la vie associative) sur l'organisation d'une parole interassociative locale. Enfin, l'Apac et le service Vie, développement et qualification du réseau (VDQR), en association avec l'Ufolep, l'Usep et plusieurs fédérations départementales, ont créé un comité technique fin 2015 chargé de la refonte de nos systèmes d'affiliation, d'assurance et de notre organisation fédérative. Notons qu'en 2015, le nombre d'associations socioculturelles affiliées est resté stable et le nombre d'adhérents individuels a légèrement augmenté.

L'UDES

En 2015, **l'Udes** (Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire) a poursuivi sa structuration du syndicalisme employeur dans l'ESS et est désormais reconnue par les pouvoirs publics. Fin 2015, le ministère du Travail a annoncé son intégration aux 3 instances consultatives majeures du dialogue social et interprofessionnel que sont le Haut conseil du dialogue social, le Conseil supérieur de la prud'homie, et la Commission nationale de la négociation collective.

ACCOMPAGNEMENT DES FÉDÉRATIONS

Le service VDQR est un outil d'aide à la confédération, chargé notamment d'accompagner les fédérations départementales et les unions régionales dans les domaines de la vie associative, de la formation professionnelle/bénévole/militante, dans la relation avec l'Éducation nationale, la Cnaf ou Jeunesse et Sports.

Le service propose un accompagnement plus particulier sur le développement fédératif (projet fédéral, vie statutaire, management, organisation, droit social, juridique, gestion, emploi, mutualisation interdépartementale ou régionale...). Il peut aussi élaborer diagnostics et préconisations auprès des fédérations, ou encore intervenir lors de journées d'étude. Enfin, le

service VDQR, avec le secrétariat national et la Commission d'administration générale, applique, si nécessaire, la procédure de droit d'interpellation auprès de fédérations qui seraient confrontées à des problèmes structurels, organisationnels ou financiers.

Une plate-forme nationale de services (statuts, RH, gestion financière, juridique, accompagnement organisationnel, développement de projets) a été créée en 2015 et est en cours de développement. Un dispositif spécifique d'accompagnement à la réécriture des projets fédéraux a été mis en place en lien avec des spécialistes des démarches projets. Et enfin, la compétence «juridique/droit social» a été développée, en articulation avec le CNEA, afin de répondre aux nombreux besoins de notre réseau dans ce domaine.

Le service VDQR joue également un rôle de médiation en lien avec l'Ufolep et l'Usep nationales. Objectif: apporter un

appui direct pour faciliter la communication entre les fédérations et les comités directeurs nationaux Ufolep et Usep. Un travail avec l'Ufolep nationale a été engagé pour mutualiser nos capacités d'intervention sur les territoires et développer des projets communs.

Un plan d'action spécifique, mis en place en 2015 et qui courra jusqu'en 2016, vise à rendre notre organisation régionale (création de nos nouvelles unions régionales) conforme aux nouveaux périmètres des exécutifs régionaux définis par la loi NOTRe. Pour ce faire, la Ligue mobilise les ressources techniques de son service VDQR et celles d'un cabinet juridique spécialisé.

En 2015, plus de la moitié des fédérations départementales et des unions régionales ont bénéficié d'un accompagnement spécifique du service VDQR sur ces différents champs d'intervention.

AU C●NTACT DU TERRAIN

Donner du sens au fédératif, tel est l'un des leitmotivs de la Ligue de l'enseignement du Finistère.

Pour accompagner ses 21 000 adhérents et ses 230 associations affiliées⁽¹⁾, la Ligue 29 peut compter sur ses effectifs: 27 équivalents temps plein. Parmi eux, 9 sont des coordinateurs ou directeurs d'importantes associations brestoises. Ou quand la réalité du terrain est au plus proche de la politique de développement de la fédération...

APPUI AUX ASSOCIATIONS EMPLOYEURS

Comme les trois autres fédérations de Bretagne, la Ligue du Finistère propose un accompagnement « ressources humaines » à ses associations affiliées employeurs - une quarantaine. La fédération prend ainsi en charge la gestion des paies (2500 bulletins établis chaque année) et la rédaction des contrats de travail, des déclarations sociales, des documents de fin de contrat... Elle gère également la comptabilité de certaines petites associations. « Il s'agit tout simplement de préserver leur autonomie et la capacité des dirigeants à être mobilisés sur les projets plutôt que sur la gestion », explique Yannick Hervé, secrétaire général de la fédération. Cet appui aux associations employeurs est même reconnu et soutenu par la Région au travers d'une convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) avec l'union régionale (UR) Bretagne, dont la principale ligne est précisément ce soutien à la fonction employeur.

L'accompagnement des associations, la Ligue 29 y tient tout particulièrement. « Cela nous permet de rester à leur contact, de leur venir en aide dès qu'elles ont besoin de mieux définir certains de leurs projets... », poursuit Yannick Hervé. Le volet politique n'est pas oublié: « Nous informons

et conseillons également notre réseau sur le rapport que doivent entretenir nos associations avec les collectivités. L'objectif étant d'éviter les écueils qui voudraient réduire le rôle des associations à de simples prestataires. Il s'agit, au contraire, de faire respecter l'autonomie associative auprès des collectivités. »

L'UNION RÉGIONALE AU SERVICE DES FÉDÉRATIONS

En Bretagne, l'entité régionale a toute son importance. C'est elle qui fait le lien avec les partenaires et qui recherche des subventions. Pas de salariés ni de moyens supplémentaires injectés pour cette entité dont le seul objectif est de servir les intérêts de ses quatre fédérations. Une même politique fédérative au niveau régional, pour un meilleur développement au local.

Sur le «terrain», chaque dossier (une douzaine au total) – service civique, actions culturelles en milieu pénitentiaire, formation des bénévoles – est piloté par un politique et un chargé de mission de deux fédérations différentes.

Reste aux quatre fédérations bretonnes à trouver leur place et à s'organiser dans le nouveau découpage territorial entré en vigueur début 2016... notamment dans les communautés de communes; une échelle de développement désormais incontournable.

http://laligue-fol29.org

(1) La Ligue du Finistère compte en plus une trentaine d'établissements scolaires (collèges et lycées), soit un peu plus d'un tiers des établissements publics du département.



ACCOMPAGNEMENT À LA FONCTION D'EMPLOYEUR

La dernière étude réalisée par Viviane Tchernonog (2012) sur le paysage associatif français révèle que, parmi les 1300000 associations recensées en France, 183000 emploient 1,8 million de salariés. Notre réseau a bien saisi toute l'importance d'accompagner la professionnalisation de notre fonction d'employeur, puisque, à ce jour, plus de la moitié de nos fédérations départementales développent des actions à destination de leurs associations affiliées ou plus largement des associations de leur territoire. Onze fédérations départementales (05, 08, 10, 14, 18, 32, 41, 50, 53, 88 et 93) sont porteuses du dispositif local d'accompagnement (DLA), financé essentiellement par le ministère du Travail et par la Caisse des dépôts et consignations. Une trentaine sont également labellisées «Tiers de confiance» par l'Urssaf, ce qui leur permet d'assurer, via le logiciel Impact Emploi, la gestion sociale d'associations de moins de 10 équivalents temps plein.

Nous avons également initié un groupe de travail, avec une quinzaine de ces fédérations, sur la formation des élus bénévoles des petites associations employeurs. Des cycles de formation de 3 heures visent à aider les responsables associatifs à assumer une posture d'employeur. Une centaine d'entre eux en ont bénéficié en 2015. Soutenu par Uniformation dans le cadre du Fonds d'intervention de l'économie sociale (FIES), le projet se mène en concertation avec nos syndicats employeurs (CNEA et Udes) pour permettre une articulation pertinente avec les démarches existantes (notamment les catalogues de formations de branche). Ce projet se poursuit en 2016 avec une dizaine de cycles de formation déjà programmés.

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

Des militants de la Ligue de l'enseignement assument des responsabilités dans les principaux lieux de représentation et d'influence de la vie associative et de l'ESS:

- le Mouvement associatif: présidence nationale et neuf présidences régionales.
- la Chambre française de l'économie sociale et solidaire: vice-présidence nationale,
- l'Udes (Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire): présidence nationale,
- le CNEA (Conseil national des employeurs associatifs): présidence nationale.
- Uniformation: présidence nationale,
- l'Unalg (Union nationale des associations laïques gestionnaires): présidence nationale,
- le Fonjep (Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire).
- le CSESS (Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire).
- le conseil national éducation et économie,
- le comité consultatif du fonds pour le développement de la vie associative,
- en région, les Cress (chambres régionales de l'économie sociale et solidaire).



Rappelons enfin quelques chiffres afin de situer l'importance de l'économie sociale (associations, coopératives et mutuelles):

10% de l'emploi en france, 2,3 MILLIONS de personnes salariées, dont 1,8 MILLION dans le secteur associatif.

222 000 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS.

PLUS DE $100\,000\,$ emplois pourvus chaque année, $66\,\%$ d'emplois féminins, $25\,\%$ des actifs à la retraite d'ici 2020, ce qui générera $500\,000\,$ embauches d ans les dix prochaines années.

REPENSER SON PROJET FÉDÉRAL

En 2015, la Ligue de l'enseignement de Vendée s'est lancée dans un travail introspectif pour redessiner son organisation interne et redéfinir ses priorités politiques.

Depuis décembre 2014, la Ligue de l'enseignement de Vendée n'a plus de délégué général. En lieu et place de cette fonction: un comité de pilotage composé de cinq responsables de service, dont Clémentine Parmentier, responsable du secteur « éducation, jeunesse, formation ». Plutôt qu'une hiérarchie traditionnelle « descendante », la fédération a préféré miser sur une gouvernance collégiale, en associant aux décisions responsables de service et élus. « Porté par l'ensemble des salariés qui le font vivre au quotidien, le projet fédéral n'est pas immuable, il bouge, ce qui lui confère un intérêt tout particulier », explique Clémentine Parmentier.

Ce comité de direction/pilotage s'assure donc que les décisions stratégiques prises en conseil d'administration sont bien traduites dans les actes. Une fois par mois, tous se réunissent pour faire le point sur les dossiers en cours : avancement des projets, ressources humaines, arbitrages financiers... Et chaque grand dossier est porté par une commission de travail réunissant, là aussi, des salariés et des élus.

UNE RÉFLEXION COLLÉGIALE

La réécriture du projet fédéral a nécessité plusieurs mois. Elle a débuté par un état des lieux complet: situation économique et sociale de la fédération, gestion de ses salariés (48 équivalents temps plein et 23 permanents), état de son réseau associatif... L'étape suivante a consisté à dégager les priorités qui allaient irriguer les futures actions de la fédération. Une consultation a été lancée auprès d'élus, de salariés et d'associations volontaires. Quatre axes ont émergé: dynamiser le rôle fédérateur de la Ligue 85 au sein de son réseau; promouvoir l'éducation populaire et ses valeurs; renforcer l'accompagnement de ses actions éducatives; proposer aux citoyens de nouvelles formes d'engagement. Pour donner corps à ces nouvelles orientations, votées en assemblée générale en 2015, le comité de pilotage a notamment décidé de lancer une campagne d'affiliation en 2016, de dynamiser son accompagnement auprès des établissements scolaires (actions de lutte contre les discriminations, classes de découvertes...) ou encore de favoriser l'innovation au sein de ses services pour imaginer de nouveaux espaces de bénévolat pour les citoyens.

Dans la pratique, tout un process a été mis en place pour faciliter le suivi des dossiers. Des feuilles de route renseignées par chaque service sont affichées dans les locaux. Un logiciel condense toutes ces informations et peut générer à tout moment une Road map, une sorte de tableau de bord qui synthétise les étapes et niveaux d'avancement de chaque projet. « C'est un moyen très efficace pour identifier les points de blocage, les problèmes éventuels. Et du coup de pouvoir réagir en temps réel, en venant en aide à un service qui en aurait besoin à un instant T par exemple », précise Clémentine.

www.laligue85.org





EN PACA, L'ESS INVESTIT LES LYCÉES

La Ligue de l'enseignement du Var, organisatrice des Rencontres de l'ESS au niveau du département, investit depuis quelques années les établissements scolaires pour sensibiliser les jeunes aux valeurs portées par l'économie sociale et solidaire.

Dans la région PACA, le Mois de l'ESS (en novembre) fédère de nombreux acteurs locaux dont la Ligue de l'enseignement du Var qui coordonne, depuis quelques années, les Rencontres départementales de l'ESS. À cette occasion, elle anime des rendez-vous entre les acteurs du secteur, mais aussi des actions de sensibilisation auprès du grand public. « Il est très difficile de faire venir le public scolaire sur nos manifestations », déplore Caroline Diot, coordinatrice du service Vie associative à la Lique du Var. « À nous d'aller à leur rencontre alors.»

La Ligue 83 investit le milieu éducatif en œuvrant directement auprès des lycées et de l'université de Toulon. La démarche a réellement débuté en 2012 avec le lycée Bonaparte, suite à une demande d'intervention d'un professeur de BTS en services et prestations des secteurs du sanitaire et social, particulièrement investi sur les questions relevant de l'ESS. Cette classe est devenue marraine des Rencontres de l'ESS et coordonne, chaque année, une manifestation au sein même de l'établissement. « Petit à petit, d'autres professeurs nous ont sollicités: des professeurs d'histoire-géo pour traiter la question de l'engagement par la loi 1901, des professeurs de gestion pour aborder la notion d'entrepreneuriat en ESS, et découvrir ainsi les différents statuts fiscaux, des professeurs de langue aussi, en participant à des cinés-débats sur des questions d'échanges Nord/Sud...» Dans le lycée, un village des acteurs de l'ESS a également été organisé dans la cour, des ateliers mis en place dans certaines salles (dont la salle des profs, lieu stratégique pour toucher de nouveaux enseignants), ainsi que des cinés-débats dans le théâtre...En somme, un panel représentatif des acteurs de l'ESS avec qui les élèves ont pu échanger. «L'idée est de leur faire comprendre que l'acte de consommer s'accompagne de responsabilités, précise Caroline Diot; que des alternatives solidaires et durables existent en matière de production de biens, de produits et de services. Et qu'une autre façon d'entreprendre est possible.»

UN KIT PÉDAGOGIQUE SUR L'ESS

De ces interventions, est née l'idée de créer un kit ESS, « Faisons entrer l'ESS dans les lycées » : un CD-Rom contenant des propositions d'animations pédagogiques, des ressources pour des interventions fléchées pour les enseignants sur différentes problématiques ESS, des jeux de société, des animations de forums, des expositions... L'ESS étant désormais présente dans les programmes scolaires des sciences économiques (depuis 2014), la Ligue 83 a choisi de communiquer largement sur ce CD-Rom auprès des lycées, collèges, centres sociaux, instituts de formation de la région...

Depuis, la Ligue du Var est intervenue dans d'autres établissements: au lycée Raynouard de Brignoles, en 2014, pour présenter l'ESS lors d'un forum d'information et d'orientation, au lycée Jean Moulin de Draguignan, dans le cadre de leurs « journées citoyennes », puis auprès de l'université de Toulon (avec laquelle la Ligue a scellé un partenariat pour mettre en place une manifestation ESS chaque année), en lien cette fois avec la COP 21.

www.fol83laligue.org



L'APAC



L'Apac est l'assurance de la Ligue de l'enseignement. Activités culturelles, sportives, civiques, sociales ou de loisir... l'Apac propose des contrats sur mesure, qui répondent aux besoins spécifiques des associations (responsabilité civile des associations et des adhérents, biens immobiliers et mobiliers, véhicules, rapatriement...).

Si les fédérations départementales ont pour mission de conseiller, d'aider et de favoriser le développement de leur tissu associatif, **l'Apac** a pour obligation d'assurer et de sécuriser les actions menées au sein de ce même tissu associatif. Outil de la confédération, **l'Apac** cherche et se charge de mettre en œuvre les produits d'assurance qui répondent aux stratégies et besoins développés par la Ligue de l'enseignement, l'Ufolep et l'Usep. À ce titre, ces trois instances sont toutes représentées au sein du conseil d'administration de **l'Apac**, ce qui constitue un gage pour la prise en compte des réalités de terrain.

Des commissions mixtes se réunissent régulièrement afin de vérifier la juste adéquation entre les besoins des fédérations départementales du mouvement et les obligations juridiques, statutaires et contraintes imposées par les assureurs. La Commission nationale technique, dans laquelle des représentants des fédérations départementales travaillent à l'amélioration des garanties et procédures, se réunit trois fois par an. Bien évidemment, des réunions techniques spécifiques Ufolep et Usep se déroulent chaque année afin de parfaire et de moderniser les dispositifs en place. L'Apac a choisi de rencontrer directement les associations locales affiliées dans les fédérations départementales tout au long de l'année pour sa communication. Ces moments représentent des événements majeurs car ces réunions de terrain participent à de vrais échanges particulièrement efficaces pour une parfaite couverture des associations affiliées.

EN 2015, L'APAC A ASSURÉ 23 749 ASSOCIATIONS,

DONT 7 840 UFOLEP, 7 114 USEP ET 7 322 PORTEUSES D'ACTIVITÉS CULTURELLES ET AUTRES.

L'ENSEMBLE DES
ACTIVITÉS DÉVELOPPÉES
AU SEIN DE CES
ASSOCIATIONS REGROUPE
1 443 226 ADHÉRENTS
ET LICENCIÉS, MAIS
ÉGALEMENT UN GRAND
NOMBRE D'USAGERS.

www.apac-assurances.org

C●LLECTIFS ET PARTENARIATS

Le principal partenaire de l'Apac est évidemment la **Maif** avec laquelle nous réussissons à construire des contrats adaptés au régime d'affiliation de notre mouvement. La compagnie **Allianz** permet également de trouver des solutions pour les sports mécaniques via son réassureur, le GIE **AMSré**, mais aussi pour les risques professionnels, d'entreprises, et spéciaux.

En outre, il convient de citer notre réassureur, le groupe **RADIANCE**, avec lequel nous pérennisons l'activité de notre mutuelle, la **MAC**.



FORMATION

La formation à la Ligue de l'enseignement s'adapte à son public. Partenaires des politiques publiques de la formation professionnelle, nous nous efforçons de proposer à nos stagiaires une expérience culturelle et citoyenne, complémentaire à la seule visée professionnelle.

Au sein de notre mouvement, notre projet est de donner toute sa place à la formation tout au long de la vie, en favorisant un enrichissement continu du citoyen (salarié, bénévole...).

COMITÉ NATIONAL FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE

Les objectifs de ce comité, qui réunit les principaux acteurs du réseau de la Ligue de l'enseignement, sont multiples :

- assurer une veille sur le secteur de la formation, notamment sur l'actualité de la formation professionnelle ;
- favoriser l'échange de pratiques, d'expériences et de contenus pédagogiques;
- établir et suivre les feuilles de route des groupes nationaux Formation tout au long de la vie;
- favoriser la création d'une culture commune autour des grands enjeux de la formation.

Le comité national compte une trentaine de membres. En 2015, il a principalement suivi la mise en place de la nouvelle loi relative à la formation professionnelle et à la démocratie sociale qui modifie structurellement le financement, mais aussi toute la logique des dispositifs de formation professionnelle. Nous sommes doublement concernés en tant qu'organismes de formation et en tant qu'employeurs. Le comité s'est également penché sur la question de l'apprentissage, notamment dans les champs de l'animation et du sport.

LES COORDINATIONS INFREP/LIGUE

Ces coordinations sont des temps de concertation, d'échanges et de formation entre les fédérations et les agences Infrep. En 2015, nous avons poursuivi la dynamique de mutualisation entre les organismes de formation des fédérations départementales de la Ligue, les agences Infrep et les comités Ufolep/Usep. Au-delà de l'accompagnement de la loi de refondation de l'école, nous avons particulièrement travaillé sur le nouveau socle commun de connaissances et de compétences professionnelles CLéA. Le réseau Infrep-Ligue de l'enseignement est en effet l'un des six organismes « évaluateurs et formateurs nationaux » de ce socle habilités par le Comité paritaire interprofessionnel national pour l'emploi et la formation (Copanef).

PLAN NATIONAL DE FORMATION



La Ligue de l'enseignement met à disposition, en partenariat avec Uniformation, une offre de formation destinée en priorité aux salariés de notre réseau associatif. Outre des temps de formation sur les outils de gestion, de ressources humaines et de pilotage des fédérations départementales, ce plan propose des modules thématiques dans le domaine de la communica-

tion, de la culture, du sport, des loisirs éducatifs... En 2015, nous avons proposé, en accompagnement de la loi de refondation de l'école notamment, une cinquantaine de modules de formation à plus de 800 stagiaires. Une formation d'accueil à

l'attention de 40 nouveaux cadres et délégués a été organisée du 22 au 25 septembre à Marcoussis (91), avec l'Usep et l'Ufolep. Et un parcours de formation spécifique destiné à une quinzaine de nouveaux secrétaires généraux et délégués généraux est également inclus à ce plan. 138 jours de formation ont été dispensés en 2015.

FORMATION DU PERSONNEL PÉRISCOLAIRE ET DES AUTRES ÉDUCATEURS

L'adoption de la loi de refondation de l'école réinterroge en profondeur l'offre de formation de la branche professionnelle de l'animation. Dans ce contexte, le CQP animateur périscolaire répond, en complément du BPJEPS, à un véritable enjeu de qualification du personnel périscolaire. Nous avons ainsi fait le choix d'accélérer le positionnement de notre réseau sur ce CQP animateur périscolaire en multipliant les temps d'échange de pratiques et de formation de formateurs. Plusieurs fédérations départementales ont ainsi noué des partenariats avec des Greta qui assurent, en complément au CPQ pour des stagiaires peu ou pas qualifiés, un parcours de remise à niveau sur certaines compétences de base. Le réseau Infrep-Lique a ainsi formé plus de 200 stagiaires en 2015, ce qui en fait le premier organisme de formation sur ce sujet. Nous avons également continué à développer une offre de formation plus large répondant aux besoins des collectivités. Il s'agit notamment de construire avec elles des formations modulaires regroupant, éventuellement, différents types d'éducateurs (coordinateurs de site, directeurs, animateurs, Atsem, bénévoles, intervenants occasionnels...) et dans la mesure du possible dans le cadre de partenariats avec le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).

C●LLECTIFS ET PARTENARIATS

Le Synofdes

Nous assumons notre rôle dans le dialogue social au sein du bureau du Synofdes, syndicat professionnel ayant pour objet de regrouper, en leur qualité d'employeurs, les organismes de formation professionnelle et de promotion sociale à but non lucratif et qui se revendiquent de l'économie sociale et de ses valeurs.

L'ANLCI

Nous avons signé en 2015 une convention de partenariat avec l'ANLCI (Agence nationale de lutte contre l'illettrisme) qui renforce l'implication de l'ensemble de notre secteur formation dans la lutte contre l'illettrisme.

L'Afpa

Nous avons signé une convention de partenariat avec l'Afpa qui facilitera le travail entre nos organisations tant sur le développement d'une stratégie européenne commune que sur des coopérations locales visant notamment à améliorer l'accueil et l'accompagnement des stagiaires en formation ainsi qu'à renforcer la qualité des parcours qui leur sont proposés.

LA FORMATION MILITANTE

Le groupe « formation militante » a développé 4 axes de travail en 2015 :

- L'outillage pédagogique des fédérations, notamment pour animer des débats et élaborer des arguments collectifs en réponse à certains discours idéologiques d'extrême droite. Ces ressources sont disponibles dans la rubrique « former à l'engagement » sur militant.laligue.org.
- Une mobilisation autour d'un projet européen Erasmus+ favorisant l'échange de pratiques militantes entre

- trois organisations: Workers' Educational Association au Royaume-Uni, l'Association pour l'éducation des travailleurs (ABF) en Suède, et la Ligue de l'enseignement.
- L'accompagnement de plusieurs fédérations dans le cadre de la construction de leurs parcours militants.
- Le stage d'été des nouveaux élus des fédérations enfin, qui s'est déroulé à Seignosse (Landes). Cette formation, qui a vocation à se déployer dans les territoires, permet aux nouveaux élus de s'approprier le projet politique et militant de la Ligue de l'enseignement. Notons que la dimension numérique prend une place de plus en plus importante dans l'animation et le suivi de ces formations.

FORMER LES BÉNÉV●LES

Dans les Deux-Sèvres, associations et collectivités conjuguent leurs forces, au sein d'un collectif, pour former les bénévoles du département. La Ligue de l'enseignement 79 est de la partie.

Le collectif «Formation des bénévoles 79 » a été créé en 2003 par des associations⁽¹⁾ du département, dont la Ligue de l'enseignement 79, pour accompagner la montée en compétences des bénévoles associatifs et structurer la vie associative locale. L'idée du collectif est de jouer sur la complémentarité géographique et technique des membres: «Le département étant très étendu du nord au sud, on mobilise l'association la plus proche du lieu de la demande, ou celle disposant du savoir-faire requis », expose Sarah Klingler, chargée de la vie fédérative à la Ligue 79. Un tel dispositif permet également de mutualiser le temps, les outils, la communication et les moyens financiers.

En outre, il s'agit pour le collectif d'adopter une vision réaliste du bénévolat. Être bénévole, ce n'est pas nécessairement être militant. Les personnes formées sont d'abord « au service de » et à un niveau local uniquement. On est donc sur du pratico-pratique. Ce qui n'empêche pas le collectif de pousser la réflexion en abordant d'autres sujets, plus politiques ceux-là, comme le projet de l'association, la façon d'accueillir de nouveaux bénévoles, la place des jeunes, la mobilisation des forces vives internes...

DES FORMATIONS GRATUITES ET "À LA CARTE"

Le collectif « Formation des bénévoles 79 » organise ainsi des stages collectifs gratuits, ouverts à tous. Entre trente et cinquante thématiques sont proposées selon les années, sur la fonction employeur (projet associatif, embauche de salariés...), les financements de l'association (subventions, mécénat, cotisations...), son animation, ses responsabilités juridiques, ou encore l'organisation d'évé-

nements... Très plébiscitées, des formations « à la carte » sont également possibles et de plus en plus développées. « Il s'agit de partir d'un module de base et de l'adapter aux besoins de l'association », précise Sarah.

En 2014/2015, le collectif a dispensé 36 séances de formation auprès de 330 bénévoles.

Côté financement, la plupart des formations bénéficient du soutien de l'État qui, cependant, ne couvre pas l'ensemble des coûts. La réussite du dispositif repose donc en grande partie sur la mobilisation de ses membres, notamment en ce qui concerne l'animation des formations, la mise à disposition des locaux, ou encore le suivi administratif.

www.formationdesbenevoles79.fr

(1) Comité départemental olympique et sportif (CDOS), Niort Associations, fédération départementale des Foyers ruraux, commune de Bressuire, communauté de communes du Thouarsais, fédération des Familles rurales 79, communauté de communes Haut Val de Sèvre, Osapam (Office des sports et des associations du Pays Mellois), direction départementale de la Cohésion sociale et de la Protection des populations (DDCSPP).



LE BAFA, UNE FORMATION CITOYENNE

La Ligue de l'enseignement du Pas-de-Calais a fait de ses formations Bafa des « laboratoires citouens » pour transmettre et traduire en actes ses valeurs. Chaque année, elle forme 1 200 stagiaires

« Nous formons des citoyens qui deviendront des animateurs responsables et non pas des animateurs responsables qui deviendront des citoyens. » Romain Berrezaie résume ainsi la philosophie de la formation Bafa dont il est le responsable à la Ligue de l'enseignement du Pas-de-Calais. Si le stage pratique, deuxième volet de cette formation, permet une expérimentation concrète du métier d'animateur, le stage général et celui d'approfondissement « doivent servir à aller au-delà des seuls aspects techniques ». Romain Berrezaie parle d'un « laboratoire citoyen ». Au sein de la fédération du Pas-de-Calais, cette formation est devenue l'outil moteur du projet fédéral. « Nous avons voulu réinterroger le sens, repolitiser nos actions et mener un travail autour des outils et méthodes pédagogiques. » De 350 stagiaires formés par an, la fédération départementale est passée à 1 200 en 2015.

PARTIR DU VÉCU DES JEUNES

Citoyenneté, démocratie, solidarité et laïcité sont les valeurs qui irriguent le contenu des stages. La Ligue de l'enseignement 62 a notamment misé sur une pédagogie impliquante en partant du vécu des jeunes pour construire avec eux le contenu de la formation. Elle met également les participants face à des cas pratiques, pour qu'ils trouvent collectivement des solutions. La première journée du stage se déroule toujours selon le même schéma: un temps d'accueil où les jeunes peuvent s'approprier l'espace, se découvrir mutuellement. Viennent ensuite une

présentation du déroulement de la semaine puis un travail sur les cadres de la formation, avec la charte de la laïcité et la charte d'engagements réciproques entre la Ligue de l'enseignement, les formateurs et les stagiaires.

... ET DÉGAGER DES VALEURS COMMUNES

À l'issue des formations Bafa, les stagiaires se sont approprié des valeurs et peuvent dire ce qu'ils défendent. « Le fait de construire un projet d'animation dont ils doivent justifier les choix les amène à s'interroger sur le sens qu'ils veulent lui donner. »

La formation peut être complétée de sessions complémentaires gratuites sous forme de demi-journées le samedi, ouvertes à tous les adhérents, et donc aux stagiaires. Ces formations portent sur les quatre mêmes thématiques qui nourrissent les stages d'approfondissement – lutte contre l'illettrisme, éducation par le sport, par la culture, à l'environnement et au développement durable –, mais sur des points très concrets, comme la formation aux « nouveaux sports ». Des jeunes en stage général ou d'approfondissement, d'autres déjà diplômés Bafa, des formateurs, beaucoup de monde se retrouve lors de ces formations... Un véritable creuset potentiel d'animateurs porteurs de valeurs communes.

www.laligue-npdc.org

LE GROUPE RECHERCHE

Notre confédération accueille régulièrement, sous des statuts divers (convention Cifre, partenariat avec un laboratoire universitaire...), des chercheurs qui ont fait de notre mouvement leur terrain d'études. Les sujets de recherche sont variés, à l'image des champs investis par nos fédérations départementales: engagement, sport, vie associative...

Afin de renforcer cette dynamique de recherche et de faciliter son développement, nous avons mis en place un groupe de travail. En 2015, ce groupe s'est réuni à l'occasion de 4 séminaires, accueillant également des chercheurs d'universités de Nanterre ou Rennes par exemple.

EMPLOIS D'AVENIR

La Ligue de l'enseignement a fait le choix de soutenir activement le dispositif des emplois d'avenir créé par le Gouvernement pour faciliter l'insertion des jeunes, en priorité les moins qualifiés, sur le marché du travail. Plus de 1 000 jeunes ont ainsi été accueillis au sein de notre réseau. La première clé de réussite de ce dispositif est, à nos yeux, l'effort de formation continue de ces jeunes dans le cadre, par exemple, de préparations opérationnelles à l'emploi, de formations au socle de connaissances et de formations qualifiantes et diplômantes. La Ligue de l'enseignement, l'Ufolep et l'Infrep ont ainsi développé une offre de formation commune permettant d'accompagner les jeunes en emplois d'avenir dans la consolidation de leur parcours professionnel.

Avec le soutien d'Uniformation qui a développé une politique volontariste sur le sujet, nous avons contribué à former des tuteurs de ces jeunes candidats aux emplois d'avenir dans une douzaine de régions.



L'ensemble Ligue de l'enseignement, c'est 26 agences de l'Infrep et plus d'une vingtaine de services ou d'organismes de formation de fédérations départementales. L'Infrep est partie prenante du Comité national formation tout au long de la vie.

LES PARTENARIATS PRIVILÉGIÉS AVEC LA LIGUE

- Une ingénierie partagée sur l'élaboration du « package CQP (certificat de qualification professionnelle)/ animateur périscolaire ». Et des collaborations avec des fédérations départementales pour la mise en œuvre de ce même CQP.
- Des participations actives aux partenariats avec l'ANLCI et l'Afpa.
- Une ingénierie partagée sur l'évaluation et la formation au nouveau socle commun de connaissances et de compétences professionnelles CLéA.

www.infrep.org

CHIFFRE D'AFFAIRES DE LA LIGUE EN FORMATION EN 2015: 30 MILLIONS D'EUROS

NOMBRE DE STAGIAIRES ACCUEILLIS EN FORMATION EN 2015: 42 000

NOMBRE D'HEURES
DE FORMATION DISPENSÉES
EN 2015: 3,6 MILLIONS





ACTION SOCIALE

L'action sociale a pour but de permettre aux personnes les plus vulnérables, exclues ou en difficulté d'insertion (personnes âgées, personnes handicapées, enfants en danger, demandeurs d'asile...) d'accéder à la société dans la plénitude de leurs droits tout en respectant leurs différences. Les structures sociales et médico-sociales que nous gérons ont vocation à accueillir des publics fragiles particulièrement éloignés des institutions, de l'école ou de l'emploi. La Ligue de l'enseignement pratique quotidiennement l'action sociale en développant sur tout le territoire des expériences innovantes et singulières, en croisant l'éducation populaire et la difficulté sociale, en jetant des passerelles favorisant la culture, les loisirs et le sport pour tous ou encore en s'appuyant sur la diversité des acteurs associatifs et le rôle central de l'école. C'est une approche originale qui fait la force et la singularité de la Ligue en la matière. Il appartient à tous les citoyens d'élaborer par le fait éducatif, au sens large, les conditions d'un pacte social sans exclusion. Tendre à plus de cohésion sociale, à l'exercice de la citoyenneté par tous, à prévenir les exclusions et à en corriger les effets, là est tout l'enjeu de la réflexion que la Ligue mène autour de l'action sociale.



Le centre social de la Baratte, à Nevers, est implanté en plein cœur d'un des quartiers les plus pauvres de la ville. Créé en 1978 et affilié à la Ligue de l'enseignement de la Nièvre, il mène de multiples actions en direction de familles en difficulté économique et/ou éducative.

La Baratte compte près de 1 500 habitants dont 25 % sont au chômage. Le quartier étant éloigné du centre-ville et dépourvu de commerces, ses habitants se sentent isolés. « Il y a, pour beaucoup, un vrai manque de lien social », déplore Françoise Legrand, directrice du centre socioculturel de la Baratte. D'où l'importance de la structure pour restaurer ce lien.

Le centre, où se côtoient bénévoles, intervenants, animateurs et travailleurs sociaux, est un espace de 1650 m² avec une salle multimédia, une autre pour les spectacles et les repas de quartier. Les habitants peuvent consulter gratuitement des professionnels: assistants sociaux, médecins, référents famille... ou tout simplement discuter, prendre un café ou participer à des activités. Le Café des parents permet précisément d'échanger sur les difficultés du quotidien. Quant aux enfants et aux jeunes également présents, certains profitent de la salle informatique, d'autres sont en accueil de loisirs.

Le secteur famille est un secteur à part entière, mais transversal à ceux de l'enfance et de la jeunesse. On y suit individuellement les parents dont les enfants rencontrent des problèmes scolaires et de comportement.

SORTIES COLLECTIVES ET ATELIERS

Plus de 500 familles de cultures différentes et issues de divers horizons géographiques (Europe de l'Est, Afrique noire, Afrique du Nord, Guadeloupe, Mayotte, Guyane...) poussent chaque année les portes du centre.

Des cultures qui cohabitent mais qui ne se comprennent pas toujours. Le centre est à cet égard un lieu chaleureux qui permet la rencontre.

Des actions collectives sont organisées en direction de ces familles: fêtes, repas de quartier où les habitants sont mis à contribution pour préparer les plats, les gâteaux ou s'occuper du barbecue. Objectif: créer une cohésion grâce à ce côté festif.

« Nous faisons aussi venir des intervenants. Des invités présentent une association, une institution, comme la Caisse d'allocations familiales ou l'Assurance-maladie, pour désacraliser les institutions et rendre ainsi plus faciles les démarches administratives qui demeurent pour beaucoup compliquées », précise la directrice.

D'autres actions sont menées à travers la ville pour consolider les groupes familiaux et développer les liens sociaux : découvrir les coulisses de la maison de la Culture, emprunter le circuit touristique et historique. Mais aussi au-delà de Nevers : visiter le Parc animalier et de loisirs de l'Allier, se rendre au Louvre...

La famille comme cœur de la vie sociale, base de la vie de quartier. « C'est parce que nos actions touchent toutes les générations, les parents, les adolescents, les enfants, que nous pouvons agir sur les familles », résume Françoise Legrand.

www.fol58.org

En 2015, la Ligue de l'enseignement s'est concentrée sur trois sujets, qui sont au cœur de ses préoccupations et de l'actualité sociale: elle a engagé avec le ministère de la Famille, de l'Enfance, des Personnes âgées et de l'Autonomie et la Cnaf un dialogue visant à construire, au sein de son réseau, une réponse à la problématique des familles monoparentales. Elle a su se mobiliser (au travers de ses fédérations) pour accueillir les réfugiés sur le territoire européen et plus généralement se positionner au regard de cette problématique humanitaire d'ampleur. Elle a initié une réflexion sur les enjeux de la laïcité dans le travail social afin d'outiller les professionnels de son réseau.

UN RÉSEAU D'ENTRAIDE POUR LES FAMILLES MONOPARENTALES

De nombreux parents isolés cumulent souvent les difficultés voire les discriminations dans leur vie. Dépourvus d'appui familial ou amical, ils assument seuls le quotidien. Ils voient ainsi, pour certains, se déliter peu à peu leur vie sociale, ce qui impacte la réussite des enfants et leur bien-être.

Pour la Ligue, il s'agit de répondre à cet enjeu sociétal en permettant à ces parents de disposer d'un peu de temps pour eux, et ce grâce à la structuration de réseaux locaux de solidarité où des bénévoles accueilleront temporairement leurs enfants. L'objectif: contribuer à la (re)création des liens sociaux de ces familles.

Un premier temps sera consacré à la réalisation de diagnostics locaux couplée à une expérimentation dans la perspective d'agir en complémentarité avec les autres actions associatives sur les territoires. À cet effet, le ministère de la Famille nous a apporté son soutien qui a abouti à la création d'un fonds sous l'égide de la Fondation pour l'enfance regroupant des acteurs associatifs, mais aussi des institutions sociales comme la Cnaf et la MSA. Ce collectif a pour but de constituer, à terme, le réseau d'entraide pour les familles monoparentales en élaborant une proposition d'offres d'accompagnement couvrant l'ensemble du territoire. La Cnaf a souligné tout l'intérêt de la Ligue à développer son propre projet porteur des valeurs de l'éducation populaire, de la mixité, de l'échange et de la laïcité.

SE MOBILISER EN FAVEUR DES RÉFUGIÉS

En 2015, l'Europe a été traversée par une vague migratoire de centaines de milliers de personnes fuyant les conflits de leurs pays. À l'image de la société civile européenne, la Ligue a participé à la dynamique de solidarité organisée en leur faveur. Avec Arci, Solidar et les autres membres du Forum civique européen, elle a revendiqué la refonte de la politique de l'Union et des États membres visant à accueillir dignement les réfugiés et à une meilleure coordination des conditions de leur arrivée et de leur séjour. Elle a également proposé que le 21 juin, **Journée mondiale des réfugiés**, soit un moment privilégié pour sensibiliser les populations à l'ensemble des questions migratoires.

Les fédérations départementales et les associations locales se sont mobilisées sur plusieurs fronts :

- la promotion des initiatives de collectifs comme la collecte de moyens et de dons (avec Solidarité Laïque tout particulièrement) et l'accueil de personnes (avec le collectif « Pour un avenir solidaire »),
- la recherche de mise à disposition de locaux d'accueil d'urgence dans nos centres de séjours,
- l'aide à la scolarisation des enfants et des jeunes.
- les actions pour sensibiliser l'opinion, au-delà de l'urgence et de l'émotion, sur la situation et ses causes.

ÉTUDIER LA LAÏCITÉ À L'ÉPREUVE DES SECTEURS SOCIAUX OU SOCIO-ÉDUCATIFS (OU L'INVERSE)

Principaux acteurs du secteur de l'action sociale, les associations ne sont pas des délégataires de service public. Pourtant, certaines de leurs activités relèvent bien de missions de service public. Dans la législation actuelle, les dispositions concernant l'expression d'une appartenance religieuse ne s'appliquent pas de la même manière, en particulier pour les personnels, selon que l'on se trouve dans une situation de mission de service public ou dans des activités associatives de droit privé.

Pour les agents publics – à qui s'applique statutairement le principe de laïcité –, le cadre est plus étoffé afin que leurs droits n'exposent pas les usagers à un risque de prosélytisme ou de dérives sectaires. L'Anesm (Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux) attire d'ailleurs l'attention des établissements sur ce risque dans ses recommandations de bonnes pratiques sur la qualité de vie en établissement médico-social.

Pour les salariés de droit privé de notre secteur, la difficulté réside dans la proximité de deux concepts: l'intérêt ou l'utilité général(e) ou social(e) et la mission de service public. Or, les travailleurs sociaux ou éducatifs se revendiquent souvent de cet intérêt général et confondent les missions de leur association avec celles du service public, incluant en cela le caractère laïque de ces missions.

C'est à cette problématique que le groupe de travail « action sociale » a tenté de répondre en élucidant les obligations et les responsabilités des travailleurs sociaux (de droit privé) confrontés à des personnes fragiles et vulnérables, enfants et adultes, aux convictions diverses.





C●LLECTIFS ET PARTENARIATS

La Ligue de l'enseignement a participé de manière active à créer un pôle laïque médico-social, constitué par l'Unalg (Union nationale des associations laïques gestionnaires) et le Snaless (Syndicat national des associations laïques employeurs du secteur sanitaire, social, médico-éducatif et médico-social). La Ligue de l'enseignement occupe la présidence de l'Unalg (qui représente un réseau de 674 établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) tous handicaps confondus) et le secrétariat général du Snaless.

L'Unalg, que la Ligue a contribué à fonder, met en œuvre, avec le concours financier de l'ANCV, un dispositif d'aide au départ en vacances des personnes en situation de handicap. Ce sont plus de 800 000 euros d'aide qui ont été distribués à quelque 2 000 bénéficiaires. En 2015, l'Unalg a aussi débuté sa refondation pour donner une nouvelle dimension à son projet alors que les contraintes budgétaires publiques et la concurrence sont de plus en plus importantes. www.unalg.org

La Ligue a poursuivi son partenariat avec l'Odas (Observatoire national de l'action sociale décentralisée) en prenant part aux Assises nationales de la protection de l'enfance, mais aussi en publiant chaque mois un article mettant en lumière les initiatives de notre réseau dans le Journal de l'action sociale (JAS). Enfin, la Ligue a rejoint le comité de pilotage mis en place par l'Odas et réunissant d'autres acteurs associatifs et des collectivités territoriales pour promouvoir la mise en œuvre d'une « Journée citoyenne ».

DANS 20 DÉPARTEMENTS, SE DÉPLOIENT PRÈS DE 100 ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES EN FAVEUR DE L'ENFANCE

(MAISONS D'ENFANTS À
CARACTÈRE SOCIAL (MECS),
CENTRES MÉDICO-PSYCHOPÉDAGOGIQUES (CMPP),
INSTITUTS MÉDICO-ÉDUCATIFS
(IME),
SERVICES D'ÉDUCATION SPÉCIALE
ET DE SOINS À DOMICILE
(SESSAD)...),

DES ADULTES EN SITUATION DE HANDICAP

(ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES D'AIDE PAR LE TRAVAIL (ÉSAT), FOYERS DE VIE...)

OU D'AUTRES CATÉGORIES DE PERSONNES

(CENTRES D'ACCUEIL DE DEMANDEURS D'ASILE (CADA), SERVICES DE PRÉVENTION OU DE RÉINSERTION SOCIALE...).

ET CE NE SONT PAS MOINS DE 1800 SALARIÉS QUI ACCOMPAGNENT AU QUOTIDIEN PRÈS DE 15 000 PERSONNES.



ÉDUCATION

L'année 2015 et ses événements dramatiques — qui ont notamment entraîné l'annulation du Salon européen de l'éducation et son report en mars 2016 — ont paradoxalement remis en lumière l'urgence d'une nouvelle ambition culturelle, égalitaire et démocratique pour l'école et l'éducation en général. L'importance du partage d'une culture commune fondée sur les valeurs démocratiques de la République, et la lutte contre les séparatismes culturels et les ségrégations sociales et spatiales qui minent notre société ont ainsi été au cœur de nos engagements en faveur de la refondation des politiques d'éducation, en prolongement de la loi de refondation de l'école de 2013.

Mobilisation citoyenne des acteurs autour des politiques éducatives sur tous les territoires, partage et mise en acte des valeurs de la République, et enfin priorité donnée aux plus fragiles ont été les 3 dimensions de nos actions en 2015.

ÉDUCATION PARTAGÉE ET TERRIT•IRES

L'année 2015 a été celle de la généralisation des Projets éducatifs de territoire (PEdT). La progression importante du nombre de jeunes accueillis dans de nouvelles activités périscolaires doit s'articuler avec la refondation de l'école au sein de projets de territoires partenariaux et participatifs. La priorité pour notre réseau est donc d'accompagner les collectivités dans l'organisation de ces accueils et dans la mobilisation des communautés éducatives locales.

Après avoir été associée via le Cape (Collectif des associations partenaires de l'école publique) à l'élaboration de la circulaire du 19 décembre 2014 sur la généralisation des PEdT, la Ligue de l'enseignement a continué à se mobiliser localement en appui des collectivités locales, souvent en lien avec les « groupes départementaux d'appui » animés par les Dasen (Directeurs académiques des services de l'Éducation nationale) et les DDCS (Directions départementales de la cohésion sociale). Qu'il s'agisse d'un accompagnement à la concertation et au diagnostic partagé entre les acteurs, d'un appui à la rédaction du PEdT, d'une aide à l'organisation d'activités périscolaires (par la prise en charge directe de ces

temps, par du portage/partage d'emploi, par de l'aide à l'élaboration de projets éducatifs et de fonctionnement...), ou de la mise en place d'actions de formation des acteurs (professionnels ou bénévoles), souvent en lien avec le CNFPT, la plupart de nos fédérations départementales ont renforcé leur implication tout au long de l'année.

À la suite des attentats de janvier et dans le prolongement de la dynamique du comité interministériel Égalité-Citoyenneté, nous avons édité un guide à destination des collectivités locales visant à renforcer et généraliser un volet citoyenneté-laïcité dans tous les PEdT.

POLOC, L'OBSERVATOIRE DES POLITIQUES LOCALES D'ÉDUCATION ET DE LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE

Dès 2013, la Ligue de l'enseignement s'était associée à l'Institut français de l'éducation (IFE), au Réseau français des villes éducatrices (RFVE), à l'Association des directeurs éducation des villes (Andev), aux Francas et aux Ceméa pour créer un observatoire des politiques éducatives territoriales. La Ligue, avec ses deux partenaires Francas et Ceméa, ont décidé de renforcer en 2015 leur implication dans le fonctionnement de l'Observatoire en créant un contrat de doctorant en convention Cifre, qui permettra, pendant 3 ans, un travail d'analyse et de recherche sur les pratiques d'éducation populaire dans le cadre des projets de territoire.

L'Observatoire a mené en 2015 une première étude qua-

litative sous l'égide de son conseil scientifique dont la Ligue est membre. Cette étude sur les PEdT, menée sous l'impulsion du ministère de l'Éducation nationale, a servi de base au rapport publié par l'Observatoire au printemps 2016.

D'après cette étude, il reste à consolider de nombreux PEdT selon 3 dimensions complémentaires : la qualité pédagogique des projets (et notamment les articulations entre temps scolaires et non scolaires); la dimension collaborative et participative de la mise en œuvre et de l'évaluation des projets; enfin la priorité donnée aux enjeux d'égalité et de citoyenneté.

PAUSE MÉRIDIENNE ET RESTAURATION SCOLAIRE AU CŒUR DES ENJEUX DE SOCIÉTÉ

Au cœur des enjeux institutionnels et sociaux actuels, la pause méridienne est le pivot de la réorganisation des temps éducatifs voulus par la loi de refondation. Plusieurs débats en 2015 ont illustré ces enjeux, notamment dans le cadre de deux propositions de loi. Ces textes questionnent les enjeux d'accessibilité, de qualité et de laïcité de la restauration scolaire.

La Ligue de l'enseignement défend le droit d'inscription et d'accès à tous à la restauration scolaire. Elle incite les collectivités locales à faire des choix favorisant l'inclusion de tous les convives, c'est-à-dire permettant aux enfants ne désirant pas manger certains aliments, pour quelque raison que ce soit, de trouver une réponse acceptable dans leur assiette, et que tous puissent manger ensemble, sans séparation ou discrimination aucune.

La proposition de loi « droit d'accès à la restauration scolaire» a fait l'objet de débat, avant d'être finalement rejetée par le Sénat en décembre 2015. Une proposition afin de « rendre obligatoire une offre de menus végétariens dans tous les restaurants scolaires recevant 50 ou 60 convives par jour » a également été à l'actualité des questions de laïcité. Pour la Lique, cette dernière proposition n'est pas satisfaisante. Le menu végétarien proposé tous les jours, c'est-à-dire à chaque fois qu'il y a poisson ou œuf, satisfait bien entendu les familles végétariennes, mais ne satisfait que partiellement les familles qui consomment de toute façon du poisson. La formule respectant le mieux le principe de la cité est, selon la Ligue, le menu « sans viande » (poisson ou œuf), proposé au choix à côté du menu carné les jours concernés. Celui-ci favorise l'inclusion du maximum de convives.

En revanche, le menu végétarien, qui serait proposé à tous avec une fré-



Depuis plus de 40 ans, la Ligue de l'enseignement de Loire-Atlantique est un acteur reconnu dans

le domaine de la restauration scolaire et de la pause méridienne. Elle prodigue conseil, formation et sensibilisation auprès de ses partenaires, des collectivités locales pour l'essentiel. Ces 25 dernières années, la Ligue 44 a accompagné la moitié des communes du département.

En matière de restauration scolaire, si dans le passé les enjeux étaient essentiellement alimentaires, ils ont évolué pour prendre progressivement une dimension éducative et sociale. Une volonté défendue par la Ligue de l'enseignement de Loire-Atlantique puisque la pause méridienne ne se résume plus uniquement à la consommation d'un repas. Il est aussi question pour l'enfant d'apprendre les règles de vie, le « vivre ensemble », et de pratiquer des activités pédagogiques liées à l'alimentation ou à la citoyenneté par exemple.

LA FORMATION-ACTION COMME RÉPONSE AD HOC

Organiser et mettre en place un service de restauration et professionnaliser les personnels sont les deux niveaux principaux d'intervention de la fédération 44. Elle s'adresse majoritairement aux agents de restauration et aux animateurs périscolaires, au travers d'une convention avec la collectivité, ou via le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT). L'une des plus-values de la Ligue 44: la formation-action. L'objectif est de proposer, dans un premier temps, une analyse de la situation, suivie d'un stage pour transmettre des connaissances et des compétences sur le sujet (de la pause méridienne aux enjeux éducatifs globaux...). Dans un second temps, s'effectue un travail collaboratif où les stagiaires construisent ensemble une réponse adaptée à leur contexte. La démarche est particulièrement intéressante quand elle concerne des équipes entières d'une même collectivité: agents, responsables administratifs des services, élus... Il s'agit ici de réussir à mettre en place le projet à proprement parler, ainsi que son accompagnement par les acteurs concernés.

En 2015, la Ligue de Loire-Atlantique a dispensé pas moins de 250 journées de formation auprès de 1 230 personnes (animateurs, Atsem⁽¹⁾, agents de restauration, élus, salariés d'associations, responsables d'équipe, enseignants et bénévoles associatifs), pour un chiffre d'affaires s'élevant à 178 650 euros.

DES INTERVENTIONS AU-DELÀ DU SECTEUR SCOLAIRE

Acteur reconnu, la Ligue 44 intervient également au niveau régional, depuis 4 ans, auprès de maisons de retraite (EHPAD⁽²⁾) et de crèches. Les enjeux liés à la mise en place d'un service de restauration de qualité restent les mêmes et sont facilement transposables à ces autres espaces.

La Ligue de Loire-Atlantique n'élargit pas seulement son public... elle étoffe également son offre de formations, en proposant depuis peu de nouveaux modules sur « la connaissance du public lycéen » et « la laïcité », dispensés auprès d'agents de la région Pays de la Loire par exemple, ou sur « l'éducation à la diversité », thème récemment proposé à des agents de la ville de Rezé.

www.fal44.org

 $(1) Agent territorial spécialisé d'école maternelle. \\ (2) \'Etablissement d'hébergement pour personnes \^ag\'ees dépendantes.$



quence annoncée, permet d'éduquer les enfants et les jeunes à une alimentation plus saine et respectueuse de l'environnement. Réduire la part de la viande est un enjeu de santé, comme un enjeu sociétal. À noter que 2016 est proclamée année des légumineuses par l'ONU... C'est pour réussir cet objectif que ce menu doit être proposé à tous, dans une démarche éducative appuyée.

Plus globalement, la Ligue de l'enseignement a poursuivi sa campagne de promotion de la restauration scolaire et de la pause méridienne comme enjeu de société. Une plaquette a été éditée et largement diffusée aux fédérations de la Ligue de l'enseignement et aux partenaires extérieurs. Des conférences-débats « Dans mon restaurant scolaire, on ne sert pas que des repas, mais on sert des enfants !» ont été organisées dans quelques départements, sous l'égide des fédérations départementales de la Ligue. L'occasion pour la Ligue de rappeler la complémentarité de ses trois objectifs: permettre aux enfants de déjeuner correctement et de bien consommer leur repas, de vivre un temps d'échanges et de partage avec leurs copains et, enfin, de récupérer pour reprendre le travail scolaire dans de bonnes dispositions en début d'aprèsmidi.

La Ligue de l'enseignement a également participé à de nombreuses tables rondes, notamment lors du Forum annuel de l'Agores (Association nationale des directeurs de restauration collective) et du congrès de l'Andev (Association nationale des directeurs éducation des villes). La Ligue de l'enseignement est également intervenue lors de formations « laïcité et restauration scolaire », organisées par le CNFPT, et qui rencontrent de plus en plus de succès.



LA FORMATION DES ENSEIGNANTS ET DES ÉDUCATEURS AU SERVICE D'UNE CULTURE PARTAGÉE

ACCOMPAGNEMENT DE L'INNOVATION EN ÉDUCATION

L'année 2015 a été une nouvelle fois riche sur le plan institutionnel: le Parcours d'avenir a été élaboré au sein d'une commission du Conseil supérieur des programmes, à laquelle la Ligue de l'enseignement a participé. Inscrit dans la loi d'orientation pour la refondation de l'école, ce parcours individuel d'information, d'orientation et de découverte du monde économique et professionnel (publié au Bulletin officiel en juillet 2015) doit permettre aux élèves de la sixième à la terminale, de construire tout au long de leurs études secondaires un projet, mais aussi une véritable compétence à s'orienter.

La Ligue a rejoint un groupe de travail rassemblant personnels d'encadrement, d'orientation, enseignement, enseignants-chercheurs, acteurs du monde économique et élus régionaux. Ce groupe a contribué à construire un projet collectif au collège, qui comprend notamment un folio valorisant les expériences et les compétences scolaires et extrascolaires des élèves et contribuant à la diffusion des usages du numérique et à leur appropriation par les élèves, les professeurs, les membres de l'équipe éducative et les familles. Une série d'outils a aussi été réalisée pour accompagner la mise en œuvre du Parcours d'avenir par les enseignants et leurs partenaires. La Ligue a produit celui explicitant le projet collectif au collège. Le texte final assorti de ses documents d'accompagnement a été publié au Bulletin officiel de l'Éducation nationale en juillet 2015.

Entre février et avril, le Conseil national à l'innovation et à la réussite éducative (CNIRE), constitué par la loi de refondation de l'école, a auditionné la Lique de l'enseignement sur le projet de Maison des savoirs et de la formation. Il a aussi rencontré les équipes (collectivités, établissements publics locaux d'enseignement, associations locales et fédérations) conduisant deux diagnostics: l'un sur la région Pays de la Loire dans un lycée agricole, l'autre dans les Yvelines dans un collège REP+. Ce qui a permis au Conseil de mener une réflexion prospective sur la mise en œuvre de ce projet.

FORMATION DES ÉDUCATEURS ET PEDT

La Ligue de l'enseignement a été associée les 14 et 15 septembre aux Assises nationales des métiers de l'animation et du sport à Aix-en-Provence. Le thème central: «Les métiers du sport et de l'animation: des emplois et des formations au cœur des territoires et des mouvements associatifs » a réuni 350 participants. Parmi les questions traitées: la relation formationemploi; La certification: concurrence ou complémentarité ?; Comment insérer les jeunes peu/pas qualifiés dans des secteurs où le niveau pivot est le niveau IV ?; Quelle place pour l'apprentissage dans des secteurs où l'alternance est déjà beaucoup développée ?; Saisonnalité, pluriactivité: précarité ou choix? La Ligue a présenté, dans le cadre d'une table ronde consacrée à l'accompagnement vers la professionnalisation des jeunes les moins qualifiés, un partenariat original sur un projet de formation CQP Animateur périscolaire, entre plusieurs fédérations de la Ligue de l'enseignement, les Greta et des lycées professionnels ou CFA.

La Ligue de l'enseignement a également contribué à l'organisation et à l'animation des Rencontres territoriales de l'éducation, qui se sont déroulées à l'Inset de Nancy le 30 septembre 2015. Cet événement national, organisé par le CNFPT, en partenariat avec l'Andev, était essentiellement ouvert aux directeurs éducation et responsables des services scolaires et périscolaires des villes, communes et EPCI concernés. Quelque 150 acteurs y ont participé. Cette rencontre s'est focalisée sur la question de l'émergence d'une communauté éducative au local, et d'une nouvelle réflexion sur l'articulation des temps scolaires et périscolaires. Elle a permis de développer un projet éducatif territorial (PEdT) donnant la possibilité aux communes et aux EPCI volontaires de proposer à chaque enfant un parcours éducatif cohérent et de qualité avant, pendant et après l'école, organisant ainsi la complémentarité des temps éducatifs. La Ligue de l'enseignement est plus particulièrement intervenue lors d'une table ronde portant sur la communauté éducative, et pendant la conclusion du séminaire pour dresser des perspectives de travail.

Au niveau national, la mission «formation des éducateurs » a participé à l'animation d'une journée de formation dédiée aux acteurs éducatifs (animateurs, référents de site, Atsem, enseignants, élus et parents) avec Canopé Aquitaine (l'organisateur), le 6 novembre, à Riom-des-Landes. Rassemblant 200 personnes, cette journée était centrée sur les complémentarités éducatives à l'aune de la réforme et des nouvelles questions de gouvernance des projets de territoire. Les fédérations départementales d'Île-de-France et la

commission de travail régionale de l'Andev ont préparé ensemble une initiative en direction des personnels d'encadrement des collectivités (principalement les directeurs éducation des villes) et du ministère de l'Éducation nationale (inspecteurs et principaux réunis).

En 2015, le plan national de formation de la Ligue a été étoffé. Parmi les nouveautés: une formation centrée sur la formation des agents des temps périscolaires (animateurs ou référents de site) et tournée vers la qualité de service des temps éducatifs. Cette formation, qui a réuni une douzaine de fédérations, répond à leur positionnement de plus en plus fréquent sur la formation continue des agents des collectivités territoriales. Trois approches complémentaires ont été développées : la formation spécifique par métier ou par poste, la formation d'équipes entières et les formations modulaires sur des thématiques précises. Organisée au sein même des locaux des collectivités, cette formation permet ainsi de lier des objectifs éducatifs et des objectifs collectifs de ressources humaines, et de constituer au local de véritables « communautés éducatives apprenantes». Ces formations peuvent s'organiser à l'échelle d'un réseau d'acteurs : intercommunalités de projet ou bassins d'éducation et de formation par exemple.

ÉDUCATION À L'ÉGALITÉ ET À LA CITOYENNETÉ

L'éducation à la citoyenneté et à l'égalité est un champ d'action ancien et important de la Ligue de l'enseignement, sur tous les temps et dans tous les espaces éducatifs où elle intervient. Les événements dramatiques de 2015 nous ont amenés à revisiter et amplifier nos méthodologies pédagogiques, le plus souvent en réponse aux sollicitations locales de nos partenaires publics (notamment l'école et les collectivités), face aux replis sociaux, culturels et politiques induits par les fractures profondes qui minent notre société et posent de nouveaux défis à tous les éducateurs.

MOBILISATION AUTOUR DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

En prolongement de la grande mobilisation de l'école pour les valeurs de la République, notre réseau s'est mobilisé et les actions menées, dès le premier trimestre 2015 par les fédérations, ont constitué une réponse aux orientations adoptées par les comités interministériels Égalité-Citoyenneté. Sur le terrain, cela s'est traduit par de nombreuses interventions dans les établissements scolaires, notamment autour de la question de la laïcité. La Ligue de l'enseignement a également signé avec le ministère de l'Éducation nationale une convention de « grand ambassadeur de la Réserve citoyenne » dont l'objectif est de promouvoir et accompagner les volontés d'engagement citoyen pour la cause de l'éducation, aux côtés de l'école, en articulation avec les actions déjà menées par nos bénévoles, volontaires et professionnels.

Plusieurs supports pédagogiques ont été réalisés et diffusés :



 Affiche pédagogique « La Charte de la laïcité à l'école expliquée aux enfants »: réalisée avec les éditions Milan en 2014 et très plébiscitée par les enseignants, elle a été réimprimée à 15000 exemplaires au début de l'année 2015. Au total, plus de 60 000 exemplaires ont été diffusés.



- Livret « Olivier, sur le chemin de la laïcité »: produit par la Ligue de l'enseignement de Paris et le Cidem (Civisme & Démocratie), il a été tiré à 38 000 exemplaires et diffusé gratuitement dans les écoles.
- Numéro spécial «1 jour 1 actu» (éditions Milan), intitulé "Pourquoi des terroristes ont-ils attaqué Paris ?": outil pédagogique diffusé dans notre réseau à plus de 45 000 exemplaires, répondant à une demande des équipes éducatives des écoles ou des ALSH.



L'APPRENTISSAGE DE LA CITOYENNETÉ EN ÉTANT DÉLÉGUÉ-ÉLÈVE

Dans la Marne, la Ligue de l'enseignement accompagne le collège Raymond Sirot dans la mise en place d'actions d'éducation à la citoyenneté. Formations de délégués, d'élèves tuteurs, animations autour de la laïcité... un accompagnement global pour cet établissement affilié à la fédération.

Situé à Gueux, près de Reims, le collège Raymond Sirot est un établissement favorisé affilié à la Ligue de la Marne. Il y a quelques années, la principale y décèle des problèmes d'incivilités ainsi qu'un manque d'ouverture de la part de certains élèves. La Ligue de l'enseignement 51 est alors sollicitée pour y mettre en place une démarche globale d'éducation à la citoyenneté. « L'idée générale est de travailler sur la responsabilisation des jeunes », explique Juliette Cheriki-Nort, chargée de mission éducation à la Ligue 51.

DÉLÉGUÉS-ÉLÈVES, TUTEURS, TUTEURÉS, TOUS FORMÉS

Les représentants des élèves – une cinquantaine de la 6° à la 3° – sont formés à la fonction de délégué et aux différents rôles qu'ils peuvent/doivent tenir vis-à-vis de leurs camarades, des enseignants, et plus largement de l'établissement. Différentes actions leur sont proposées: quiz sur les droits et responsabilités d'un délégué, jeu d'expression orale et exercice de prise de notes pour travailler la transmission des informations, jeux de rôles pour simuler un conseil de classe... Juliette Cheriki-Nort s'appuie également sur « Le livret du délégué-élève », un support pédagogique imaginé en 2015 par le groupe de travail « éducation à la citoyenneté en collèges et lycées » de la Ligue de l'enseignement et également diffusé en version numérique aux 24 professeurs principaux du collège. À noter qu'un assis-

tant d'éducation du collège est associé automatiquement à chaque session de formation.

Concernant les tuteurs, la Ligue de la Marne a choisi de partir des représentations que se font les élèves de leur rôle pour élaborer sa formation. Elle a ainsi mené un micro-trottoir dans la cour pour les interroger. Ensuite, aux protagonistes de définir leur fonction, leur relation avec l'élève tuteuré, ce qu'ils peuvent lui apporter... Il s'agit, en somme, de créer un cadre responsabilisant les deux jeunes, qui passe par une forme d'engagement mutuel.

ATELIER AUTOUR DE LA CHARTE DE LA LAÏCITÉ

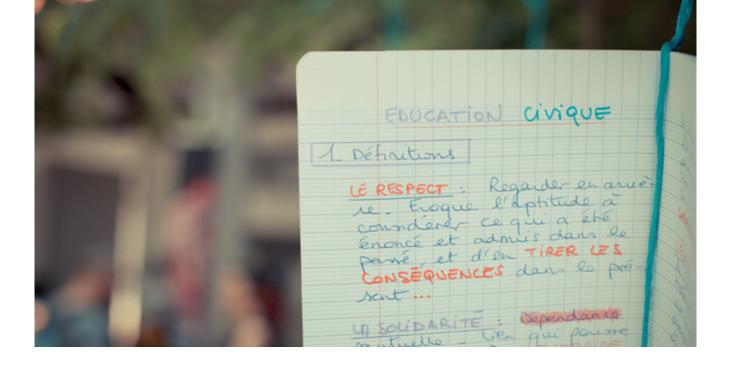
À l'occasion de la Journée de la laïcité, le 9 décembre, un atelier a été mené pour les 6 classes de 6° et quelques parents. Pour s'approprier la Charte de la laïcité à l'école et la Charte de la laïcité expliquée aux enfants, les élèves ont improvisé des saynètes illustrant chacune un article de la charte. Aux spectateurs de découvrir le thème en question et d'en débattre. L'égalité femmes/hommes, le respect des différences, des croyances... étaient au programme. Parmi les quelques parents présents, figurait un père responsable de crèche. Une bonne occasion de démontrer aux élèves qu'une telle profession peut être exercée par un homme comme par une femme...

http://blog-laligue51.org

ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ DANS LE SECOND DEGRÉ

En prolongement de l'engagement historique de notre réseau sur les foyers socio-éducatifs dès les années 60 – maintenant transformés dans les lycées en Maison des lycéens –, la Ligue de l'enseignement n'a cessé de se mobiliser

autour de ces enjeux d'éducation à la citoyenneté en collèges et lycées. Tout en continuant, comme depuis quelques années, à élargir nos approches à partir d'une diversification des « éducations à...», dans une logique d'accompagnement plus global des projets d'établissement (dynamiques de vie scolaire et d'heure de vie de classe, formation de personnels, mise en œuvre de l'enseignement moral et civique...). L'année 2015 a été marquée par la préparation de la réforme du collège prévue pour la rentrée 2016. La Ligue s'est ainsi efforcée d'articuler ses approches (éducation à la citoyenneté et à l'engagement, éducation contre les préjugés et les discriminations, éducation aux médias et à l'information, parcours d'éducation artistique et culturel, etc.) avec le nouveau socle commun de connaissances, de compétences et de culture, l'expérimentation des conseils de la vie collégienne, et les nouveaux enseignements pratiques interdisciplinaires.





Le groupe national «éducation à la citoyenneté» a créé un livret pédagogique pour les délégués-élèves, support à l'organisation de sessions de formation avec les collégiens élus. Tiré à 10 000 exemplaires, il a été diffusé par nos fédérations départementales à la rentrée 2015. Le groupe a également épaulé notre réseau sur la thématique des valeurs de la République, qui a fait l'objet de nombreuses sollicitations à l'occasion de la mise en place généralisée de la Journée de la laïcité le 9 décembre.

L'année 2015 a permis également de renforcer nos liens avec l'association Jets d'encre qui fédère les médias d'initiative jeune. L'objectif étant de renforcer nos synergies, nationalement et à l'échelle de la plupart des académies.

ÉDUCATION C⊕NTRE LES PRÉJUGÉS ET LE RACISME: LA FABRIQUE DE LA PAIX

Diffusée par notre réseau depuis maintenant 7 ans, la Fabrique de la paix reste un outil particulièrement adapté pour sensibiliser des enfants, des jeunes, mais aussi des adultes aux phénomènes de discriminations.

L'originalité de cette exposition réside dans le fait que le visiteur est placé en situation active et d'interrelation avec un binôme. Les activités développées sur chaque module (observation, question, choix...) les conduisent à questionner ensemble leurs représentations, à chercher leurs propres réponses et à en débattre. Le rôle de l'accompagnateur a été pensé pour favoriser cette autonomie: s'il est sollicité, il aide le binôme dans sa réflexion sans répondre directement aux questions.

La venue de la Fabrique sur un territoire constitue une réelle opportunité pour développer un travail partenarial dans le cadre de la lutte contre les préjugés et les discriminations. Pour exemple, en région Basse-Normandie, les équipes mobilisées pour accueillir et accompagner les groupes lors des visites étaient composées d'élus des fédérations, de



salariés, de responsables d'associations affiliées, de volontaires en service civique et de responsables du réseau Canopé.

En 2015, la Fabrique de la paix a été essentiellement présente dans l'ouest de la France, dans certains départements des Pays de la Loire, et en Basse et Haute-Normandie. Elle a concerné 6 800 enfants et jeunes, accompagnés par 292 adultes.

www.lafabriquedelapaix.org



LE SPORT SCOLAIRE AVEC L'USEP

L'exercice 2015 a permis à l'Usep (Union sportive de l'enseignement du premier degré) de mettre en œuvre les orientations du « Projet sportif et éducatif » adopté en 2012 et faisant partie intégrante du projet d'éducation populaire de la Ligue de l'enseignement dont elle est la fédération sportive scolaire.

Autour de notre objet qu'est la rencontre sportive, temps partagé de pratique et d'ouverture sur autrui, l'Usep a poursuivi ses efforts pour contribuer à la construction d'une société plus égalitaire et plus solidaire par le sport scolaire.

À l'interne, le principe de parité femmes-hommes a été adopté en assemblée générale.

Tous les échelons sont concernés : des collèges enfants dans les associations d'école jusqu'au comité directeur national. Autre axe de développement de l'année 2015 : l'accompagnement des comités dans la nouvelle réforme territoriale.

L'USEP SE MOBILISE POUR LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

Interpelée dans sa responsabilité éducative suite aux événements de janvier 2015, l'Usep a choisi de mettre en avant ce qui est au cœur de ses rencontres sportives : le vivre ensemble.

Une rencontre ne se limite pas au seul exercice sportif. Elle permet aux enfants de se découvrir les uns les autres, de faire l'apprentissage du collectif, d'échanger, d'exprimer leur opinion, de prendre une véritable place au sein de l'association sportive.

En 2015, l'Usep a édité le livret: «Le Débat associatif, un outil au service du vivre ensemble » facilitant la mise en œuvre des assemblées d'enfants. Liberté d'expression, respect, solidarité... sont autant de sujets débattus par les enfants dans ce cadre privilégié.

Les enfants ont aussi été invités à s'exprimer au travers de dessins. Ces derniers ont été publiés dans un ouvrage spécial «La grande aventure du vivre ensemble», diffusé sur tout le territoire le 9 décembre, Journée nationale de la laïcité.

Du côté des enseignants, l'Usep s'est associée à l'ANCP (Association nationale des conseillers pédagogiques) pour produire un module de formation autour des valeurs de la

République. Il permet de préciser les contours de l'apprentissage de ces valeurs et de mettre les élèves en situation de développer leurs aptitudes à vivre ensemble. S'appuyant sur les documents pédagogiques de l'Usep, ce module se décompose en deux temps: une mise en contexte et une mise en situation en ateliers.

UNE DYNAMIQUE SPORTIVE

DES PARTENARIATS SPORTIFS DANS UN CADRE REDÉFINI

L'Usep nationale a développé des partenariats soit dans le contexte plus général d'une convention quintipartite en accord avec le ministère de l'Éducation nationale, le ministère des Sports et l'UNSS, soit plus simplement dans le cadre d'une collaboration directe.

Elle a notamment renouvelé sa collaboration avec les ministères de l'Éducation nationale et des Sports, dans le cadre de « L'Année du sport, de l'école à l'université » (ASEU). Outre le déploiement d'opérations sur l'ensemble du territoire, des journées phares dites « Journées des ambassadeurs » ont permis à de nombreux enfants d'assister à des compétitions internationales organisées en France : à Clairefontaine dans le cadre de « Mon Euro 2016 » de football ; à Lille à l'occasion des championnats d'Europe de basket en

septembre; en Vendée, en décembre, lors des championnats du monde de tennis de table junior; ou encore à Hyères, en fin d'année, au moment des championnats d'Europe de cross-country. Scolarugby 2015 était également inscrit au programme de l'ASEU. Un événement qui a largement mobilisé les Usépiens et Usépiennes sur tout le territoire, des phases départementales jusqu'à la phase nationale organisée à Arras. Celle-ci a réuni 700 enfants dont certains venus du Maroc et de Hongrie grâce à un nouveau partenaire: l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

PÔLE SANTÉ

Le réseau Usep continue d'explorer le champ de l'éducation à la santé et à la citoyenneté pour le rendre visible lors des rencontres sportives en utilisant les outils de l'attitude santé. Lancée en janvier 2015, l'opération nationale « À l'Usep, le sport ça se VIE!» propose de lier pratique sportive et éducation à la santé, en mobilisant, selon les territoires, des acteurs de santé, des fédérations sportives ou d'autres organisations. L'opération a touché près de 54 000 enfants issus de 1548 associations Usep d'école (60 départements). Un événement placé sous le patronage du ministère de l'Éducation nationale, en partenariat avec les ministères des Affaires sociales et de la Santé, et de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, ainsi qu'avec le soutien de la Mutuelle de l'Éducation nationale, du Comité olympique et sportif français et de 7 fédérations sportives. Au total, 182 rencontres ont été organisées, mêlant activités physiques et sportives et ateliers de réflexion sur la pratique sportive et la santé.

PÔLE HANDICAP

Dans le cadre des 10 ans de la loi du 11 février 2005 relative à « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées », l'Usep a participé au colloque national « Sport et handicap, de l'école à l'université » qui s'est déroulé au Creps de Bourges les 2 et 3 décembre 2015. À cette occasion, un protocole visant à améliorer l'accessibilité des pratiques a été expérimenté; l'objectif étant de le déployer auprès des comités Usep travaillant sur cette question.

Les résultats de l'enquête « Sport scolaire et handicap », parus en avril 2015, ont permis au pôle « sport scolaire et handicap » d'élaborer une stratégie d'accompagnement au local, aux côtés de ses partenaires. Enfin, la mallette « Sport scolaire et handicap » a fait l'objet d'une réactualisation et d'une large diffusion dans le réseau.

LA JOURNÉE NATIONALE DU SPORT SCOLAIRE

La Journée nationale du sport scolaire, organisée le 16 septembre, a connu quelques désagréments. Les fortes pluies qui ont traversé la France ce jour-là ont entraîné l'annulation ou le report de manifestations prévues en plein air. Mais ça



n'a pas empêché l'Usep de promouvoir auprès des élèves, des équipes éducatives, des parents d'élèves et du monde sportif local les activités qu'elle organise tout au long de l'année au sein de ses associations. Ce fut notamment le cas à Paris, dans le Var, la Loire, en Gironde ou bien encore sur l'île caraïbe de Saint-Martin, qui a vécu sa première Journée du sport scolaire avec l'Usep.

La manifestation organisée par l'Usep et l'UNSS à la halle Carpentier de Paris a été l'occasion pour Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale, et Thierry Braillard, secrétaire d'État aux Sports, accompagnés de Denis Masseglia, président du CNOSF, de mesurer le dynamisme du sport scolaire dans le 1er degré. Plus de 126 000 enfants, dans 1 200 lieux de rencontre, ont participé à l'édition 2015, qui avait pour thème le "sport, vecteur de valeurs éducatives et citoyennes".

LE PRINTEMPS DES MATERNELLES

Comme chaque année, le Printemps des maternelles invite les enfants à raconter leur rencontre sportive à travers une production collective réalisée en classe. Celle-ci peut prendre différentes formes: textes, affiches, montages photo, dessins, sculptures, maquettes, livres, films, diaporamas, cahiers témoins... Le site Internet de l'Usep nationale comporte une entrée intitulée le « Musée des Maternelles ». Elle présente les productions sélectionnées par les comités départementaux et pour lesquelles les enfants ont voté, déterminant ainsi le prix «Coup de cœur des enfants », ainsi que des ressources pour mettre en œuvre des rencontres Usep en maternelle.

LE P'TIT TOUR À VÉLO USEP



Créé en 1996 par l'Usep, cet événement d'envergure nationale a rassemblé du 1er mai au 15 juin 2015 plus de 100 000 enfants de 5 à 11 ans sur un circuit national à travers 84 départements, y compris les DOM-COM. Il se présente sous la forme de parcours régionaux répartis sur l'en-

semble du territoire, toutes les régions étant représentées. Cette manifestation annuelle privilégie l'activité cycliste pour les enfants de cycle 3 (CE2, CM1 et CM2) sur des voies ouvertes à la circulation et propose aux plus jeunes (de 3 à 6 ans) divers modes de déplacement. Chaque enfant participant bénéficie en amont d'une éducation à la route.

Pour la 3° année consécutive, l'Usep a été partenaire de la Semaine nationale du vélo à l'école et au collège, opération organisée par le ministère de l'Éducation nationale dans le cadre du Plan national d'action « mobilités actives » porté par le ministère chargé des Transports, avec la participation du ministère de l'Intérieur (DSCR).

Du point de vue associatif, **le P'tit Tour** est l'occasion d'impliquer de très nombreux partenaires adultes (enseignants, parents, agents de sécurité, pratiquants de clubs sportifs) autour d'un projet porté par l'AS Usep de l'école. 2015 a également vu le lancement d'un projet numérique développé avec la société Tralalère et en partenariat avec Prévention MAIF. Ce projet a pour ambition de remplacer le livret pédagogique papier distribué aux enfants par un site de ressources interactives disponible depuis mars 2016.

UNE OUVERTURE SUR LE MONDE

Plusieurs opérations nationales ont pour finalité de mettre en œuvre la continuité territoriale avec les communautés et départements ultramarins.

La TransOcéane: est un tour du monde Usep reliant en 24 heures départements et territoires d'outre-mer (La Réunion, Antilles, Polynésie...) et comités de métropole (Loire-Atlantique, Loiret...). L'édition 2015 s'est déroulée le 28 mai. Comme le veut la formule, le relais entre les rencontres organisées sur tous ces territoires s'effectue par visioconférence. L'occasion de mieux connaître la diversité des pratiques Usep de par le monde, notamment à travers la découverte de jeux traditionnels de tous les continents.

La RandoLune: est une manifestation initiée par le groupe Dom-Com. Elle permet à chaque association de comptabiliser les kilomètres parcourus par chaque participant lors d'une randonnée. Le défi est d'arriver à parcourir une distance équivalente au tour de la Terre et ensuite de la Terre à la lune, en additionnant les distances parcourues. Les enfants peuvent suivre la progression de la RandoLune sur un écran de contrôle et ainsi découvrir les différents territoires.

UNE DYNAMIQUE ASSOCIATIVE

LE GUIDE DE LA RENCONTRE SPORTIVE

Diffusé depuis avril 2014, cet outil a été conçu pour que les rencontres soient pensées et mises en œuvre au service de la construction de l'enfant, citoyen sportif de demain. Ce guide a été complété par 8 fiches « rencontres ». La première, qui concerne l'arbitrage, a été réalisée en partenariat avec l'Afcam, Association française du corps arbitral multisports. Les sept autres ont été produites en partenariat avec les fédérations de basket-ball, de course d'orientation, d'athlétisme, de tennis, de tennis de table, d'escrime et de badminton.

PROJET DE L'USEP – PROJET DE L'ASSOCIATION

Une journée de réflexion nationale intitulée « L'Usep se joue au local ! » s'est déroulée le 28 novembre 2015. À partir d'un recueil de données et d'intervenants extérieurs (collectivités territoriales, Éducation nationale, mouvement sportif, mouvement associatif), l'Usep a interrogé sa capacité à développer localement une vie associative de qualité, en prenant part au développement des Projets éducatifs dans les territoires (PEdT).

L'ÉDUCATION À L'ENVIRONNEMENT ET AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Chargé d'impulser et de mettre en œuvre des actions d'éducation à l'environnement et au développement durable sur les territoires, le réseau des référents Usep EEDD a poursuivi le travail engagé. Il s'est concentré sur l'étude des missions du Pôle national ressources Sports de nature (PNR-SN) afin de travailler à ses côtés, dans les territoires.

8 974 ASSOCIATIONS DANS PLUS DE 12 000 ÉCOLES

796 933 USÉPIEN-NE-S DONT 44 290 ADULTES

26 418 RENCONTRES
DÉPARTEMENTALES POUR
3 000 000 DE PARTICIPANTS

67 COMITÉS DÉPARTEMENTAUX PARTICIPENT À LA MISE EN PLACE DES NAP (NOUVELLES ACTIVITÉS PÉRISCOLAIRES)

8 258 JOURNÉES STAGIAIRES EN FORMATION



FAIRE T⊕MBER LES BARRIÈRES ENTRE LES PARENTS ET L'ÉC⊕LE

Chaque année, dans le quartier sensible d'Étouvie à Amiens, «l'Usep Étouvie, Tu vis sport » organise une grande Fête du sport réunissant enfants et parents. Une manière de nouer des liens conviviaux en dehors du contexte scolaire et de rendre le contact entre parents et école plus serein.

Chaque année, «l'Usep Étouvie, Tu vis sport », du nom d'un quartier d'Amiens, dans la Somme, organise en juin sa Fête du sport au parc du Grand Marais. Une occasion pour les élèves des écoles du quartier de découvrir de nouvelles activités sportives dans un cadre festif, mais également, pour les parents, de créer des liens différents avec l'école. « Nous avons des enfants pleins de vie et des parents souvent en difficulté sociale qui n'ont pas des rapports faciles avec l'école », présente François-Xavier Hurtel, président de «l'Usep Étouvie, Tu vis sport », par ailleurs enseignant à Jacques Brel, l'une des dix écoles primaires et maternelles que compte le secteur. « Pour faire tomber quelques barrières en dehors du contexte scolaire, nous avons identifié ce moyen », ajoutet-il. L'Usep Étouvie organise, coordonne et anime régulièrement de nombreuses activités pédagogiques sportives et de loisirs dans et avec les écoles du quartier. De grands événements sportifs interclasses viennent en outre ponctuer l'année, comme une course d'endurance ou les Mat'Usep pour les classes maternelles. Mais la Fête du sport est la seule à associer à ce point les parents.

Cette manifestation s'organise en deux temps. Dans l'après-midi, sur le temps scolaire, une grande rencontre interclasses réunit les 600 à 700 élèves des 10 écoles maternelles et primaires du quartier au parc du Grand Marais, situé à dix minutes à pied. « Pour cette rencontre, déjà, nous proposons aux parents d'accompagner les enfants. Généralement, ils sont près d'une cinquantaine à être présents tout au long de l'après-midi », précise François-Xavier Hurtel. Mais c'est surtout le soir que l'ambiance de convivialité s'installe. « La rencontre se poursuit par des animations, dans le parc, où divers ateliers sont

proposés. Nous utilisons tout le matériel dont nous disposons: il y a des ateliers golf, rugby, VTT, badminton, lutte, différents jeux collectifs, des jeux picards aussi pour que tous les parents puissent participer... puis vient le grand pique-nique qui réunit autour de trois cents personnes, enfants et adultes.»

VERS UNE ALLIANCE ÉDUCATIVE

Si la notion de coéducation ou d'alliance éducative paraît trop forte pour décrire la démarche de « l'Usep Étouvie, Tu vis sport » d'aller à la rencontre des parents pour nouer avec eux d'autres contacts, elle n'est toutefois pas si éloignée. Des liens riches entre l'école et les parents contribuent à une meilleure réussite éducative des enfants. Pour ce faire, des temps de rencontre et d'échange sont nécessaires. « Les valeurs de l'Usep sont proches de la coéducation. Nous les transmettons en présence des parents, en n'étant jamais dans la performance, toujours dans l'éducation à la citoyenneté. Cette fête se déroule en dehors du temps scolaire. Dès lors, les enfants comme les parents peuvent se faire une autre idée des enseignants avec lesquels ils ont généralement tendance à garder leurs distances. Une relation se crée durant ces rencontres et le bénéfice se ressent très nettement ensuite à l'école. Les choses peuvent être dites plus facilement parce qu'ils comprennent que nous sommes là avant tout pour le bien des enfants. »

Pour l'Éducation nationale, Étouvie est par ailleurs classé en Éclair, le programme Écoles, collèges et lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite, mis en œuvre depuis la rentrée 2012 en vue de refondre l'éducation prioritaire.

www.somme.u-s-e-p.org

UNE DYNAMIQUE DE F●RMATION

Un volume important est à noter pour tous les types de formations proposées, qu'elles soient destinées exclusivement aux Usépiens ou ouvertes à tous. En 2015, 435 stages ont été organisés, rassemblant 9 581 participants. L'équivalent de 830 journées stagiaires a également été organisé par l'Usep nationale:

- les stages destinés à accompagner les nouveaux délégués (Graçay),
- le stage de formation initiale de formateurs (Doucier),
- le stage de formation complémentaire en partenariat avec

- le Pôle national centre de recherche et d'innovation circassien (Istres),
- les rassemblements d'hiver (Paris) et d'été (Strasbourg) des formateurs nationaux.

Le 16 décembre 2015, le Réseau national des Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (R-Éspé), la Ligue de l'enseignement et l'Usep ont signé une convention de partenariat relative à la formation des enseignants. Une collaboration qui doit permettre de créer des synergies entre les acteurs de notre réseau et les Éspé de chaque académie afin de proposer des formations de qualité.

PUBLICS ET TERRITOIRES EN FRAGILITÉ: LUTTE CONTRE LES RUPTURES ET LE DÉCROCHAGE

Les événements dramatiques de l'année 2015 nous ont collectivement renvoyés aux profondes fractures qui traversent notre société : relégation et assignations sociales et identitaires de toute une partie de la population, progression de la défiance à l'égard des institutions publiques, séparatisme social et culturel de plus en plus marqué en lien avec la progression des inégalités, progressions des extrémismes et des radicalités...

Il apparaît urgent de nous mobiliser pour l'égal accès aux savoirs et à la culture comme condition émancipatrice et d'accès à une réelle citoyenneté active, notamment au profit des territoires et des publics qui souffrent le plus d'enfermements ou de difficultés d'insertion, en promouvant notamment

le sens de la solidarité et de l'interdépendance, l'ouverture par la rencontre et la mixité. Ce souci pour nous doit ainsi se porter sur les jeunes « décrochés » ou les adultes ne maîtrisant pas les savoirs de base, ainsi que sur les territoires de relégation, urbains ou ruraux.



POLITIQUE DE LA VILLE ET RÉUSSITE ÉDUCATIVE

Dans le cadre de l'accompagnement des projets éducatifs de territoire (PEdT), notre réseau s'est mobilisé auprès des collectivités pour accompagner les volets éducatifs et citoyens des nouveaux contrats de ville dans les territoires prioritaires. Ce travail a été mené en lien avec le CGET qui associe, entre autres, la Ligue et des associations de collectivités locales à la réflexion sur l'évolution de ces volets éducatifs. Un travail qui s'inscrit dans le prolongement de notre implication dans la refondation de l'éducation prioritaire menée depuis 2014.

Deux stages nationaux de formation continue, organisés conjointement avec l'Usep et l'Ufolep, ont réuni en 2015 plus d'une trentaine de cadres de notre réseau en charge de la consolidation et du développement d'actions au local sur les territoires prioritaires. Outre les thématiques de l'éducation et de la réussite éducative, ils ont permis d'aborder les priorités transversales liées à la démocratie participative (notamment via les conseils citoyens), à la jeunesse, à l'égalité femmes-hommes, ainsi qu'aux questions d'emploi et de formation.

DÉCROCHAGE SCOLAIRE ET DISPOSITIFS RELAIS

En prolongement du grand plan de mobilisation contre le décrochage scolaire annoncé fin 2014, nous avons poursuivi notre investissement local en lien avec les académies, les platesformes de suivi et d'accompagnement des décrocheurs, et les établissements scolaires avec lesquels nous gérons des dispositifs relais.

La circulaire sur les dispositifs relais de 2014 rappelle que le travail de prévention auprès des élèves sous scolarité obligatoire reste une priorité nationale. Nos approches reposent ainsi, non sur une externalisation de la difficulté scolaire, mais sur une articulation avec les évolutions du collège prévue dans la dynamique de la refondation, et donc en lien étroit avec les équipes des établissements, en amont et en aval de la prise en charge des jeunes.

La prise en charge des éléves décrochés de plus de 16 ans est une priorité complémentaire du travail de prévention dans le cadre de la scolarité obligatoire. Notre réseau s'est notamment investi en lien avec les PSAD, plates-formes de suivi et d'accompagnement des décrocheurs, pour imaginer des solutions de prise en charge reposant notamment, selon les académies, sur le dispositif « service civique décrocheurs », sur des écoles de la deuxième chance, etc.

Un stage national, en avril 2015, a permis de faire un point sur les dispositions du plan national de lutte contre le décrochage, afin de renforcer les capacités d'investissement de notre réseau, notamment en transférant les savoirfaire établis autour des dispositifs relais au profit des dispositifs pour les plus de 16 ans.

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME

Nouvelle convention d'engagements réciproques avec l'ANLCI – Agence nationale de lutte contre l'illettrisme

Le 14 janvier, la Ligue de l'enseignement et l'ANLCI ont renouvelé leur convention de coopération. C'est en 2006, à l'occasion du Salon de l'éducation, que nos deux organisations s'engageaient pour la première fois autour de valeurs partagées. Avec le renouvellement de cette convention, elles ont scellé durablement leurs engagements sur le champ des actions culturelles, des actions du loisir, des sports et des va-

cances ou sur le champ des actions en direction de publics fragiles. Nouveauté dans ce partenariat: l'implication du secteur formation de la Ligue de l'enseignement dont l'Infrep. Cet axe autour de la formation des adultes est essentiel, en particulier avec la mise en œuvre de la loi du 5 mars 2014 sur la formation professionnelle.

Un travail spécifique a été mené avec l'ANLCI sur des propositions méthodologiques faites aux conseils régionaux pour former les acteurs des réseaux régionaux des CFA, afin de renforcer les actions spécifiques à destination des apprentis autour des compétences de base.

Dans cette même logique, le centre confédéral a apporté un appui à notre réseau notamment concernant l'explicitation des concepts et des cadres des politiques publiques régionales du champ de la lutte contre l'illettrisme, les modalités de réponses aux appels d'offres, la mutualisation d'outils pédagogiques pour intervenir auprès des publics, la mise en œuvre de formations de formateurs, etc.

Un accompagnement particulier a par exemple été apporté à la Ligue de l'enseignement de Mayotte afin de déployer une convention avec les services de la politique de la Ville, visant notamment les besoins spécifiques de la population autour des compétences de base. Ce projet LIRE expérimenté en 2015 vise à participer au développement d'actions de prévention, d'accompagnement et de lutte contre l'illettrisme autour de 3 volets: la formation des bénévoles pour l'accompagnement à la scolarité; le développement d'actions de prévention adaptées aux besoins de la population; enfin, l'appui à la structuration de la lutte contre l'illettrisme par l'accompagnement des acteurs.



JEUNESSE

Les événements tragiques de janvier et novembre 2015 ont révélé, par l'ampleur de la mobilisation qu'ils ont générée, un très fort « besoin de fraternité » de la part des citoyens. Dans une société inquiète de son futur, comment dépasser l'addition des individualités pour faire société ?

Le débat politique s'est focalisé – de façon plus ou moins raisonnable – sur le rôle des jeunes dans la résolution de cette tension, perçus comme « moins civiques » par les uns, porteurs de solutions innovantes pour les autres. Il serait pourtant bien facile de faire porter cette responsabilité sur les seules épaules des jeunes générations. Le développement massif et rapide du service civique, qui ne doit pas éclipser toutes les autres formes d'engagement des jeunes, constitue en cela un véritable défi : au-delà des injonctions que lance notre société à sa jeunesse, peut-elle réellement se donner les moyens de lui accorder le rôle social qu'elle réclame ?

Car l'engagement ne se décrète ni ne s'impose : mais il se nourrit et s'accompagne. En cela, notre responsabilité éducative est immense ; elle ne peut être que collective et partagée. Le projet de la Ligue de l'enseignement relève des convictions et des principes de l'éducation populaire : l'accompagnement des projets des jeunes et la valorisation de leur engagement n'ont d'autres fins que de favoriser l'élaboration autonome de clés de compréhension de notre monde.

Plus que des dispositifs, nous voulons proposer aux jeunes de véritables outils d'intégration dans le débat public. Plus que « transmettre » les valeurs du vivre ensemble, nous voulons permettre aux jeunes de les mettre en pratique, de les expérimenter concrètement : car servir l'intérêt général, (re)trouver le goût du collectif, exercer sa citoyenneté dans le respect des autres constituent autant de remparts contre l'intolérance.

LA L!GUE ET LE SERVICE CIVIQUE

Plus qu'un contrat, le service civique repose sur la confiance réciproque entre un jeune engagé volontaire et une association qui prend la responsabilité de l'accompagner dans cette démarche. Il constitue donc tout autant une expérience et une étape de vie importante pour les jeunes qui l'ont choisi, qu'un enrichissement pour nos fédérations, associations affiliées et partenaires qui les accueillent.



QU'EST-CE QUE LE SERVICE CIVIQUE?

Instauré par la loi du 10 mars 2010, le service civique constitue un engagement volontaire au service de l'intérêt général, ouvert à tous les jeunes de 16 à 25 ans (30 ans pour les jeunes en situation de handicap), sans conditions de diplôme ni d'expérience. Il peut être effectué sur une période de 6 à 12 mois en France ou à l'étranger, auprès d'associations (80 % de l'accueil des volontaires en 2015), de collectivités territoriales ou d'établissements publics agréés (hôpitaux, musées, établissements scolaires et universitaires, etc.). En échange du temps important destiné à la mission (24 h par semaine minimum) et en reconnaissance du

service rendu à la Nation, chaque volontaire perçoit une indemnité, ce qui permet à chaque jeune de se consacrer à cet engagement.

Neuf grands domaines d'action sont reconnus par la loi : culture et loisirs, développement international et action humanitaire, éducation pour tous, environnement, intervention d'urgence en cas de crise, mémoire et citoyenneté, santé, solidarité, sport.

www.service-civique.gouv.fr

FAIRE DU SERVICE CIVIQUE UNIVERSEL UNE RÉALITÉ

Alors que le début d'année 2015 est marqué par un débat politique fort autour du rétablissement d'une forme de service national obligatoire, le président de la République a confirmé son attachement au service civique en le rendant « universel » le 1er juin.

À chaque étape du débat public, la Ligue de l'enseignement a pris position en faveur d'une vision du service civique basée sur le volontariat, défendant le temps nécessairement long et dense consacré à la mission; conditions essentielles pour en faire une expérience transformatrice.

Engagées en faveur du service civique depuis sa création en 2010, nos fédérations départementales ont fortement contribué à ce nouvel effort en développant notamment leur offre de missions en lien avec les « grands programmes » lancés par l'Agence du service civique et des ministères partenaires : aux 24 missions historiquement proposées par nos fédérations se sont ajoutées de nouvelles propositions autour de l'éducation au et par le numérique, du sport citoyen, du sport santé

PREMIER RÉSEAU ASSOCIATIF D'ACCUEIL DE VOLONTAIRES

En 2015, la Ligue a accueilli plus de 4 100 jeunes, dont près de 2 700 nouveaux engagés: notre mouvement reste le premier réseau associatif d'accueil de volontaires avec plus de 12 700 jeunes accompagnés depuis la création du service civique. Le nombre de volontaires accueillis au sein de nos associations affiliées a augmenté de 32 % par rapport à 2014, grâce à l'engagement de nos fédérations départemen-

VOLONTAIRE AUPRÈS DES LYCÉENS

Engagée dans le service civique, la région Auvergne a choisi, en 2015, de développer le dispositif dans les lycées. Elle a chargé l'union régionale de la Ligue de l'enseignement pour déployer ce projet qui visait 100 missions sur l'année.

Dans le cadre du « Pack Jeune Adulte », son dispositif d'aide pour la jeunesse, la Région Auvergne a décidé, en 2015, de promouvoir et développer le service civique au sein des lycées. Objectif (atteint) de la convention : accueillir 100 jeunes sur l'année. Un partenariat a été conclu entre le conseil régional, le rectorat, et la Ligue de l'enseignement d'Auvergne qui a mandaté sa fédération de l'Allier pour assurer la coordination régionale de ce dispositif.

Dans les lycées généralistes, professionnels, ou les CFA, les projets portent sur l'une des cinq missions définies par la Ligue: accompagner la Maison des lycéens; sensibiliser à l'environnement et au développement durable; lutter contre les discriminations et promouvoir l'égalité; sensibiliser à la mobilité et à la solidarité internationale; et enfin développer un accompagnement éducatif (soutien scolaire, activités artistiques et sportives...). Pour les lycées agricoles, les missions concernent la santé, la sécurité routière, ou encore l'alimentation. Chaque projet peut être porté par un ou deux volontaires. Autre engagement de la Ligue pour l'accompagnement des jeunes: ajouter aux deux formations initialement prévues par le dispositif quatre autres journées, qui permettent de suivre plus régulièrement les volontaires et de mieux les accompagner tout au long de leurs missions. Ces quatre journées supplémentaires ont été acceptées et financées par la Région.

ACCOMPAGNER DES ÉLÈVES EN DIFFICULTÉ

Parmi les volontaires du dispositif, Jorim Bovet, âgé de 25 ans, qui a suivi des études d'audiovisuel. À la rentrée 2014, il découvre le service civique et se voit proposer une mission, d'octobre 2014 à juillet 2015, au lycée Blaise Pascal d'Ambert, situé dans le Puy-de-Dôme. Dans le cadre d'un accompagnement auprès des lycéens de bac pro et de 3e prépa pro option « découverte professionnelle », il trouve sa place en établissant un lien de confiance avec les jeunes les plus récalcitrants à endosser leur rôle d'élève. Avec le soutien du professeur d'histoire-géographie et en s'appuyant sur sa propre expérience, Jorim les encourage, les incite à poursuivre leurs efforts. Pour le jeune homme, le service civique a pris sens ici, en travaillant avec ces élèves en difficulté.

Une opportunité pour lui également de mieux connaître le système éducatif, et de se découvrir des compétences jusque-là insoupçonnées. Épaulé tout au long de sa mission par la Ligue de l'enseignement de l'Allier, Jorim continue de se former. Il bénéficie notamment de l'aide de l'Institut de l'engagement⁽¹⁾ pour monter un projet de documentaire.

http://laligue03.org

(1) Association qui soutient certains volontaires en leur proposant des outils, des formations pour les aider à développer leurs projets professionnels.



tales. 23 d'entre elles se sont engagées, en 2015, dans l'accueil de 140 jeunes dans le cadre du programme de lutte contre le décrochage scolaire initié par l'Agence du service civique, le ministère de l'Éducation nationale et les associations partenaires de l'école.

Nous sommes également impliqués dans le développement du volontariat franco-allemand,

avec le soutien de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (Ofaj). En 2015, sept jeunes Français sont partis en mission en Allemagne, et sept jeunes Allemands se sont engagés dans une de nos fédérations ou associations affiliées. Nous participons au programme européen IVO4 ALL qui vise à rendre le service civique à l'international plus accessible. Dans le cadre de cette expérimentation, trois volontaires ont rejoint nos associations partenaires en Italie et en Allemagne. Enfin, nous sommes associés à France Volontaires pour l'accueil de jeunes volontaires tunisiens, afin de participer au renforcement de la société civile tunisienne.

ENGAGÉE POUR L'AVENIR DU SERVICE CIVIQUE

Dans ce contexte de développement rapide, la Ligue de l'enseignement s'est impliquée pour promouvoir un service civique de qualité, auprès de tous les acteurs et à tous les niveaux: membre du comité stratégique de l'Agence nationale du service civique, nous exprimons régulièrement notre attachement à l'inscription du service civique dans le droit commun et à l'harmonisation du pilotage territorial du programme, nécessaire pour garantir l'égalité de traitement des volontaires et la reconnaissance du volontariat dans notre société.

Nous participons aux travaux de la plate-forme interassociative pour le service civique, animée par le Mouvement associatif, qui regroupe plus de 40 associations nationales représentant 50 % de l'accueil des volontaires. Collectivement, la plate-forme organise des actions de lobbying auprès des parlementaires et du Gouvernement pour défendre les fondamentaux du programme, et contribue aux propositions d'orientations pour un service civique de qualité auprès de l'Agence. Localement, nos fédérations sont investies dans les comités de coordination du service civique, réunis par les préfets de département et de région, et ont développé de nouvelles initiatives pour favoriser l'accès au service civique des jeunes et de nouvelles structures: séances de mobilisation collective, réunions d'information, ouverture de nos sessions de formation civique et citoyenne... en lien notamment avec la campagne initiée par le Mouvement associatif: « Engagez votre association!».

AMÉLIORER L'EXPÉRIENCE DU VOLONTARIAT

Améliorer la qualité de l'accompagnement des volontaires constitue une de nos priorités. Les enquêtes menées auprès de nos fédérations guident le contenu de nos formations nationales.

En mars 2015, nous avons réuni les correspondants jeunesse d'une trentaine de fédérations pour réfléchir avec eux sur la valorisation des parcours d'engagement de jeunes au sein de la Ligue.

En août 2015, nous avons renouvelé la formation proposée aux référents service civique de nos fédérations, pour les accompagner dans leur pratique quotidienne vis-à-vis des volontaires et des structures d'accueil.

Ces travaux, croisés avec les réflexions des organisations engagées dans le Comité du service civique associatif (CSCA), ont abouti à la définition d'un projet d'accueil rénové, cinq ans après le lancement du service civique, basé sur des objectifs et normes qualité communs au réseau.

Par ailleurs, l'Agence du service civique a renouvelé en juillet 2015 sa confiance au groupement solidaire composé de la Ligue de l'enseignement et d'Unis-cité, pour animer la formation des tuteurs des volontaires, dans le cadre d'un marché national. Adressées aux structures agréées localement par les délégations territoriales de l'Agence, ces formations sont aussi accessibles aux tuteurs de notre mouvement et constituent un outil au service de la vie fédérative. À une étape de base permettant de préciser le cadre légal et formel du service civique ont été ajoutés de nouveaux modules thématiques, permettant aux tuteurs déjà expérimentés de travailler sur des aspects particuliers de leurs pratiques: recrutement des volontaires, préparation du projet d'accueil, techniques d'entretien...

#5ERVICECIVIQUE: VALORISER L'ENGAGEMENT DES VOLONTAIRES

En 2015, le service civique a fêté son 5° anniversaire. Des volontaires de la Ligue ont participé à certaines manifestations officielles: colloque à l'Assemblée nationale en mars, entrée de quatre figures de la Résistance au Panthéon et 70° anniversaire de la Libération en mai, cérémonie du 14 Juillet... ainsi qu'à une quarantaine de manifestations locales coorganisées avec les délégations territoriales de l'Agence du service civique.

LE COMITÉ DU SERVICE CIVIQUE ASSOCIATIF (CSCA)



Créé en 2012 par des associations accueillant des volontaires et des experts, le Comité contribue à la construction

d'une culture partagée du service civique au sein du secteur associatif pour qu'il soit à la fois respectueux des aspirations des jeunes et vecteur de dynamisation des associations.

Autour de la charte déontologique qui sert de référentiel à ses membres, le CSCA s'est doté de deux moyens d'action: l'évaluation de la mise en œuvre du service civique dans ses associations membres et la diffusion des bonnes pratiques au sein du secteur associatif. Le Comité partage cette expertise avec les associations qui le souhaitent, sous la forme de fiches pratiques et de journées d'études.

Auditée en 2013 par deux évaluateurs indépendants du CSCA, la Ligue de l'enseignement a reçu le label « Pour un service civique de qualité », valable 3 ans.

www.service-civique-de-qualite.fr

ACCOMPAGNER DES PARCOURS D'ENGAGEMENT

La Ligue de l'enseignement soutient de nombreuses initiatives permettant aux jeunes de réaliser leurs projets tout en développant leur sens du collectif. Son action vise aussi à mobiliser des citoyens pour développer une culture d'accompagnement bienveillant de ces engagements – hors et dans le cadre scolaire et universitaire.

- Nos fédérations accompagnent le développement de Juniors Associations sur tous les territoires, espaces de citoyenneté active et de découverte du monde associatif pour les jeunes mineurs dès 11 ans.
- Elles soutiennent la prise de parole des jeunes dans l'espace public, en accompagnant des dispositifs de participation mis en œuvre par les collectivités territoriales (notamment des conseils locaux d'enfants et de jeunes), fédérés par l'Anacej.
- La Ligue a soutenu le lancement, à l'automne 2015, de la Fédération des Maisons des lycéens, créée par des lycéens pour favoriser le développement de la vie associative dans les établissements scolaires.
- La Ligue de l'enseignement entretient un partenariat historique avec Animafac, réseau d'échanges d'expériences et centre de ressources pour les initiatives étudiantes.



LE RÉSEAU NATIONAL DES JUNIORS ASSOCIATIONS



Alors que la création d'une association loi de 1901 reste encore, dans la pratique, réservée aux majeurs, le RNJA propose aux jeunes

de 11 à 18 ans de se regrouper autour d'une idée, d'un projet, ou d'une envie d'agir, dans une démarche qui comporte des possibilités équivalentes : la Junior Association.

Elle permet aux jeunes mineurs d'être assurés dans leurs activités, de gérer un compte bancaire, de bénéficier d'un accompagnement méthodologique et ainsi de gagner en crédibilité auprès des partenaires de leurs projets. En animant le dispositif Junior Association, le RNJA propose une relation nouvelle entre adultes et jeunes mineurs: une majorité accompagnée, fondée sur des obligations réciproques, dans le respect de l'initiative, de la capacité d'action et de l'autonomie des jeunes. Créé en 1998, le RNJA a déjà accompagné près de 5 000 projets différents portés par plus de 50 000 jeunes, soutenus par un réseau de 140 relais départementaux partout en France.

www.juniorassociation.org



Ils sont mineurs mais s'organisent déjà des vacances où nettoyage des plages et des montagnes et activités ludiques se mêlent.

L'aventure de la Junior Association béarnaise « Effet mer » débute en 2010. Le groupe de jeunes mineurs, conduit par Léa Mounaix, pense tout d'abord à mener des actions humanitaires. Finalement, c'est vers la préservation de l'environnement qu'ils s'orientent. Et en particulier le nettoyage des plages. Le nom de leur association est venu comme une évidence : « C'est aussi un papillon, cela fait référence à la nature et à l'aspect ponctuel de l'action », explique Léa.

Le groupe commence par intervenir sur les plages de la côte landaise dans le cadre des initiatives « Océanes 2011 ». Six mètres cubes de déchets ramassés, soit 30 sacs-poubelle remplis de plastique, métal, verre, seringues et autres détritus...

Le séjour se partage entre nettoyage, sensibilisation aux problématiques de pollution de l'environnement et activités nautiques et sportives. « On organisait tout nousmêmes: les réservations, le programme, raconte Léa, et pour le budget, on s'autofinançait en vendant des crêpes sur les marchés, en participant à des vide-greniers...»

Une année, la JA a même quitté ses Pyrénées pour l'Atlas marocain... La dernière action menée avait pour décor la vallée d'Ossau (64). Et ce nettoyage de la montagne, des bords d'un lac et d'un gave lui a valu le prix national « Solidarité et citoyenneté » de la MSA (Mutualité Sociale Agricole), remis lors du Salon de l'agriculture en 2015. Le couronnement d'un engagement. Léa et quelques jeunes de sa génération ont quitté la JA, non sans avoir passé le relais à un autre groupe, majoritairement âgé de 12 à 14 ans.

www.juniorassociation.org

C●LLECTIFS ET PARTENARIATS

La Ligue de l'enseignement est membre du comité stratégique de l'Agence nationale du service civique.

www.service-civique.gouv.fr

Nous participons également aux travaux de la plate-forme interassociative pour le service civique, animée par le Mouvement associatif, dont la vocation est de porter une parole commune des associations auprès de l'État et des parlementaires en faveur du développement du service civique.

Nous sommes par ailleurs membre fondateur du **Comité du service civique associatif,** espace de réflexion et d'échange de pratiques au service de la construction d'une culture partagée d'un service civique de qualité au sein du secteur associatif. **www.service-civique-de-qualite.fr**

Nous sommes investis au sein de **l'Anacej** qui réunit 400 collectivités territoriales et 10 mouvements d'éducation populaire pour promouvoir la participation des enfants et des jeunes à la décision publique et accompagner les collectivités locales dans la mise en place d'instances de participation.

www.anacej.asso.fr

Au sein du **Réseau national des Juniors Associations (RNJA)**, nous travaillons en étroite collaboration avec la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France et la Confédération des MJC de France, qui portent localement le dispositif, ainsi qu'avec l'association Jets d'encre, réseau de médias d'initiative ieune.

www.juniorassociation.org

Nous représentons l'ESPER au sein de la jeune **Fédération des Maisons des lycéens**, aux côtés de la fédération des Aroeven, de l'OCCE et de Solidarité étudiante.

http://fmdl.webfactional.com

Nous entretenons un partenariat privilégié avec **Animafac**, qui propose des outils de développement et des espaces de dialogue et d'élaboration collective à plus de 12 000 associations étudiantes dans toute la France.

www.animafac.net

SERVICE CIVIQUE:

4 100 JEUNES ACCOMPAGNÉS EN 2015 **DONT 2 678 NOUVEAUX ENGAGÉS**

59% DE FEMMES 41% D'HOMMES

ÂGE MOYEN: 21 ANS **5%** DE JEUNES MINEURS

39 NATIONALITÉS REPRÉSENTÉES **DONT 11 PAYS DE L'UNION** EUROPÉENNE 21 % ONT UN NIVEAU INFRA-BAC

37 % BAC ET 42 % BAC +

96 FÉDÉRATIONS INVESTIES PLUS DE 12 700 JEUNES **ACCOMPAGNÉS DEPUIS LA CRÉATION DU SERVICE CIVIQUE EN 2010 (SOIT** 11% DE L'EFFECTIF NATIONAL TOTAL)

JUNIORS ASSOCIATIONS: 950 JUNIORS ASSOCIATIONS ACTIVES EN 2015

PRÈS DE 10 000 JEUNES MEMBRES 97 FÉDÉRATIONS INVESTIES





CULTURE

LE COMITÉ NATIONAL D'ACTION CULTURELLE

En 2015, le Comité national d'action culturelle a travaillé sur la question de la censure. Il a produit un recueil d'exemples de différents types de censures montrant que les prétextes aux demandes de déprogrammation ou d'annulation ont tendance à se diversifier, et à excéder le cadre jusqu'à présent traditionnel des bonnes mœurs, de la protection de l'enfance ou de la religion, même si ces raisons sont toujours présentes. Ces exemples sont assortis de réflexions autour des notions de conviction, de responsabilité, d'offense et de préjudice.

En 2015, la Ligue de l'enseignement a continué de s'investir dans la mise en œuvre de la loi d'orientation pour la refondation de l'école de la République, notamment en poursuivant son travail sur les parcours d'éducation artistique et culturelle.

Mais les événements tragiques de 2015 ont infléchi fortement la réflexion du secteur culture sur la question de la liberté d'expression, en particulier au travers du travail déjà engagé sur la censure qui a été renforcé.

Fragilisée, la société voit se banaliser des revendications sur le plan culturel, qui entendent faire droit à des intérêts particuliers au mépris de la liberté de chacun et de la laïcité. Au travers de son engagement au sein du Comité national d'action culturelle, et autour de l'opération Jouons la carte de la fraternité, la Ligue a fortement travaillé la question de l'accompagnement des jeunes, pour qu'ils développent leur sens critique, qu'ils identifient ce qui relève de préjugés inconscients pour mieux les combattre.

Enfin, c'est en continuant de s'investir selon la feuille de route qu'elle s'est donnée dans le texte « Une politique de la culture : pour une humanité à partager et une autre mondialisation » qu'elle entend réussir à impliquer tous les habitants dans la construction de leur destin, en respectant les valeurs de la République.



La Ligue est partenaire de l'Observatoire de la liberté de création, qui défend les artistes et les créateurs contre la censure, considérant que l'œuvre d'art, qu'elle travaille les mots, les sons ou les images, est toujours de l'ordre de la représentation, et qu'elle impose donc par nature une distanciation qui permet de l'accueillir, sans la confondre avec la réalité.

PARTENAIRE DE 77 FESTIVALS TOUT AU LONG DE L'ANNÉE

400 000 SPECTATEURS ET 2 500 REPRÉSENTATIONS DE SPECTACLE VIVANT PAR AN

LIRE ET FAIRE LIRE FAIT DÉCOUVRIR LE PLAISIR DE LA LECTURE À PRÈS DE 640 000 ENFANTS

1 400 000 ENTRÉES DE CINÉMA PAR AN

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

La Ligue est membre de la **Cofac** (Coordination des fédérations des associations de culture et de communication). Elle participe activement aux travaux du groupe des 11 fédérations et associations signataires de la charte « Culture – Éducation populaire ».

Elle siège au Haut conseil de l'éducation artistique et culturelle.

Elle est membre de l'**AlliSS** (Alliance sciences société). Elle est partenaire du **SNUipp**, à l'université d'automne duquel elle a participé, sur la question des parcours d'éducation artistique et culturelle.

Elle est membre de **Culture action Europe**, association sans but lucratif qui a pour objet de placer la culture au cœur du débat public et des prises de décision du local à l'européen, et d'encourager le développement de l'UE, en reconnaissant l'identité complexe de l'Europe et en excluant l'hégémonie d'une seule langue, culture ou religion. **www.cultureactioneurope.org**

LIVRE, LECTURE, ÉCRITURE

Le groupe national Livre, lecture, écriture, créé en 2011, a pour objectif de faire vivre les nouvelles orientations de la Ligue en matière d'action culturelle et de réaffirmer le sens de ses interventions dans ce domaine : développer une culture professionnelle commune, construire des outils de travail partagés, favoriser l'échange d'information dans le réseau, valoriser son action tant au niveau national que territorial et se positionner sur les grands enjeux actuels autour du livre, de la lecture et de l'écriture.

LE GR⊕UPE NATIONAL LIVRE, LECTURE, ÉCRITURE

Il rassemble une dizaine de personnes d'une dizaine de fédérations départementales et unions régionales. Une quinzaine de professionnels du réseau suit régulièrement l'activité du groupe. En 2015, son travail a porté sur des projets autour des écritures numériques, et d'un « carnet du lecteur » pour accompagner les enfants dans leur expérience de la lecture dans le cadre de leur parcours d'éducation artistique et culturelle.

Un blog: liguelectureecriture.wordpress.com

DIS-MOI DIX MOTS QUE TU ACCUEILLES...

Pour la septième année consécutive, la Ligue de l'enseignement s'est engagée dans l'opération **Dis-moi dix mots** portée par la Délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF). Cela s'est traduit par une promotion dans notre réseau et un soutien à l'opération nationale (communication nationale, outillage du réseau, lancement d'un appel à projets auprès du réseau). Pour l'édition 2014-2015, sur le thème **« Dis-moi dix mots que tu accueilles... »**, le centre confédéral a apporté son soutien aux fédérations pour mettre en œuvre des ateliers proposant une approche ludique et artistique de la langue française qui mobilise le numérique, le web, le multimédia.

JOUONS LA CARTE DE LA FRATERNITÉ



À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le racisme et les discriminations, des enfants écrivent une carte postale à des personnes dont le nom a été tiré au hasard dans l'annuaire de leur département. Chacune de ces cartes comporte un message de fraternité réalisé dans le cadre d'un atelier d'écriture.

Ce projet manifeste l'engagement de la Ligue pour une édu-

cation à l'égalité dans la diversité, son attachement à l'éducation contre le racisme et pour la lutte contre toutes les formes de discrimination. C'est aussi une occasion de poursuivre et renforcer notre action d'éducation artistique autour de la photographie et de l'écriture.

Un dossier pédagogique d'accompagnement facilite le développement d'activités autour de l'écriture, et la recherche de documents complémentaires dans des bibliographies, filmographies et webographies.

En 2015, 70 fédérations départementales et deux unions régionales ont participé à cette opération, permettant aux jeunes d'envoyer 100000 cartes postales.

LIRE ET FAIRE LIRE

Lire et faire lire est un programme proposé par la Ligue de l'enseignement et l'Union nationale des associations familiales (Unaf).

Mis en œuvre par les fédérations départementales de la Ligue et les Udaf, Lire et faire lire intervient dans les structures éducatives (écoles, centres de loisirs, bibliothèques, structures petite enfance). Nous valorisons tout particulièrement ce lien unique qui se tisse entre les plus de 50 ans et les enfants. Dans ce cadre, il s'agit de découvrir et de partager le plaisir de la lecture. Et le plaisir stimule l'apprentissage chez les enfants. Il s'agit pour les bénévoles de proposer aux enfants différentes lectures pour développer leur regard critique et leur imaginaire. L'année 2015 a été ponctuée par quatre journées interrégionales centrées sur l'égal accès des enfants à la lecture. Le nombre de formations de bénévoles a augmenté de 13 % soit 15 594 journées stagiaires dispensées.

Le 9 octobre, un colloque sur la même thématique, à la BNF, a rythmé le lancement des 15 ans de Lire et faire lire, qui s'étalent sur 2015 et 2016.

À noter que Lire et faire lire a remporté un appel à projets dans le cadre de «La France s'engage», avec le projet Temps Livres, autour de la lecture aux préadolescents.

PENDANT L'ANNÉE SCOLAIRE 2014-2015, 639 000 ENFANTS ONT BÉNÉFICIÉ DE LECTURES DE PLUS DE 17 000 BÉNÉVOLES, DANS PLUS DE 9 400 STRUCTURES ÉDUCATIVES.

UN BIBLIOBUS AU PIED DES IMMEUBLES

La Ligue de l'enseignement du Cher anime une bibliothèque de rue dans des quartiers de Bourges. Bien plus qu'un simple accès aux livres, elle offre aux enfants tout un éventail d'animations autour de la lecture. Elle leur propose aussi de sortir des « murs » du quartier pour découvrir d'autres lieux de la ville.

Un landau rempli de bouquins au pied des immeubles du quartier des Gibjoncs, à Bourges, et mis à disposition des habitants... telle est l'idée née il y a 20 ans de deux femmes qui souhaitaient provoquer la rencontre entre les résidents grâce au livre. Elles improvisent des séances de lecture, prêtent des ouvrages... L'initiative est un tel succès qu'elle a désormais besoin d'une « structure ». Le projet est alors confié à une association culturelle: la Ligue de l'enseignement du Cher.

De lieu de lecture et de rencontre entre les familles, la « Bibliothèque de rue » devient peu à peu un véritable centre d'animation. Avec toujours le livre comme objet principal. En revanche, une chose à laquelle ne déroge pas le bibliobus : il ne prête plus de livres afin de ne pas concurrencer le réseau des bibliothèques de la ville.

Deux salariées de la Ligue 18, Mélodie (coordinatrice), Marie (animatrice), et un volontaire en service civique sont mobilisés sur le projet, ainsi qu'un bénévole par quartier. La bibliothèque sillonne désormais trois lieux de la ville – le Moulon, le Prado, et les Gibjoncs – et un quartier périphérique, le Vernet, situé à Saint-Amand-Montrond. Tous les mercredis et samedis, et durant chaque période de vacances scolaires, elle fait escale pendant 1 h 30 dans les quatre sites. Une séance dans un quartier réunit en moyenne entre 8 et 10 enfants. Chacune d'elles débute systématiquement par 45 minutes de lecture – individuelle, en petit groupe, par un animateur ou un bénévole, ou encore par un enfant à ses camarades... –, qu'importe la formule, le principal reste le contact avec le livre. Ensuite, place aux activités qui peuvent prendre différentes formes : création d'histoires, jeux autour de la lecture et de l'écriture.

"FAIRE SORTIR LES ENFANTS DU QUARTIER"

En 2015, au cours d'une journée d'été, la Ligue de l'enseignement 18 a organisé un grand jeu sur le thème des cinq continents. De jeunes stagiaires Bafa ont rejoint l'équipe de la Ligue pour animer bénévolement cette journée qui a rassemblé 26 enfants. « Une vraie réussite, analyse Mélodie, car il est très difficile de "faire sortir" les jeunes de leur quartier. » Ce n'est pas tant ces derniers qu'il faut motiver mais leurs parents, parfois très réfractaires à l'idée que leurs enfants pratiquent des activités ailleurs dans la ville.

En 2016, la Ligue souhaite réunir les bibliothèques fixes et la bibliothèque mobile autour d'un projet commun, toujours dans l'idée de créer du lien entre les structures d'une part, et les habitants d'autre part.

www.ligue18.org

CINÉMA

Notre but est de permettre à des associations, à des groupes de jeunes ou d'habitants de devenir acteurs de la vie culturelle de leur territoire en construisant avec eux des projets de diffusion et d'accompagnement des œuvres, de gestion associative de salles, de mise en œuvre d'ateliers de réalisation. C'est ainsi que la mission Cinéma accompagne des bénévoles et des membres des réseaux ou des fédérations vers des festivals de cinéma et des rencontres avec des auteurs pour œuvrer ensemble vers une politique culturelle autour du cinéma. Un autre objectif est de soutenir et d'accompagner des films de qualité, défendant des valeurs citoyennes et une compréhension du monde, et ayant besoin d'un soutien pour pouvoir rencontrer leur public.

LE GROUPE NATIONAL CINÉMA

Le travail du groupe a porté sur le volet cinéma des 150 ans de la Ligue de l'enseignement, notamment par la production d'un colloque sur «La Ligue française de l'enseignement et le cinéma: l'éducation cinématographique dans le réseau de l'UFOLEIS (1946-1989) » qui s'est déroulé en novembre 2015 et a rassemblé une centaine de participants; par la mise en place d'une programmation, croisant quatre axes thématiques et six périodes de création, disponible pour les réseaux de la Ligue; par une programmation sur la citoyenneté autour de la figure de Jean Zay, également disponible pour les réseaux.

CINEMASCOP

L'association **Cinemascop**, cofondée par la Ligue de l'enseignement et le Groupement national des cinémas de recherche (GNCR), s'est donné pour objectif d'intervenir dans les rapports entre exploitants et distributeurs concernant le financement des équipements numériques des salles. Regroupement de salles indépendantes sans but lucratif, relevant de l'intérêt général et s'inscrivant dans l'économie sociale et solidaire, **Cinemascop** obéit à trois principes:

- **subventionnement public:** appel au fonds de soutien (dispositif spécifique «Aide à la numérisation» et soutien automatique) comme pivot des plans de financement;
- indépendance: dissociation complète de la négociation des contributions numériques de la négociation de l'accès aux films;

mutualisation totale: partage du produit de la collecte en parts égales entre les écrans des établissements membres.
 Au-delà de ce but premier qui est de construire une véritable solidarité entre les salles de cinéma indépendantes par la mutualisation des contributions des distributeurs, Cinemascop vise à développer une réflexion sur les évolutions dans les modes d'organisation et de fonctionnement liées à cette mutation. C'est dans cet esprit que l'association a modifié ses statuts fin 2014 pour être en mesure de construire une proposition de transport dématérialisé des contenus.

LE STAGE DU FESTIVAL DE CANNES – *mai*

Un séjour au **Festival international du film** est réservé aux bénévoles des associations impliquées dans l'action des réseaux Cinéligue. Organisé par la Ligue de l'enseignement avec l'union régionale Rhône-Alpes, il vise à permettre aux bénévoles de nos réseaux de visionner des films, d'en débattre en groupe avec les cadres formateurs, de contribuer à la programmation à venir, d'animer un débat et d'accompagner un film.

Il a réuni cette année une vingtaine de participants, qui ont pu assister à sept projections, dont « De l'ombre il y a », de Nathan Nicholovitch, dans le cadre de la programmation de l'Acid, en présence du réalisateur. Par ailleurs, la dimension de formation a été renforcée: les stagiaires ont pu travailler sur les ressources à mobiliser pour mettre en place une programmation, et sur la préparation et la mise en œuvre d'une rencontre lors d'une projection.

412 POINTS DE DIFFUSION, 72 SALLES FIXES, 1 400 000 ENTRÉES PAR AN

Les réseaux Cinéligue travaillent en partenariat avec environ 376 associations locales. Ils participent aux dispositifs nationaux d'éducation à l'image (École et cinéma, Collège au cinéma, Lycéens et apprentis au cinéma et Passeurs d'images). Ils proposent des ateliers d'éducation à l'image (463 ateliers), la plupart en territoire rural et dans les quartiers dits prioritaires, ainsi que des séances en plein air (406 séances réunissant plus de 60 000 spectateurs). Certaines fédérations départementales ou unions régionales interviennent également dans le cadre de la diffusion non commerciale et organisent des

séances dans le cadre de ciné-clubs ou de propositions en direction des scolaires (458 séances organisées dans ce cadre ont réuni 37 700 spectateurs). Les réseaux Cinéligue et les fédérations départementales reçoivent une partie de leurs financements: des Drac (direction régionale des Affaires culturelles), des conseils généraux, des conseils régionaux, du ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, des communautés de communes, des CUCS (contrats urbains de cohésion sociale), du CDVA (Conseil du développement de la vie associative) et du CNC (Centre national de la cinématographie).



LUMIÈRE SUR LE CINÉMA ARABE

Coorganisé par la Cité sociale de Fameck et la Ligue de l'enseignement de Moselle, le Festival du film arabe met en lumière des œuvres témoignant de la richesse cinématographique des pays arabes. Un événement qui se veut culturel, festif et métissé.



Ancienne ville industrielle, Fameck a connu dans son histoire plusieurs vagues d'immigration. Cette petite commune de moins de 14000 habitants, multiculturelle, compte aujourd'hui une quarantaine de nationalités dont de nombreuses familles originaires du Maghreb. À la Cité sociale de la ville, véritable poumon de la vie associative, toutes les

générations se côtoient. Dotée d'un espace jeunes, de salles polyvalentes, d'une halte-garderie, d'un centre de soins infirmiers, elle héberge aussi la Maison Françoise Dolto et certains services de l'État. Côté culture, la Cité n'est pas en reste et développe tout au long de l'année des activités invitant les différentes communautés à se rencontrer et échanger. Mais avant tout, elle est à l'origine du Festival du film arabe de Fameck/Val de Fensch, créé il y a plus de 25 ans. La Ligue de l'enseignement de Moselle coorganise l'événement depuis sa deuxième édition. Elle contribue à son organisation (sélection de films, contact et invitation de réalisateurs...) et à son animation (ateliers pédagogiques pour les jeunes, conférences-débats...) grâce, notamment, à sa structure audiovisuelle régionale (Cravlor) qui gère toute la partie logistique.

Promouvoir les cinématographies des pays arabes, méconnues et pourtant de grande qualité, telle est l'ambition de la manifestation, qui réunit quelque 15 000 festivaliers lors de chacune de ses éditions. Chaque année, un

pays est mis à l'honneur au travers d'une sélection de 50 films « qui traduisent les préoccupations des sociétés arabes, sur lesquelles les réalisateurs portent leur regard, parfois sans concession, critique, ou méditatif », précise Anne-Marie Hennequin-Botkovitz, présidente du festival et de la Cité sociale. La Tunisie était l'invitée de l'édition 2015, avec pour ambassadrice et présidente d'honneur Dora Bouchoucha, productrice et enseignante de cinéma, mais aussi à l'initiative des Ateliers du Sud-Écriture pour découvrir de jeunes talents.

DÉVELOPPER LA SENSIBILITÉ DES PLUS JEUNES

Au programme: 80 projections, des rencontres avec les réalisateurs, des tables rondes, des expositions, des spectacles, des animations diverses, notamment à l'attention des jeunes. Des projections scolaires sont organisées à la Cité sociale et dans les cinémas partenaires. En 2015, 5 films - et leurs dossiers pédagogiques respectifs - ont été proposés aux différents cycles scolaires, touchant ainsi 1 110 élèves. Du côté des plus grands, des élèves de seconde du lycée Jean Macé de Fameck ont participé à un atelier de programmation animé par l'association Cyclo-one Prod; et une dizaine de lycéens de Saint-Exupéry ont suivi une formation d'éducation à l'image en vue de décerner le Prix Jeunesse, l'une des nombreuses récompenses délivrées lors du festival. En dehors du temps scolaire, des « ciné-petits déj' » et des « ciné-goûters » incitent les familles et les habitants des quartiers à participer à l'événement.

www.cinemarabe.org

SPECTACLE VIVANT

Le spectacle vivant ou les pratiques d'éducation artistique permettent la rencontre du public avec les œuvres et l'instauration d'un dialogue privilégié avec l'artiste : le public participe ainsi à la fabrication de la représentation.

Toute l'année, les responsables culturels de nos fédérations rencontrent des artistes d'ici ou d'ailleurs et cherchent à favoriser la création, repérer les talents et initier des médiations avec les habitants des territoires.



SPECTACLES EN RECOMMANDÉ DANS LES LANDES du 19 au 23 janvier 2015

Spectacles en recommandé: notre grand rendez-vous annuel du spectacle vivant a permis en 2015 de mettre en valeur une vingtaine de productions artistiques auprès de 75 acteurs de la diffusion du spectacle vivant pour le jeune public et de l'éducation artistique.

STAGE « CONNAISSANCE DU THÉÂTRE » EN AVIGNON



Du 11 au 16 juillet, 14 stagiaires, accueillis par la fédération du Vaucluse, ont assisté à 7 spectacles. Ils ont aussi participé à des ateliers d'expression et d'analyse, et rencontré des acteurs et témoins de l'aventure théâtrale: Émile Lansman, éditeur et pédagogue belge spécialiste du théâtre jeune public, ou encore Isabelle Jans, directrice du

théâtre des Doms, haut lieu du festival Off d'Avignon.

DE NOMBREUSES INTERVENTIONS

En 2015, la mission spectacle vivant a été fréquemment sollicitée à diverses occasions: dans le cadre du stage national de l'Usep à Auch sur « les relations entre cirque, spectacle vivant et activités sportives », de l'université d'automne du SNUipp à Port-Leucate sur « les outils d'accompagnement du jeune spectateur dans son parcours d'éducation artistique et culturelle », ou encore d'un parcours de formation professionnelle « culture et médias » en Master 2 avec l'université Paris XIII.

C●LLECTIFS ET PARTENARIATS

Ministère de la Culture: financement de Spectacles en recommandé et du stage « Connaissance du théâtre » en Avignon. La Ligue a aussi participé au comité de pilotage et au programme national « La Belle saison ».

Partenaires locaux: tous les cofinanceurs de l'édition 2015 de Spectacles en recommandé: villes de Mont-de-Marsan et Saint-Pierre-du-Mont, département des Landes, région Aquitaine, et l'ensemble des partenaires culturels de l'événement.

Collectifs: participation active à la préparation de la fusion des deux associations nationales: «Assitej France» et «Scènes d'enfance et d'ailleurs».

LE GROUPE NATIONAL SPECTACLE VIVANT

Le groupe national a travaillé à la construction de la programmation de l'édition 2016 de Spectacles en recommandé et à l'élaboration d'un programme national dans le cadre de la Belle saison avec l'enfance et la jeunesse (mise en chantier d'un projet de coproduction dans le cadre de Spectacles en recommandé), repéré par le ministère de la Culture.

Le groupe a également mis en place le 4e prix Annick



CÔTÉ COUR, UN RÉSEAU DE DIFFUSI●N DE SPECTACLES JEUNE PUBLIC

Depuis 2013, Côté cour est une scène conventionnée par le ministère de la Culture et de la Communication. Une reconnaissance pour ce réseau itinérant de diffusion de spectacles jeune public, initié il y a 25 ans par la Ligue de l'enseignement de la région Franche-Comté.

À la création de Côté cour, en 1989, il n'existait localement aucune proposition exigeante en matière de spectacles vivants pour le jeune public. «L'accès à la culture étant au cœur du projet de la Ligue, nous avons souhaité créer un réseau de diffusion autonome, au plus près du public, qui propose des spectacles de grande qualité à des tarifs très abordables, y compris dans des lieux non équipés pour cela », se souvient Jean-Noël Matray, délégué général de la Ligue de Franche-Comté. Les représentations se déroulent essentiellement sur le temps scolaire. Chaque enfant peut ainsi accéder au spectacle vivant et à la création contemporaine sans exclusion d'ordre économique ou socioculturel.

Aujourd'hui, le réseau Côté cour rayonne dans toute la région: « Nous comptons plus d'une trentaine de conventions de partenariat avec des communes et des communautés de communes... » En 2015, avec ses 18 spectacles et ses 160 représentations, Côté cour a touché près de 17 000 spectateurs, dont 14 600 à l'occasion de séances scolaires (192 établissements concernés).

UN OUTIL PÉDAGOGIQUE POUR DÉCRYPTER LES SPECTACLES

Des actions d'éducation artistique sont mises en place autour des spectacles. Par ailleurs, « Escales en scène, carnet d'expression du jeune spectateur » est un outil qui propose aux enfants d'analyser les spectacles qu'ils ont vus, et ainsi de garder la trace de leur parcours de jeune spectateur. Créé en 2011 et tiré à l'époque à 150 000 exemplaires, il a été diffusé auprès des fédérations de la Ligue qui l'avaient commandé. 15 000 exemplaires supplémentaires servent à la diffusion de Côté cour auprès de ses partenaires.

Le travail mené à partir de ce carnet concerne chaque année une vingtaine de classes dont les enseignants sont des « habitués » de Côté cour.

L'HEURE DE LA RECONNAISSANCE

En 2013, lorsque le réseau Côté cour devient une scène conventionnée, il se structure en association, ce qui lui confère un peu plus d'indépendance et d'autonomie. Il compte cinq salariés: un coordinateur régional, deux chefs de service et deux techniciens permanents, sans compter les nombreux intermittents et bénévoles. Si devenir une scène conventionnée n'a pas généré davantage de moyens ou de subventions, Côté cour a, en revanche, gagné en légitimité auprès des autres structures, les scènes nationales notamment. « Nous avons vécu une espèce de reconnaissance statutaire, une forme de légitimation de la part du monde de la culture » se réjouit Jean-Noël Matray. Ce qui lui a valu d'animer un an plus tard, dans la région, «La belle saison avec l'enfance et la jeunesse », une opération du ministère de la Culture visant à rendre plus visible auprès des jeunes la richesse de la production artistique française.

Signe de reconnaissance également, Côté cour a été invité à fêter ses 25 ans au Centre dramatique national. Le 27 mai 2015, une grande journée festive avec spectacles, conférences et buffets a ressemblé plus de 150 personnes: responsables de lieux culturels, artistes, enseignants, partenaires des collectivités...

Aujourd'hui inscrit dans le paysage culturel, Côté cour souhaite désormais tenir une place au sein des nouvelles unions régionales qui se créent, au même titre qu'une fédération.

www.cotecour.fr

ACTION CULTURELLE EN MILIEU PÉNITENTIAIRE

L'enjeu principal de la mission Action culturelle en milieu pénitentiaire est de permettre aux fédérations départementales de mutualiser les expériences et les outils en matière d'accès à la culture auprès des personnes détenues. Il s'agit aussi de réfléchir collectivement aux enjeux et principes de nos actions en milieu pénitentiaire.

FORMATION « GESTION D'UNE BIBLIOTHÈQUE EN MILIEU PÉNITENTIAIRE »

Une formation a été menée en juin 2015, rassemblant une dizaine de professionnels du réseau, autour des enjeux de la lecture et de l'écriture en milieu pénitentiaire.

En prenant en compte les expériences de chacun, elle avait pour objectif de comprendre ces enjeux, d'acquérir les notions de base de gestion d'une bibliothèque et de son animation, et de construire une politique d'acquisition et d'élaboration des partenariats avec les collectivités territoriales.



LE GROUPE NATIONAL ACTION CULTURELLE EN MILIEU PÉNITENTIAIRE

Créé en 2014, le groupe rassemble une vingtaine de professionnels et d'élus travaillant à des échelles différentes auprès des publics incarcérés. En 2015, il a travaillé sur les questions de lecture et de bibliothèques en milieu pénitentiaire, notamment autour des aides accordées par le Centre national du livre. Il a aussi poursuivi sa réflexion sur les missions de service civique en milieu pénitentiaire.

36 DÉPARTEMENTS MÈNENT UNE ACTION SOIT AVEC LES SERVICES PÉNITENTIAIRES D'INSERTION ET DE PROBATION (SPIP) SOIT AVEC LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE (PJJ).

56 % MÈNENT DES ACTIONS DANS LE DOMAINE DE LA CULTURE,

17% DANS LE DOMAINE DE LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET

15% dans le domaine de L'éducation à la citoyenneté.



SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

Savoir, connaissance, information, communication et numérique sont devenus des ingrédients moteurs de notre société. Les conditions de leur production, de leur diffusion et de leur appropriation sont déterminantes quant à la nature des relations sociales, culturelles, politiques et économiques qu'elles induisent.

Pour ce faire, un mouvement d'éducation populaire comme le nôtre doit jouer son rôle et permettre à chacun d'être acteur de la société de l'information, plutôt que de la subir.

Cette préoccupation est au cœur de la mission «Images-information-société numérique». Il s'agit d'intégrer cette question dans toutes les dimensions de notre programme (citoyenneté et pratiques démocratiques, culture, éducation, lutte contre les discriminations, vie sportive...). Plusieurs axes sont développés : l'éducation aux médias et aux images, les jeunes et la culture médiatique, la maîtrise et le développement des outils numériques, le développement de partenariats éditoriaux avec les acteurs médiatiques et éducatifs.

En 2015, les enjeux et chantiers ont été nombreux. Inscrite aux programmes de la maternelle à la terminale à la rentrée 2016, l'éducation aux médias et à l'information a pris une importance particulière. Une urgence même après les attentats contre Charlie Hebdo en janvier 2015. La Ligue a ainsi poursuivi, voire renforcé, son engagement en multipliant les partenariats dans ce domaine, au sein du collectif Enjeux e-médias notamment.

Qui dit société de l'information, dit aussi numérique. La Ligue s'est propulsée dans le web 2.0 en prenant toute sa part aux projets ambitieux lancés par le Gouvernement et ses ministères pour rendre accessible le numérique à tous. Avec son projet « D-Clics numériques », inscrit au grand plan numérique pour l'éducation, la Ligue entend outiller et former les acteurs éducatifs aux pratiques numériques, afin qu'ils accompagnent eux-mêmes les plus jeunes dans leurs usages numériques. Un grand projet né en 2015 et qui sera déployé en 2016 et 2017.

L'ÉDUCATION AUX MÉDIAS

Les attentats tragiques perpétrés à Charlie Hebdo ont remis sur le devant de la scène la question de la liberté des médias, de la liberté d'expression et donc de l'éducation aux médias. Pour la première fois, médias, institutions, enseignants, éducateurs, politiques... ont affirmé leur volonté de travailler ensemble sur le long terme; une structuration nécessaire qui paraissait pourtant impossible jusqu'à présent.

PARTENARIATS

ENJEUX E-MÉDIAS

Pour travailler plus avant la question de l'éducation aux médias et à l'information, la Ligue a mutualisé sa réflexion, dans le cadre du collectif **Enjeux e-médias**, composé des Ceméa, des Francas et de la FCPE, fédération de parents d'élèves.

Le collectif s'est donné notamment pour objectifs de défendre:

- le droit des citoyens à une information de qualité, pluraliste et indépendante;
- les intérêts des éducateurs et des parents afin de disposer des conditions d'une nécessaire éducation aux médias.

Parmi les initiatives conduites en 2015, notons l'organisation d'une *master class* sur les jeunes et l'information, en partenariat avec France TV Éducation et le Clemi, et avec le concours de nombreux journalistes.

LES CLÉS DES MÉDIAS

Dans le cadre d'Enjeux e-médias, la Ligue de l'enseignement s'est associée à France TV Éducation, France Inter, et le réseau Canopé pour produire les « Clés des médias » : 25 épisodes de 2 minutes traitant avec pédagogie des notions essentielles pour aborder l'univers médiatique : Où s'arrête la liberté d'expression ? Qu'est-ce qu'une information ? Les journalistes sont-ils objectifs ?

L'intérêt de ce projet a été de rassembler parents, éducateurs, médias et institutions pour porter auprès des jeunes une même réponse à des questions fondamentales relevant de l'éducation aux médias et à l'information.

http://education.francetv.fr

LE SITE DECRYPTIMAGES

Le site www.decryptimages.net, lancé en partenariat avec l'Institut des images, est désormais bien installé dans le paysage de l'éducation aux images. Il donne des repères sur l'ensemble de la production visuelle: dans le temps, dans l'espace et par types d'images. Il propose un certain nombre d'expositions en téléchargement gratuit dont « L'art de manger à travers les âges » et « Les images mentent? Manipuler les images ou manipuler le public », qui reste l'exposition phare avec plusieurs milliers de téléchargements à ce jour. Disponible elle aussi en téléchargement, l'exposition « Cabu, dessinateur citoyen » rend hommage au dessinateur et retrace l'histoire de la caricature et les grandes questions de la liberté de la presse. Elle a été tirée en grand format par la Ligue de l'enseignement de Corrèze et le centre confédéral pour être diffusée lors de festivals médiatiques et culturels.

«AGORA, LES PILIERS DE LA RÉPUBLIQUE»



Fruit d'un partenariat avec France TV Éducation, la série «Agora, les piliers de la République» revisite les fondamentaux de notre République. À destination

des collégiens, cette mini série de 10 épisodes diffusés sur le web définit les termes de notre devise républicaine, les concepts de citoyenneté ou de droits universels. Le premier épisode, sorti en décembre 2015, donne une définition claire et accessible de la laïcité.

www.laligue.org

INTERNET SANS CRAINTE

Dans le cadre du programme « Internet sans crainte », les Ceméa, les Francas, la FCPE et la Ligue de l'enseignement ont produit avec Tralalère un guide à destination des éducateurs. Il a pour vocation de les sensibiliser à l'univers numérique et de leur donner des clés pour aider les jeunes à se repérer et à acquérir les outils intellectuels et techniques pour mieux maîtriser leurs usages. L'un des enjeux majeurs étant d'assurer à tous un accès à des pratiques numériques non pas simplement consuméristes, mais culturelles, pluralistes, citoyennes et créatives.

LES USAGES SOCIAUX DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Grâce à la mission déléguée au numérique portée par la fédération de la Dordogne, la Ligue met à disposition des outils supports pour l'animation d'ateliers ou de conférences-débats autour des usages du web social: panorama du web

2.0, historique, définitions, éléments de vocabulaire, identité numérique, cyber-réputation, droit à l'image.

De plus, des fiches ressources ont été réalisées sur les différents outils numériques au service de la dynamisation de la vie fédérative et mises en ligne sur le blog de la société de l'information. Enfin, toute une série d'outils libres a été mise en ligne (Wiki, Agora, Wordpress, Joomla...) pour les participants aux formations « Panorama des outils numériques au service d'une fédération » et « Créer son site Internet avec Wordpress », co-animée avec le secteur communication de la Ligue.

Enfin, le blog **www.societedelinfo.laligue.org** a fait l'objet d'une refonte.

L'APPRENTISSAGE DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Chaque année, dans le cadre de la Semaine de la presse à l'école, la Ligue de l'enseignement de Haute-Garonne accompagne le projet d'un établissement scolaire. En 2015, il s'agissait de faire revivre le journal Kiditou au travers d'un numéro spécial consacré aux valeurs de la République.

La Ligue de l'enseignement de Haute-Garonne intervient depuis près de 15 ans dans le domaine de l'éducation aux médias. Chaque année, elle accompagne une dizaine de centres de loisirs associés à l'école (CLAÉ) dans la conception et réalisation de leurs journaux. Elle suit également quelques projets dans le cadre d'ateliers relais où l'objectif est de remobiliser et valoriser les jeunes. Enfin, elle soutient tous les ans un établissement scolaire inscrit au programme de la Semaine de la presse à l'école (SPME).

En 2015, c'est le collège Vauquelin de Toulouse que la fédération 31 accompagne. Deux enseignantes en particulier, des militantes « éduc pop », fortement soutenues par leur direction, souhaitent ici sensibiliser et faire s'exprimer les élèves sur le thème général de la laïcité, suite aux attentats de janvier. Il s'agit alors de faire revivre le journal du collège, *Kiditou*, resté en sommeil, et de créer un numéro spécial « La République aux élèves » à l'occasion de la SPME.

UN ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE ET PÉDAGOGIQUE

« Nous avons d'abord mené un travail d'accompagnement auprès de l'équipe éducative. Il y avait une forte volonté de toucher l'ensemble des élèves en cassant la routine de l'établissement durant cette semaine. Ce qui n'était pas évident à faire entendre aux enseignants », explique Philippe Rulié, responsable du pôle « Opinions et initiatives » de la Ligue 31. Une fois l'idée acceptée, c'est une véritable semaine d'effervescence qu'a vécue le collège: 24 rédactions créées, composées chacune de 18 élèves de la 6° à la 3°, et ayant la responsabilité d'une page du journal.

Pour guider ces jeunes reporters dans leur réflexion, des thèmes sont avancés par les enseignants: la République idéale, les médias, les sciences, le sport et ses valeurs, l'engagement... Et grâce à leurs réseaux respectifs, le collège et la Ligue 31 organisent également des rencontres entre les élèves et des personnalités d'associations et de médias locaux: Usep, LDH, ELA, des journalistes de la presse quotidienne régionale comme France 3, ou encore des dessinateurs de presse...

La formation est complétée par un volet technique: organisation de la chaîne de fabrication du journal, initiation à la mise en pages à partir d'un logiciel libre, rédaction, titraille... De plus, un volet pédagogique sensibilise les élèves au rôle du journaliste. « Ou comment traiter de la liberté d'expression et de sa maîtrise auprès des plus jeunes », précise Philippe Rulié.

www.ligue31.org

LES ASSISES INTERNATIONALES DU JOURNALISME ET DE L'INFORMATION

Elles rassemblent journalistes, éditeurs, chercheurs, enseignants, étudiants, acteurs de l'éducation aux médias et public autour de la notion de « qualité de l'information » avec pour ambition d'inscrire, dans les lois et dans les faits, « le droit de chaque citoyen à une information de qualité ».

Partenaire de l'événement depuis sa création, la Lique a

Partenaire de l'événement depuis sa création, la Ligue a naturellement participé à l'édition 2015 qui s'est tenue le 13 mars au Conseil économique, social et environnemental. Suite aux attentats de janvier, cette édition spéciale, qui a rassemblé 400 personnes, avait pour thème «Les leçons de Charlie».

L'OBSERVATOIRE DE LA DÉONTOLOGIE ET DE L'INFORMATION

La Ligue de l'enseignement a activement participé à l'animation de l'Observatoire de la déontologie et de l'information (ODI) composé d'éditeurs, de journalistes, de chercheurs et d'associations représentant le public. L'Observatoire effectue une « veille permanente » en matière de déontologie journalistique, interroge les pratiques professionnelles, dégage des tendances sur la durée, et rend publiques ses observations, et ce afin d'améliorer les relations entre les producteurs de médias et les citoyens. Le 3e rapport a été présenté lors des Assises du journalisme en mars 2016.

COLLECTIFS ET PARTENARIATS

- Enjeux e-médias, avec les Ceméa, les Francas et la FCPE, fédération de parents d'élèves.
- Avec le Clemi et le réseau Canopé, et associée aux Ceméa, la Ligue a créé un module de formation de 3 heures sur l'éducation aux médias sur la plate-forme M@gistère.
- La Ligue a rejoint le comité éditorial de mediaeducation.fr, plate-forme d'éducation aux médias développée par l'Alliance internationale des journalistes, soutenue par le ministère de la Culture et de la Communication et le ministère de l'Éducation nationale.
- La Ligue siège à l'Agence pour la préfiguration des conseils de presse (APCP).
- Enfin, la Ligue poursuit ses relations partenariales sur le long terme avec Milan Presse et Mediapart.



LE NUMÉRIQUE

Dans un contexte où la réalité d'une société devenue numérique interroge nos pratiques éducatives, et où le numérique pour l'éducation constitue le premier marché mondial pour les « investisseurs économiques » de tous bords, les pouvoirs publics cherchent à construire des réponses adaptées.

Comme association complémentaire de l'école, et comme fédération d'associations locales, la Ligue de l'enseignement a choisi de mobiliser son réseau et son expertise pour accompagner cette réflexion et cette structuration.

LA L!GUE S'EST INVESTIE DANS PLUSIEURS CHANTIERS NATIONAUX:

- Le Plan numérique pour l'éducation, lancé en septembre 2014 par le Gouvernement: la Ligue a d'abord participé à la consultation nationale des acteurs éducatifs début 2015. Elle a ensuite soumis son projet « D-Clics numériques », dans le cadre de l'appel à projets « culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat » soutenant des actions éducatives innovantes. Son projet a été retenu et mis en œuvre à partir de mai 2015.
- La Grande école du numérique qui vise à labelliser des écoles inclusives dispensant des formations dans ce domaine: la Ligue a participé aux consultations qui ont précédé le lancement du dispositif. Des écoles de ce type verront le jour au sein de notre réseau dès 2016.
- La loi pour une République numérique, portée par le secrétariat d'État au Numérique: comme de nombreux internautes, la Ligue a contribué à la grande consultation menée fin 2015 autour de ce projet de loi. Sa proposition, qui concernait le « droit à l'oubli pour tous », n'a pas été retenue mais a été portée par la France dans le cadre de l'élaboration du droit européen.

vis-à-vis de ces usages afin d'agir en citoyens éclairés et pas uniquement en consommateurs passifs.

Du côté des adultes, « **D-Clics numériques** » prévoit des formations adaptées aux enseignants et aux animateurs des collectivités et des associations, ainsi que des actions d'accompagnement et de diffusion des outils, en particulier dans le cadre des nouveaux rythmes scolaires, pour accompagner les jeunes dans leurs pratiques numériques. Le dispositif s'articule autour de sept parcours éducatifs et 70 fiches pratiques:

- découverte des compétences informatiques et de la programmation (coding, robotique),
- le numérique comme outil de créativité artistique et culturelle (photo et vidéo numérique),
- le numérique comme vecteur d'expression (web-radios, journaux en ligne...).

En 2015, 39 fédérations départementales de la Ligue de l'enseignement ont rejoint le projet « D-Clics numériques ». Plus de 60 professionnels de nos réseaux sont devenus formateurs de sessions relatives aux enjeux et aux usages numériques éducatifs. Une amplification du dispositif est prévue en 2016 et 2017.

http://d-clicsnumeriques.org

« D-CLICS NUMÉRIQUES »

« D-Clics numériques » est un projet d'éducation active. Son objectif: former 6 000 enseignants et animateurs des temps périscolaires et extrascolaires sur trois ans, et mobiliser plusieurs milliers de citoyens (bénévoles, volontaires en service civique, réservistes de l'Éducation nationale...) comme médiateurs des pratiques numériques des enfants.

Pour les plus jeunes, il s'agit de maîtriser les outils numériques qu'ils utilisent au quotidien. Et de pouvoir être critiques



C●LLECTIFS ET PARTENARIATS

- « D-Clics numériques »: la Ligue de l'enseignement coordonne le projet en partenariat avec les Francas, les Ceméa, Animafac, Jets d'encre, l'université Paris-Descartes, le réseau Canopé et le Cnous.
 - La Caisse des dépôts et consignations soutient le projet au titre du Programme d'investissements d'avenir.
- Les Voyageurs du code: la Ligue est partenaire opérationnel des Voyageurs du code, un programme de mobilisation citoyenne autour des enjeux éducatifs d'une culture
- numérique, créé par Bibliothèques Sans Frontières. Elle co-anime le programme au niveau national et le porte également au niveau local.
- www.voyageursducode.fr
- April: la Ligue de l'enseignement est membre d'April, association pour la promotion et la défense du logiciel libre. www.april.org



F●RMER LE PLUS GRAND N●MBRE DE CITOYENS AU NUMÉRIQUE

Depuis fin 2014, la Ligue de l'enseignement des Yvelines intervient dans le champ de l'éducation au et par le numérique. Une stratégie qu'elle inscrit dans sa politique globale de formation tout au long de la vie en visant un public le plus large possible. En 2016, la fédération a été labellisée « Grande école du numérique » par le président de la République, pour sa formation de développeur d'applications web.

La stratégie globale de la fédération se déploie en plusieurs axes: la formation professionnelle et l'insertion en priorité, en formant des publics éloignés de l'emploi au numérique et sur des métiers en tension (développeurs d'applis web aujourd'hui, sans doute installation de la fibre demain...). Le tout en partenariat avec l'État et ses services déconcentrés, des collectivités et les acteurs des bassins d'emploi.

La formation citoyenne ensuite (dans le cadre du projet D-Clics numériques) avec plusieurs missions de service civique portant sur le numérique. L'une d'entre elles, par exemple, consiste à développer une web TV pour accompagner les associations dans l'utilisation des objets numériques et valoriser leurs actions.

Enfin, elle intervient dans le cadre d'actions éducatives à l'attention des enfants de maternelle et de leurs parents. Il s'agit pour les petits de se familiariser avec des outils comme la tablette, et pour les parents de s'approprier plus largement l'univers du numérique et les possibilités qu'il offre au quotidien. De nombreux organismes tels que Pôle emploi ou la CAF dématérialisent leurs contenus et leurs démarches administratives, il est donc essentiel de former et d'accompagner les familles dans l'utilisation de cet outil. «La nécessité de sensibiliser et d'initier la population à la culture digitale est un enjeu sociétal important. Notre rôle est d'aider les citoyens à devenir des utilisateurs éclairés et non de simples consommateurs d'écrans», explique Damien Raymond, secrétaire général de la Ligue 78.

ANIMATEURS PÉRISCOLAIRES ET "CODEURS"

En accueils périscolaires ou en centres de loisirs, certains enfants peuvent désormais s'initier au code. La Ligue de l'enseignement 78 propose, en effet, aux collectivités de former les animateurs au langage informatique et à la programmation numérique (langage html, initiation au CSS...) pour qu'ils puissent à leur tour proposer aux enfants des ateliers ludiques. Deux séances d'une demijournée sont dispensées directement par les salariés du pôle « formation » de la fédération 78, eux-mêmes formés auparavant en interne grâce à un Mooc ou à une plateforme éducative comme « Codecademy ».

De septembre à décembre 2015, la fédération comptabilise 115 demi-journées d'intervention auprès d'agents ou d'animateurs. L'éducation au et par le numérique, une formation désormais plébiscitée au sein du réseau de la Ligue 78.

www.laligue78.org



COMMUNICATION

La multitude de nos activités et la richesse de nos actions sont à la fois une indéniable force sur le terrain mais constituent souvent une difficulté pour rendre compte de manière cohérente de notre action au grand public.

Aussi, le secteur communication confédéral a-t-il une double mission. Une, primordiale, qui consiste à mieux communiquer avec notre réseau (fédérations, associations locales, adhérents) sur les caps politiques à venir et sur les priorités stratégiques de la confédération. Mieux communiquer, mais pas à sens unique. Il est impératif que nous puissions nous nourrir des informations et des réalités de notre réseau. La deuxième mission est d'avoir une meilleure visibilité pour un grand public sensibilisé sur des sujets précis.

La priorité stratégique, tant interne qu'externe, est

donc de faire de notre diversité une force de frappe.

INFORMER ET ACCOMPAGNER LES FÉDÉRATIONS DANS LA CRÉATION DE LEURS OUTILS

Le service communication propose un soutien logistique aux fédérations. D'abord, en les accompagnant sur l'application de notre charte graphique. Associant une photo, une couleur et une trame, et déclinable sur différents formats, la charte est un marqueur fort de l'identité Ligue. Aujourd'hui, de nombreuses fédérations appliquent cette charte. Ensuite, en réalisant certains documents: cartes de visite, lettres à en-tête, panneaux signalétiques, bâches, et enfin roll-up, le support de communication événementielle le plus sollicité. Les fédérations reçoivent également les actualités du centre confédéral via la newsletter *Infosligue*.

LE BLOGCOM

Le blog du secteur communication est devenu un véritable site ressources pour les services communication des fédérations départementales. La quasi-totalité des fédérations y est inscrite. Dans notre optique de mieux communiquer avec notre réseau, mais aussi de communiquer de manière unifiée, blogcom.laligue.org permet de consulter l'agenda des événements de l'année (assemblée générale, rassemblements et événements nationaux...).

Il met également à disposition du réseau: la charte graphique, les gabarits des nouveaux supports de communication, des articles sur le web, une photothèque, nos dossiers de réflexion sur l'actualité, nos communiqués de presse... Une large majorité de fédérations départementales a adopté la charte et/ou certains codes graphiques de cette dernière pour leur communication papier et numérique. Les photos professionnelles et gratuites de nos événements sont bien reprises dans les différents supports de communication (print, web, roll-up, bannières événementielles...).

blogcom.laligue.org



cances, séjours et loisirs éducatifs; Rencontres EEDD...); des campagnes (Pas d'Éducation, pas d'Avenir!); des plaquettes d'information (présentation de la Ligue de l'enseignement en anglais; « Restauration scolaire et pause méridienne »), des flyers (service civique; partenariat Ligue/Ofaj); sans oublier les bâches, roll-up et panneaux de signalisation pour nos diverses manifestations.

UNE BIBLIOTHÈQUE D'IMAGES

Une bibliothèque de photographies libres de droits est mise gratuitement à la disposition de notre réseau. Nous travaillons avec plusieurs photographes: Benoît Debuisser depuis quelques années, et Olivier Pezzot et Julien Crégut de l'agence Mollys' Eyes depuis 2015. Partis à la rencontre de nos militants, leurs reportages illustrent nos classes de découvertes, le montage d'une salle de cinéma en plein air, des colonies de vacances, une étape sportive organisée par l'Ufolep, des festivals culturels, des formations... En 2015, la photothèque s'est enrichie de nouveaux reportages: rencontre de jeunes volontaires en service civique, séance de lecture de bénévoles de Lire et faire lire, états généraux de l'engagement...

À consulter sur le blogcom.

LA NEWSLETTER INFOSLIGUE

Infosligue est la newsletter interne, envoyée à notre réseau toutes les semaines. On y trouve toute l'actualité du centre confédéral (outils pédagogiques, calendrier statutaire, informations stratégiques et politiques), mais aussi des informations sur des rencontres, des séminaires, des formations et autres colloques susceptibles d'intéresser les fédérations départementales. Ces informations sont classées par thématiques (vie associative, culture et communication, rendezvous citoyens, vie de la Ligue, environnement et développement durable...). La newsletter Infosligue est envoyée à 4 200 personnes.

OUTILS INTERNES

Le service communication accompagne les différents services de la Ligue dans la réalisation de leurs outils. En 2015, nous avons produit des supports de communication très variés: des outils pédagogiques (Charte de la laïcité expliquée aux enfants, en partenariat avec les éditions Milan; Livret du délégué-élève; affiche, posters et cartes postales « Jouons la carte de la fraternité » ; livret La Fabrique de la paix); des dossiers pédagogiques (sur le film *Cette lumière n'est pas celle du soleil* de Bernard Favre); des programmes (Spectacles en recommandé dans les Landes; Rencontres nationales va-

LE WEB

Le service web de la communication est chargé de la mise à jour système pour la sécurité, de la recherche et du blocage de virus et de l'installation de plugin pour de nouvelles fonctionnalités. Le service gère de nombreux sites:

- celui de la Ligue (www.laligue.org),
- notre site référence sur la laïcité (laicite-laligue.org),
- le blogcom (blogcom.laligue.org),
- le site de la campagne « Pas d'Éducation, pas d'Avenir! »
 (www. pasdeducationpasdavenir.org),
- le blog dédié au projet éducatif des séjours et des loisirs éducatifs (http://projeteducatif-sle. laligue.org),
- le site de la Ligue internationale (http://ligue-internationale.laligue.org),
- un blog sur les enjeux de l'éducation à l'environnement et au développement durable (http://blog-eedd.laligue.org),
- en 2015, le site du Salon européen de l'éducation a fait l'objet d'une refonte totale (www.salon-education.com),
- un autre blog permet de gérer les inscriptions à nos manifestions (Rencontres de Rennes, Université européenne du sport, conférences dans le cadre du Salon de l'éducation, etc.), grâce à un formulaire à renseigner en ligne: http://evenement.laligue.org

@WEBLALIGUE, NOTRE COMPTE TWITTER



La Ligue de l'enseignement a son compte Twitter depuis novembre 2014 (@weblaligue). Environ 2700 personnes suivent notre fil d'actualité. Plusieurs événements ont été relayés sur les réseaux, comme la conférence «La laïcité: des combats fondateurs aux enjeux d'aujourd'hui » en octobre, événement marquant de notre agenda

« 150 ans ». Certaines fédérations ayant elles aussi créé leur compte, nous avons diffusé une « charte » de bonnes pratiques pour respecter les usages des réseaux sociaux (déontologie, astuces, fréquentation…). Nous sommes également présents sur Facebook et avons notre chaîne YouTube.

NOS PUBLICATIONS

Les Idées en mouvement





Les Idées en mouvement est le journal réseau de la Ligue de l'enseignement, tiré à environ 30000 exemplaires. Il s'adresse à la fois aux associations de notre mouvement, aux adhérents individuels, aux abonnés ainsi qu'aux partenaires. Ses contenus rendent compte de l'actualité qui touche nos différents secteurs, de l'actualité de nos associations et fédérations et des campagnes initiées ou soutenues par notre mouvement. En 2015, il est passé de mensuel à trimestriel. Mais sa formule et sa ligne éditoriale n'ont pas changé. Dans chaque numéro, un dossier central aborde un sujet de société et suscite le débat à partir de questions d'actualité. Il donne la parole à différents acteurs et experts. Des témoignages et des

expériences de notre réseau viennent enrichir ces dossiers centraux. En 2015, nous avons traité de thèmes en prise avec l'actualité: l'enseignement des valeurs républicaines après les attentats de janvier (Après Charlie, comment former aux valeurs de la République ?); le climat (Climat, environnement: les citoyens en action); ou des sujets touchant plus directement l'activité de notre réseau: l'éducation populaire en Europe (Éducation populaire en Europe : quelle(s) réalité(s)) et les 150 ans de la Ligue (150 ans, retour vers le futur).

Chaque trimestre également, le journal *Les Idées en mouve-ment* brosse le portrait d'un de ses membres, qu'il soit salarié, bénévole ou militant, comme Michèle Bauby-Malzac, présidente de Lire et faire lire, et André Jourdes, ancien administrateur de la Ligue, deux militants de longue date... Mais aussi Arnaud Vasselin, délégué départemental de la Ligue de Basse-Normandie, et Charles-Denis Lévy-Soussan, administrateur de la Ligue de l'Isère, qui a rejoint la Réserve citoyenne de l'Éducation nationale.

En jeu et Usep en jeu





L'année 2015 a vu une profonde évolution de la revue de l'Ufolep et de l'Usep, En jeu, une autre idée du sport, consacrée jusqu'alors, en alternance, à l'actualité des deux fédérations qui composent le secteur sportif de la Ligue de l'enseignement. L'Usep a en effet souhaité développer sa propre revue, sous format numérique. Le premier numéro de Usep en jeu a été adressé le 9 décembre, à l'occasion de la Journée de la laïcité, à 20 000 destinataires. Comme auparavant, cinq numéros par an sont prévus.

De son côté, l'Ufolep a conservé la formule de *En jeu, une autre idée du sport* (8 500 exemplaires, 5 numéros par an). Consacré à la vie de la fédération, *En jeu* participe également à la réflexion autour du sport en tant que fait culturel et fait social:

historiens, sociologues, philosophes, pédagogues, dirigeants sportifs, mais aussi écrivains ou artistes s'expriment ainsi dans ses colonnes. La revue est aussi adressée en format numérique aux associations et licenciés Ufolep et consultable par tous sur la plate-forme « Issuu ». Parmi les dossiers traités en 2015 : faire face au racisme dans le sport ; sport et économie sociale et solidaire; le sport en entreprise, etc.

BLOGCOM: 7300 VISITEURS PAR AN, 645 INSCRITS

LALIGUE.ORG: 285 000 VISITES PAR AN, 23 500 PAR MOIS

TWITTER: 2700 ABONNÉS

FACEBOOK: 5300 MENTIONS "J'AIME CETTE PAGE"



SPORT AVEC L'UFOLEP

L'UFOLEP EST LA PREMIÈRE FÉDÉRATION **SPORTIVE MULTISPORTS AFFINITAIRE DE** FRANCE: 380 000 ADHÉRENTS. PLUS DE 8000 ASSOCIATIONS **LOCALES. LE RÉSEAU EST** COMPOSÉ DE 101 COMITÉS **DÉPARTEMENTAUX ET DE** 22 COMITÉS RÉGIONAUX POUR ENVIRON 300 CADRES TECHNIQUES. C'EST AUSSI PLUS DE 1300 ASSOCIATIONS **EMPLOYEURS, ET** PLUSIEURS MILLIERS DE **RENCONTRES SPORTIVES TOUT AU LONG DE** L'ANNÉE.

L'Ufolep, secteur sportif de la Ligue de l'enseignement, assume sa double identité de fédération sportive agréée par le ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, mais aussi de mouvement d'éducation populaire. Afin de rendre efficiente cette ambition, l'Ufolep adapte sa gouvernance en structurant deux grands secteurs d'activité. Le premier, « sport et éducation », permet la pratique d'activités sportives à finalité compétitive ou de loisirs sur l'ensemble du territoire. Le second, intitulé « sport et société », a pour objet principal de réduire les inégalités d'accès à la pratique sportive. À cet effet, l'Ufolep est la première fédération sportive disposant d'une convention pluriannuelle d'objectifs avec le Commissariat général à l'égalité des territoires pour son action à destination des territoires dits carencés.

La place des femmes est un autre axe fort développé par l'Ufolep, dans l'accès aux pratiques d'une part, aux côtés de partenaires comme la MGEN; dans son organisation interne d'autre part, avec, au niveau national, une direction technique et un comité directeur qui comptent en 2016 autant d'hommes que de femmes.

www.ufolep.org



LA VIE ASSOCIATIVE

Face à l'érosion lente du nombre de ses associations sur les activités sportives traditionnelles, l'Ufolep a fait du développement de la vie associative une priorité en 2015. Deux événements d'envergure nationale ont mobilisé les comités autour des stratégies fédératives et associatives: le congrès d'Orléans, avec un atelier portant sur la relation des comités avec les associations locales; et le rassemblement « sport éducation et citoyenneté », à Bourges en octobre, sur le développement d'outils de suivi et d'animation du réseau.

Le plan d'action de l'Ufolep s'articule autour de 3 axes: le renforcement des outils et services en direction des associations locales (formation continue, outils techniques et pédagogiques, partenariats autour de l'affiliation/adhésion...); la mise en réseau des associations et citoyens (réunions territoriales...); et l'accompagnement de l'engagement associatif et citoyen (déploiement du service civique dans les associations locales, aide à la prise de licence, Juniors Associations...).

L'Ufolep privilégie le développement de projets transversaux en association avec les fédérations départementales de la Ligue et les acteurs associatifs locaux sur des thèmes variés: le sport santé, la pratique physique des seniors, la politique de la Ville, ou encore les actions en direction de l'enfance et de la jeunesse. Deux dispositifs de développement de la vie associative dans les territoires seront expérimentés en 2016: une « start up associative » proposant des activités multisports adultes et famille, et un soutien à des animations de plateaux sportifs (sports émergents, cultures urbaines) dans des territoires carencés.

LE PROJET « FEMMES ET SPORT »

Pour la première fois de son histoire, l'Ufolep compte parmi ses licenciés plus de femmes que d'hommes. Un constat assez logique puisque l'Ufolep développe depuis quelque temps la pratique féminine aux côtés de partenaires comme la MGEN. Pour encourager les femmes à rejoindre une association sportive Ufolep, la MGEN propose de prendre en charge une partie du montant de la licence si l'association en question est adhérente à la MGEN.

Des outils de communication ont également été créés, notamment un clip vidéo identifiant les freins à la pratique féminine (famille monoparentale, regard des hommes...).

La parité s'invite aussi dans les instances statutaires: le comité directeur national élu en 2016 compte autant d'hommes que de femmes. Idem du côté de la direction technique nationale composée de 8 hommes et 8 femmes.



UNIVERSITÉ EURO-PÉENNE DU SPORT: UNE PREMIÈRE

Associations d'éducation populaire, mouvements sportifs,

universitaires, acteurs territoriaux, organismes sociaux étaient invités, du 8 au 10 juillet à Strasbourg, pour la première édition de l'Université européenne du sport.



Organisée par l'Ufolep, l'Usep et la Ligue de l'enseignement, cette manifestation a rassemblé en juillet, à l'université de Strasbourg, près de 200 personnes. Des Français en grande majorité, et des intervenants allemands, espagnols, grecs, italiens... Cette université avait pour objectif de partager connaissances et expériences afin de construire une « nouvelle culture du sport » basée sur la coopération et la participation. Trois grandes thématiques ont été abordées par des universitaires et des acteurs locaux venus témoigner de leur expérience de terrain. La première, « grandir avec le sport », pilotée par l'Usep, proposait des conférencesateliers sur la petite enfance, l'éducation par le sport, le sport et l'engagement citoyen, et enfin le sport comme moyen de lutte contre les conduites addictives auprès des jeunes. L'Ufolep animait de son côté la thématique « sport, santé et bien-être » en traitant les questions de bien-être en entreprise, de prévention des maladies chroniques, et de l'importance du sport dans les politiques de santé. Le troisième axe de réflexion, «les enjeux d'un projet sportif de territoire », porté cette fois par la Ligue de l'enseignement, s'articulait autour d'ateliers sur l'intégration par le sport, ou encore la réduction des inégalités territoriales.

Ce projet d'Université européenne du sport a été construit en partenariat avec l'université de Strasbourg, et en particulier l'équipe de recherche du laboratoire « sport et sciences sociales ». Il a reçu le haut patronage du ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports et celui du Parlement européen. Une nouvelle édition est prévue en 2017.

www.event.ufolep.org/UES



LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS D'ACCÈS À LA PRATIQUE SPORTIVE

Beaucoup de territoires restent pauvres en matière d'offres sportives. L'Ufolep est particulièrement investie sur cette question et veut contribuer à lutter contre les inégalités d'accès à la pratique d'activité physique. Elle est d'ailleurs la première fédération sportive à avoir signé une convention pluriannuelle d'objectifs avec le commissariat général à l'Égalité des territoires.

Dans le cadre d'une convention signée en 2014 avec le ministère des Sports, l'Ufolep a développé avec Simplon.co une application pour téléphones mobiles proposant des lieux de pratiques sportives. En 2015, le réseau Ufolep a été formé à l'utilisation de cette application, et une campagne de communication a vu le jour (spot vidéo, publication dans la revue *En jeu* et sur les réseaux sociaux...), notamment l'été pendant le Playa Tour. Pour le moment, les activités proposées concernent essentiellement la randonnée et les sports collectifs.

LA FORMATION

C'est un axe fort de notre fédération. En 2015, 28 663 journées de formation ont été dispensées : 10 694 journées de brevets fédéraux, 13 851 journées de formation professionnelle qualifiante, 3 285 journées de secourisme et 830 de formation initiale et continue de nos cadres professionnels.

LA MOVE WEEK

La 4° édition de **la Move Week** s'est déroulée du 21 au 27 septembre 2015. Cette opération de sensibilisation à la pratique physique régulière, de dimension européenne, est portée dans l'Hexagone par l'Ufolep, aux côtés de l'Usep, de la FF Sports pour tous et de la FSGT. Un million d'Européens sont concernés chaque année, dont près de 60 000 en France. De nombreux comités Ufolep et associations de terrain participent à cette aventure en proposant des animations diverses: marche nordique, gymnastique douce, futsal, basket...

Un peu plus tôt en septembre, du 7 au 13, avait lieu la « Semaine européenne du sport » décrétée par la Commission européenne. En France, une grande manifestation, à laquelle a contribué l'Ufolep, était organisée le samedi 12 après-midi au jardin du Luxembourg de Paris. En plus des activités physiques traditionnelles, une flashmob baptisée « Flash Move » était reprise simultanément dans les grandes villes d'Europe.

PLAYA TOUR 2015



L'édition 2015 comptait 26 étapes, organisées sur des plages et plans d'eau de 16 départements. En plus des activités sportives (beach soccer, beach rugby, bubble foot, zumba...) et culturelles (concerts), l'Ufolep propose des actions de prévention, de secourisme, mais aussi de l'information sur les dangers liés aux pratiques addictives, le tout dans le cadre

d'une organisation éco-responsable. Événement phare multisports et citoyen, **le Playa Tour 2015** a touché plus de 16 000 personnes.

INSERTION: LE SPORT COMME TREMPLIN

Depuis plusieurs années, la jeunesse martiniquaise est fortement touchée par le chômage¹ notamment au sein de sa « capitale » Fort-de-France. Partant de ce constat, l'Ufolep de la Martinique lance en 2015 un « Grand Championnat de football des quartiers » (GCQ), conçu comme un projet sportif d'insertion sociale et professionnelle des jeunes déscolarisés ou désocialisés.

Le premier Grand championnat de football des quartiers (GCQ) est lancé en janvier 2015 dans le quartier de Volga Plage. En plus du défi sportif, chaque équipe (de 4 à 7 joueurs) représentant un quartier, doit aussi proposer une animation – danse, chant, autre activité sportive... – dans le cadre de l'élection du « Grand Show ». La jeunesse étant au rendez-vous, quatre autres tournois suivent. Sur l'année, l'événement a ainsi rassemblé 150 joueurs et une cinquantaine d'artistes. L'objectif est d'offrir une nouvelle chance à cette population, et d'attirer certains en utilisant leur goût pour le sport, afin de leur redonner confiance en eux et des perspectives d'avenir.

Depuis septembre dernier, grâce au soutien du conseil régional, le projet est devenu un chantier de proximité rebaptisé le « Défi solidaire des quartiers ». Ce qui a conduit l'Ufolep à embaucher quatre jeunes en emplois aidés (CUI-CAE) et d'en accueillir deux autres en service civique. Tous sont intégrés à une association de quartier et ont en charge, pour la moitié de leur mission, l'organisation des futurs tournois (inscriptions, collations, recherche de partenaires...). Au sein même de l'Ufolep de la Martinique, un salarié (en contrat d'avenir lui) accompagne tous ces jeunes référents et s'assure du bon déroulement du dispositif. Travaillant en étroite collaboration avec le Réseau martiniquais des grands frères (RMGF), acteur social très impliqué sur le territoire, ce salarié fait aussi le lien entre la fédération et les différents quartiers.

Renouer des relations au sein et entre les quartiers est l'un des objectifs visés. Le chômage, pour certains jeunes, est lourd de conséquences et rime parfois avec ennui, délinquance, voire violence. Il s'agit alors de recréer du lien, d'amener les jeunes à se rencontrer, à communiquer.

C'est tout l'enjeu des six référents qui endossent également un rôle de médiateur.

DU TOURNOI SPORTIF AU FORUM POUR L'EMPLOI

Les participants aux Défis solidaires des quartiers sont, pour certains, des jeunes très éloignés des dispositifs habituels d'insertion. En 2016, l'idée est d'organiser, en même temps que les tournois, un forum pour l'emploi où des acteurs de l'insertion (Pôle emploi, mairie, dispositifs locaux d'insertion, associations...) pourront les aider dans l'élaboration d'un CV, d'une lettre de motivation, leur proposer des simulations d'entretien, ou les renseigner sur des formations potentielles... Pour aller encore plus loin, un salarié « relais » (le dixième employé Ufolep sur ce dispositif) est même chargé de conseiller et d'orienter les jeunes participants vers les structures Pôle emploi et missions locales les plus adaptées.

FORMATIONS INTERNES POUR LES RÉFÉRENTS

Les jeunes référents Ufolep, de leur côté, bénéficient d'un accompagnement et peuvent s'initier aux métiers de l'animation et de l'encadrement (formation Bafa-BAFD, arbitrage, recherche de partenariats, encadrement d'équipes...). Et, en fonction de leurs projets personnels, peuvent participer en parallèle à des formations diverses (via Uniformation), notamment au PSC1 prévention et secourisme. En 2016, le dispositif prévoit d'accueillir trois autres jeunes.

www.cd.ufolep.org/martinique

1. 47 % en 2012 selon l'Insee.



O Ufolep Martinique



VACANCES ET LOISIRS ÉDUCATIFS

L'année 2015 n'aura malheureusement pas contredit la tendance constatée en 2014: le taux de départ en vacances des Français stagne, voire régresse, marquant un nouveau recul du droit d'accès aux vacances. Une situation qui reste inacceptable car elle illustre bien l'incessante progression des inégalités qui touchent et marginalisent de plus en plus de citoyens de notre pays. Pour combattre cette situation, la Ligue a redoublé d'efforts: en assumant sa place au sein des collectifs tels que l'Unat, ou la JPA afin de faire reconnaître et valoriser l'utilité du tourisme social et des séjours éducatifs; en participant activement à de nombreuses campagnes et actions de solidarité; en poursuivant le développement de son offre de séjours sur Internet; en renforçant ses partenariats avec la CCAS, l'Ancav-TT et Léo Lagrange Vacances, au travers notamment de l'association Parcours, créée pour porter le pôle affinitaire du tourisme sociale et associatif en France; ou encore en améliorant ses offres de formations en matière de Bafa/BAFD.

Autre axe de développement possible et dont la Ligue doit saisir les opportunités : les accueils de loisirs sans hébergement, qui ont connu un développement important dû à la mise en œuvre de la réforme de l'école. Ils offrent des possibilités de partenariats avec les collectivités et acteurs institutionnels. Notre savoir-faire en matière de pédagogie a ici toute sa place.

Enfin, fidèle aux dimensions éducatives et sociales de ses séjours, la Ligue a finalisé le projet éducatif de son secteur Vacances, loisirs éducatifs, classes de découvertes et Bafa/BAFD, voté à l'unanimité en assemblée générale extraordinaire fin 2015. L'année 2016 sera marquée par son déploiement au sein de notre réseau.

LE C●MITÉ NATIONAL VACANCES (CNV)

Le Comité national vacances (CNV) est composé d'une quarantaine de membres: 30 représentants de fédérations départementales, 6 représentants du conseil d'administration de la Ligue, des représentants du service vacances confédéral (SVC) et du service de promotion des vacances à la Ligue comprenant la centrale de réservation (SPVL). La mission de ce comité est de définir les grandes orientations de la politique du secteur afin qu'elles puissent se décliner sur tous les territoires, de contrôler le budget de l'outil fédératif commun qu'est le SPVL en général et la centrale de réservation en particulier, ou de définir les contenus et l'articulation des Rencontres nationales.

En 2015, le CNV a notamment débuté un travail sur les marques Vacances pour tous pour gagner en lisibilité et visibilité. Il s'est également impliqué dans la refonte du Projet éducatif du secteur.

GROUPE DE TRAVAIL PATRIMOINE

Le groupe de travail Patrimoine a réalisé un inventaire du patrimoine des centres de vacances de la Ligue de l'enseignement. Il a également finalisé le cahier des charges du projet «Audit du patrimoine Ligue ». Pour outiller le réseau en ressources, le groupe a conçu un outil de gestion pour l'entretien d'un établissement et un autre listant les principaux contrôles et vérifications des installations à opérer en centre de vacances. La formation annuelle a réuni une dizaine de directeurs de structure ou d'exploitation sur la thématique : « outils de gestion d'un équipement, plan d'entretien, d'investissement et de gestion durable d'un patrimoine ».

GROUPE DE TRAVAIL ADULTES/FAMILLES

Le groupe a poursuivi le travail engagé avec l'Ufolep sur la création de séjours sportifs. Une fiche technique a été élaborée aidant à mettre en place des séjours cyclistes. 6 séjours ont ainsi été proposés. Côté événementiel, le Playa Tour 2015, organisé par l'Ufolep, a été accueilli par deux structures Vacances pour tous.

Par ailleurs, pour répondre aux attentes de plus en plus ciblées des usagers, des séjours thématiques « tests », de courte durée, sur le thème de la country ont été proposés. Enfin, le site Internet Vacances pour tous a fait l'objet d'une refonte partielle, dont la partie « Vacances passion » pour les familles.

GROUPE DE TRAVAIL ENFANTS/JUNIORS

Les membres de ce groupe ont totalement repensé la fiche « bilan de séjour » envoyée aux usagers. L'objectif: faire de ce document un véritable outil d'évaluation. Il sera dématérialisé à partir de 2016.

Le groupe a également développé de nouvelles offres promotionnelles pour encourager les départs en vacances comme les promotions pour les «fratries».

Enfin, un travail de fond a été lancé afin de redéfinir notre projet en matière de colonies de vacances: quelles colos pour la Ligue aujourd'hui?

GROUPE DE TRAVAIL CLASSES DE DÉCOUVERTES

Le groupe a débuté la rédaction d'un argumentaire de vente destiné aux élus et aux enseignants. Ces derniers recevront également, à partir de 2016, une newsletter en cours d'élaboration par les membres du groupe, aidés du service e-communication.

Enfin, le groupe de travail a animé une formation auprès des délégués et conseillers « classes de découvertes » des fédérations de la Ligue, autour de 3 axes: pédagogie et accompagnement, vente et contractualisation, et communication.

GROUPE DE TRAVAIL LOISIRS ÉDUCATIFS

La réforme des rythmes scolaires, qui a induit de profonds changements dans les métiers de l'animation (activités périscolaires), était au cœur des préoccupations du groupe durant l'année 2015. Il a notamment produit un outil pour accompagner le réseau. Celui-ci reprend les « fondamentaux » des activités de loisirs telles que proposées par la Ligue. On y retrouve aussi des ressources pédagogiques : comment mettre en place des ateliers, comment accueillir un nombre important d'enfants, comment accompagner ses équipes... Cet outil sera diffusé à partir de juin 2016.

GROUPE DE TRAVAIL BAFA/BAFD

Chaque année, grâce à ses 900 formateurs, la Ligue forme 15 000 stagiaires Bafa et 500 stagiaires BAFD. Le groupe de travail a préparé et organisé la formation nationale de formateurs qui s'est déroulée à Préfailles en novembre. Il a également débuté la rédaction du «Touch'Ligue Bafa», sorte de *vade-mecum* du Bafa/BAFD à la Ligue de l'enseignement.

Tous ces groupes de travail ont contribué à la réécriture du projet éducatif « Vacances, Séjours et Loisirs éducatifs, Classes de découvertes et Formation Bafa/BAFD ».

LE PROJET ÉDUCATIF "VACANCES, SÉJOURS ET LOISIRS ÉDUCATIFS, CLASSES DE DÉCOUVERTES ET FORMATION BAFA/BAFD"



Entre 2013 et 2015, les acteurs de notre réseau ont travaillé à la réécriture de notre projet éducatif « Vacances, Séjours et Loisirs éducatifs, Classes de découvertes et Formation Bafa/BAFD ». Plus de 1000 Ligueurs y ont contribué à diverses occasions : groupes de travail nationaux, Rencontres nationales, assemblée générale, regroupements régionaux ou fédéraux... Ce projet éducatif redéfinit le sens même de notre action d'opérateur du tourisme social et présente les pratiques éducatives telles que nous les concevons à la Ligue de l'enseignement, en tant que mouvement d'éducation populaire. Préfacé par Philippe Meirieu, ce texte a été voté à l'unanimité lors de l'assemblée générale extraordinaire de Bagnolet, le 10 octobre 2015. Ultime étape en 2016 : accompagner et former le réseau afin qu'il puisse le décliner dans ses actions quotidiennes d'encadrement.

www.projeteducatif-sle.laligue.org

JOURNÉES NATIONALES DIFFUSEURS janvier 2015

Les Journées nationales diffuseurs regroupent chaque année plus de 75 participants. Véritable lancement de la saison, elles sont l'occasion pour le réseau de découvrir les nouveaux séjours proposés et les outils à disposition des conseillers vacances.

Cette année, les séjours linguistiques et les colonies de vacances en Angleterre étaient au cœur de la formation. Accueillis à Brighton par une école partenaire, les participants ont ainsi pu découvrir ces offres spécifiques et l'organisation des départs vers l'Angleterre.

RENCONTRES NATIONALES VACANCES, SÉJOURS ET LOISIRS ÉDUCATIFS 29 septembre au 1^{er} octobre 2015 RENCONTRES EDUC'TOUR 27 au 30 septembre 2015



Ces 4° Rencontres se sont déroulées, comme l'année précédente, à Port-Leucate. Elles ont rassemblé plus de 250 personnes du réseau et des intervenants extérieurs autour des 4 axes prioritaires: permettre au plus grand nombre de partir en vacances grâce à des offres adaptées; définir une véritable politique de gestion du patrimoine; se doter d'un projet éducatif par-

tagé et rendre plus efficace notre gouvernance collective. Ces priorités ont donné lieu à différentes séquences, en plénière ou en ateliers, participatives, formatives ou informatives...

Pour la première fois, l'Éduc'Tour a été combiné aux Rencontres nationales. Cet événement a rassemblé une soixantaine de diffuseurs du réseau, venus découvrir le Languedoc-Roussillon et les prestations de certains centres (hébergement, restauration...). Ils ont notamment visité l'Agora de Nîmes, Saint-Maurice-de-Cazevieille, Le Grau d'Agde et Port-Leucate. Ils ont ensuite rejoint Port-Leucate pour participer aux Rencontres nationales

FORMATION DE FORMATEURS BAFA/BAFD 26 au 29 novembre 2015

Le groupe de travail national Bafa/BAFD s'est donné pour mission en 2014 de porter plus spécifiquement un des critères de l'habilitation Bafa: celui d'accompagner les formateurs dans un parcours initial et continu de formation. Au niveau national, trois parcours de formation, complémentaires à ceux organisés en région, ont été proposés en 2015. Objectifs communs: produire, à court terme, des formations avec une forte coloration Ligue de l'enseignement et nourrir les formations régionales ou territoriales. Pus de 85 participants ont été accueillis au centre de vacances Le Soleil de jade, à Préfailles en Loire-Atlantique, par les membres du groupe Bafa et les bénévoles investis dans la réalisation des formations.



QUAND LES ENFANTS CRÉENT LEUR PROPRE COLO

Voilco-Aster est une association fédérée à la Ligue de l'enseignement de Corrèze. Elle gère plusieurs centres de vacances et porte un projet pédagogique basé sur l'apprentissage du « vivre ensemble ». Son principe : que les enfants composent eux-mêmes leur colo.

Les centres de vacances de Voilco-Aster proposent, en majorité, des activités autour de l'environnement (le centre est labellisé Citovenneté - Environnement - Développement durable), du sport de pleine nature, de la culture et des sciences et techniques. À cela s'ajoute une politique d'accueil des enfants bien particulière, propre au projet pédagogique porté par l'association. Dans les activités qu'elle organise, le « vivre ensemble » est essentiel et s'articule autour de trois priorités : le respect de l'environnement, l'exercice de la citoyenneté et le développement des solidarités. « Notre projet pédagogique repose sur l'idée que l'enfant doit être acteur de ses vacances et pas simple "consommateur d'activités". Nous veillons donc à impliquer les enfants pour qu'ils soient partie prenante de leur projet vacances», nous explique Damien Lecerf, directeur du centre.

"UNE COLO, C'EST UNE MICROSOCIÉTÉ"

« Rejoindre une colonie de vacances revient à intégrer, durant quelques semaines, une microsociété », ajoute Damien Lecerf. D'où la nécessité d'accompagner les enfants dans l'apprentissage de l'autonomie et de la vie en groupe. Tous les séjours se déroulent de la même manière et débutent par la découverte d'activités pendant les trois premiers jours: canoë, course d'orientation, activités autour de l'environnement (découverte du milieu) et des sciences... À l'issue de ces trois jours, c'est aux enfants

d'imaginer la suite de leur séjour et de s'accorder sur les activités à venir. Très souvent, ils souhaitent faire des activités de pleine nature comme pêcher ou monter dans les arbres. La cuisine est aussi souvent plébiscitée. « Nous proposons également des ateliers qu'on a l'habitude d'animer comme fabriquer un objet roulant ou découvrir l'énergie solaire. »

GÉNÉRATION CAMP COLO

L'été dernier, l'association a remporté l'appel à projets #GénérationCampColo lancé par le ministère de la Jeunesse. La mixité des publics était au cœur du projet puisqu'il s'agissait de proposer à 16 enfants - 8 issus d'une même structure jeunesse et 8 autres petits Corréziens - une randonnée de 100 km en canoë-kayak sur la Dordogne, avec changement de camp tous les soirs. Une aventure qui nécessite de s'organiser et, pour les enfants, de prendre en charge la vie du camp au travers des «bordées », autrement dit, les tâches quotidiennes : montage des tentes, cuisine, mise en place de la table, vaisselle... Une fois ces tâches accomplies, les soirées se terminent par un forum où chacun s'exprime sur le déroulé de la journée, fait remonter les éventuels problèmes. Mais ce moment est aussi l'occasion de proposer des idées, des activités à mettre en place au fil du séjour... Toujours dans cette optique que l'enfant est acteur de ses vacances...

www.voilco-aster.fr

VACANCES POUR TOUS



Vacances pour tous, le secteur vacances de la Ligue de l'enseignement, propose des séjours variés permettant de contenter adultes, familles, enfants et adolescents. Mer, montagne, campagne... le secteur gère 160 centres sur tout le territoire.

Leader européen en matière d'organisation de colonies de vacances et de camps pour jeunes, nous privilégions la qualité et la sécurité. Au plus près des attentes du terrain, nos équipes conçoivent des séjours comme des artisans, passionnés par leur métier. Des séjours riches en activités éducatives et en découvertes car, pour nous, la colonie de vacances constitue une expérience unique où se mêlent découverte d'un nouvel environnement et apprentissage du vivre ensemble.

DES COLOS SUR MESURE



Loin des logiques marchandes, la Ligue de l'enseignement propose de véritables colonies sur mesure: pour les maternelles (4-6 ans), les enfants (6-12 ans), les 12-14 ans et les 15-17 ans. Tous les séjours sont strictement encadrés et sécurisés (un centre de vacances peut compter un

animateur pour 4 enfants de moins de 6 ans), le rythme de vie et l'apprentissage de l'autonomie privilégiés.

DES VILLAGES VACANCES LABELLISÉS



Pour garantir des prestations de qualité, les villages vacances répondent à un système de labellisation: de une à cinq étoiles, selon un classement officiel d'Atout France. Le niveau d'étoiles est défini par de nombreux critères (surface et confort des logements, équipe-

ments communs et infrastructures, niveau d'animation pour les enfants, les adolescents et les parents).

DES SÉJOURS LINGUISTIQUES DE QUALITÉ



Plus de 50 ans d'expérience font de la Ligue de l'enseignement un des principaux organisateurs de séjours linguistiques en France. Membre de l'Office national de garantie des séjours et stages linguistiques, la Ligue travaille en relation avec des organisateurs locaux, chargés de re-

cruter les enseignants qui dispensent les cours de langue, de choisir les familles d'accueil et d'élaborer les activités et les excursions.

DES SÉJOURS MUSICAUX ET ARTISTIQUES



Ces séjours sont accessibles à tous, néophytes ou musiciens, de 4 à 17 ans. La pratique de la musique est au cœur de nos réalisations sous forme de musique d'ensemble, vocale et instrumentale. Cette pratique quotidienne est enrichie d'activités diversifiées: artistiques (théâtre, danse,

arts plastiques, cirque), techniques (radio, vidéo, régie son et lumière), sportives ou de découvertes. Les équipes sont « mixtes », alliant des professionnels de la musique et des arts, des animateurs et des directeurs

www.vacances-pour-tous.org

C●LLECTIFS ET PARTENARIATS

La JPA (Jeunesse au plein air)

La JPA est une confédération regroupant, entre autres, les grandes fédérations d'éducation populaire laïques organisatrices de centres de vacances et de loisirs (aujourd'hui ACM). Membre du conseil d'administration et du bureau national assurant la vice-présidence, la Ligue de l'enseignement participe activement à l'ensemble des travaux de la confédération aussi bien à l'échelle nationale que dans les comités départementaux. La JPA a animé une plate-forme d'échanges avec des associations d'éducation populaire, mais aussi de grands comités d'entreprise sur la revendication d'un statut du volontariat dans l'animation pour nos accueils collectifs de mineurs.

L'Unat (Union nationale des associations de tourisme)

L'Unat regroupe l'ensemble des opérateurs de vacances du secteur du tourisme social. Elle a pour mission de les représenter auprès des institutions, d'assurer la promotion du droit aux vacances et de mettre en place des actions ou des services qui servent la démarche collective. La Ligue de l'enseignement est un des membres actifs de l'Unat. Elle siège au conseil d'administration et au bureau national, y assurant le secrétariat général, mais aussi dans de nombreux conseils d'administration des entités régionales.

Parcours

Créée fin 2014 par la CCAS (Caisse centrale des activités sociales du personnel des industries électrique et gazière), l'Ancav-TT (Association nationale de coordination des activités de vacances - tourisme et travail), Léo Lagranges Vacances et la Ligue de l'enseignement, cette association rassemble de nombreux opérateurs du tourisme social autour de valeurs communes. Lieu d'échange d'expériences et de bonnes pratiques, elle porte le pôle affinitaire du tourisme social et associatif en France.

PLUS DE 500 000 ENFANTS
ET ADOLESCENTS (4-17 ANS) PARTENT
CHAQUE ANNÉE AVEC LA LIGUE
DE L'ENSEIGNEMENT (VACANCES,
SÉJOURS LINGUISTIQUES
ET ACCUEILS DE LOISIRS).

139 CENTRES DE VACANCES SONT GÉRÉS PAR LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT, PRÉSENTS SUR TOUT LE TERRITOIRE.

37 CENTRES D'ACCUEIL ET 13 ACCUEILS DE LOISIRS LABELLISÉS CED.

170 000 ENFANTS PARTENT CHAQUE ANNÉE EN CLASSES DE DÉCOUVERTES ET VOYAGES SCOLAIRES ÉDUCATIFS.

3 MILLIONS

DE JOURNÉES D'ACCUEIL ENFANTS DANS LES ACCUEILS DE LOISIRS DU RÉSEAU LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT.

750 000 BROCHURES VACANCES POUR TOUS (SÉJOURS ÉDUCATIFS, GROUPES, ADULTES, ENFANTS/JUNIORS, SÉJOURS LINGUISTIQUES) ONT ÉTÉ DIFFUSÉES EN 2015.

800000 E-MAILINGS DE PRÉSENTATION DES SÉJOURS ENVOYÉS.

15 000 JEUNES ANIMATEURS FORMÉS AU BAFA ET 500 NOUVEAUX DIRECTEURS FORMÉS AU BAFD.



ENVIRONNEMENT ET DÉVEL•PPEMENT DURABLE

29 CENTRES
PERMANENTS
ET 13 ACCUEILS
DE LOISIRS
LABELLISÉS CED
(33 FÉDÉRATIONS
CONCERNÉES)

La Ligue de l'enseignement est engagée depuis plus de 20 ans dans la mise en œuvre concrète d'actions citoyennes d'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD). Plus que jamais, elle continue à privilégier une démarche d'éducation populaire pour agir avec les habitants sur ces questions complexes, dont le traitement remet en cause nombre de pratiques sociales et de comportements individualistes. Elle poursuit donc son travail d'éducation à l'environnement et au développement durable auprès des enfants (à l'école, dans les accueils de loisirs, durant les classes de découvertes...), des habitants (au travers d'événements ou de dispositifs comme «Mon village, espace de biodiversité»), mais aussi dans notre propre association (programme et label CED).

L'année 2015 a été marquée par la Conférence de Paris sur le climat (COP 21) qui, pour la première fois, comprenait dans son ordre du jour la question de l'éducation. La Ligue de l'enseignement s'est largement engagée dans la préparation de cet événement : au travers du projet « Our Life 21 » d'abord, en développant des outils de sensibilisation et de débat autour des enjeux liés aux changements climatiques pour son réseau et pour les jeunes. Ensuite, en animant, avec d'autres réseaux d'éducation populaire, le stand « L'éducation, levier pour la transition » pendant de la COP 21, sur les « espaces générations climat » du Bourget, du 30 novembre au 11 décembre.

LE COMITÉ NATIONAL ENVIRONNEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE (CNEDD)

Lieu d'échanges et de construction entre les acteurs de la Ligue dans le domaine du développement durable, le CNEDD permet de croiser les campagnes et chantiers impulsés par le centre confédéral avec les actions de terrain menées par le réseau Ligue, Usep et Ufolep. En 2015, le comité a essentiellement travaillé au projet multipartenarial «Our Life 21» développé en vue de la Conférence sur le climat. Le comité a tenu sa dernière réunion au Bourget pendant la COP 21, et a participé à la conférence «L'éducation, levier pour la transition», organisée par plusieurs collectifs: Cnajep, Solidarité Laïque, Cape, CFEEDD, Paris éducation 2015...

LE PROGRAMME CED (CITOYENNETÉ, ENVIRONNEMENT, DÉVELOPPEMENT DURABLE)

Créé après le Sommet de la Terre de Rio en 1992, **le programme CED** permet d'initier les enfants aux enjeux du développement durable et à la citoyenneté lors de classes de découvertes ou de séjours de loisirs. Décliné en label, CED est décerné aux centres dont les projets éducatifs sont pensés en cohérence: éducation à la nature et au vivant, participation citoyenne des enfants à la vie du centre (tri des déchets, économie d'eau et d'énergie), circuit court d'approvisionnement pour les repas, sensibilisation à l'équilibre alimentaire, etc.

L'animation du réseau CED est assurée par un comité de pilotage composé de directeurs et animateurs de centres labellisés, ainsi que de responsables vacances. Les commissions d'évaluation du label, réunies quatre fois en 2015, ont renouvelé le label triennal de dix centres et l'ont décerné à deux nouveaux centres permanents et un accueil de loisirs. La formation des nouveaux garants a réuni 12 futurs porteurs de projet CED pendant 5 jours dans le Pas-de-Calais, au centre Les Argousiers, afin d'acquérir les fondamentaux du programme et label CED: enjeux du développement durable, pédagogie d'un projet d'éducation à l'environnement, gestion écologique d'un centre...

LE GROUPE DE TRAVAIL ALIMENTATION

Lors des 6es Rencontres nationales de l'EEDD, le groupe Alimentation a organisé un stage sur l'alimentation végétarienne et biologique à l'attention des cuisiniers des centres CED. Huit personnes y ont participé. En 2015, cinq centres ont également été accompagnés *in situ* sur ce volet « alimentation », avec le soutien de l'Institut Olga Triballat, engagé dans une approche responsable de l'alimentation. Ce travail de terrain a permis d'élaborer « un projet alimentaire de référence pour les centres labellisés CED ».

LE DISPOSITIF « MON VILLAGE, ESPACE DE BIODIVERSITÉ »

«Mon village espace de biodiversité» est un dispositif d'accompagnement pour découvrir la biodiversité de proximité. Il reconnecte le citoyen à son environnement et crée des liens entre les habitants. L'objectif étant que chacun puisse s'approprier son territoire en vue de s'impliquer dans la gestion d'un bien commun: la biodiversité. Développé par le CNRS de Chizé (79), ce programme s'articule autour d'interventions proposées aux habitants et à la collectivité:

- un programme pédagogique par classe d'âge pour les enfants.
- des animations « nature » avec les habitants,
- un accompagnement auprès de groupes de citoyens formulant des propositions d'actions sur leur lieu de vie,
- une université populaire pour échanger, discuter, s'instruire, l'accueil d'un rucher pédagogique communal et l'aménagement d'espaces fleuris.

En 2015, la Ligue de l'enseignement a co-animé avec le CNRS un stage à Chizé pour les futurs porteurs du projet. 17 personnes issues de 13 fédérations départementales de la Ligue y ont participé.

ESPACE COLLABORATIF EEDD

Initialement destinée aux membres du réseau CED, la « communauté numérique » de la Ligue s'est progressivement ouverte à d'autres participants pour atteindre aujourd'hui plus de 200 membres. Pages d'actualités consacrées au développement durable à l'échelle locale, nationale et internationale, forums de discussion, gestionnaire de fichiers, etc.: cet espace de travail EEDD répond aux besoins des centres d'accueil et des fédérations en termes d'échange d'informations et de pratiques, mais aussi à la demande de mutualisation d'outils pédagogiques internes ou développés par nos partenaires.

LES 6^E RENCONTRES NATIONALES DE L'EEDD

Les Rencontres nationales de l'EEDD 2015 se sont déroulées du 3 au 5 novembre au centre CED « La Fontaine d'Annibal », à Buis-les-Baronnies dans la Drôme, et ont accueilli une centaine de participants. Co-organisées pour la première fois avec les Francas, ces rencontres avaient pour thématique centrale les changements climatiques.

Elles ont débuté par des sorties « découverte du milieu » animées par le centre, avec notamment la visite du village de Buis-les-Baronnies et de l'Institut des plantes aromatiques et médicinales. La table ronde d'ouverture sur « les enjeux de la Conférence climat/Paris 2015 » a accueilli Michèle Rivasi, députée européenne et Stéphane Labranche, politologue du climat et membre du GIEC. Ensuite, la journée dédiée à la formation a permis d'aborder de nouvelles thématiques comme « santé et environnement » ou « pratiques d'EEDD et petite enfance ». Enfin, durant la troisième journée, les ateliers ont permis d'approfondir des chantiers en cours, en particulier la refondation de l'école avec le socle commun de connaissances, de compétences et de culture.



COLLECTIFS ET PARTENARIATS

L'Espace national de concertation (ENC) de l'EEDD, qui regroupe les représentants des ministères, des collectivités territoriales, des entreprises et des associations, contribue au développement d'une culture commune pour l'éducation à l'environnement et au développement durable. En 2015, à l'occasion de la Conférence climat/Paris 2015 (COP 21), l'ENC a produit un « cahier d'acteur », présentant son action en faveur de l'éducation à l'environnement et au développement durable et des solutions pour lutter contre le changement climatique.

Le CFEEDD (Collectif français pour l'éducation à l'environnement vers un développement durable): plate-forme regroupant près de 30 organisations de la société civile (associations de protection de la nature, mouvement d'éducation populaire et de jeunesse, syndicats d'enseignants, etc.). Il œuvre en faveur du développement de l'éducation à l'environnement et à sa reconnaissance en tant que véritable projet pédagogique pour l'ensemble de la société.

La Fête de la nature: association qui organise chaque année en mai (du 20 au 24 mai en 2015) un événement éponyme permettant au public de (re)découvrir la nature et sa biodiversité. Des manifestations gratuites sont proposées dans toute la France par des professionnels et des bénévoles. Depuis 2011, la Ligue fait partie des 50 partenaires de cette fête désormais internationale, créée à l'initiative du comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et du magazine *Terre Sauvage*.

La PFCE (Plate-forme pour le commerce équitable): en tant que membre de ce collectif français de concertation et de représentation des acteurs du commerce équitable en France, la Ligue partage non seulement les valeurs de solidarité et d'équité pour un commerce international responsable, mais promeut aussi l'achat et la consommation durables (bio, local, équitable), notamment à l'occasion de la Quinzaine du commerce équitable, organisée du 9 au 24 mai 2015.

Le Comité 21 (Comité français pour l'environnement et le développement durable): créé pour faire vivre en France l'Agenda 21, le Comité 21 mobilise des décideurs publics, privés, associatifs, au sein des différentes composantes de la société française. Fort de son expérience d'accompagnement

des Agendas 21 de territoires depuis 1994, le Comité 21 conduit aujourd'hui un programme d'éducation au développement durable axé sur les Agendas 21 scolaires (ou E3D). Il a créé le site portail des Agendas 21 en France où, en 2015, huit fédérations départementales de la Ligue et le centre confédéral y ont référencé leurs Agendas 21 associatifs.

De l'Éthique sur l'étiquette : né de la préoccupation convergente de plusieurs organisations (ONG, syndicats, associations de consommateurs) concernant l'amélioration de la qualité sociale des produits offerts sur le marché national, le collectif de l'Éthique sur l'étiquette permet une prise de conscience élargie des citoyens visant à favoriser l'action des acteurs économiques en faveur de l'amélioration des conditions de travail dans les pays du Sud où ils opèrent. Première avancée historique, le 31 mars 2015, lorsque l'Assemblée nationale a adopté en première lecture la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordres. L'objectif: que les grandes entreprises françaises portent légalement la responsabilité des violations des droits humains et des dommages environnementaux provoqués par leurs activités ou par celles de leurs filiales, sous-traitants ou fournisseurs à l'étranger.

F3E (Fondation pour l'éducation à l'environnement en Europe): la Ligue est partenaire du programme Jeunes reporters pour l'environnement qui permet aux jeunes de 12 à 20 ans de réaliser un reportage sur une problématique locale de développement durable et de proposer des solutions concrètes pour y répondre. 2 nouveautés en 2015: le programme a été ouvert aux étudiants et une catégorie spéciale « Paris Climat 2015 » a été créée.

Agir pour l'environnement: association de mobilisation citoyenne en faveur de l'environnement, elle organise chaque année le « Jour de la nuit », événement dont la Ligue est partenaire. Ce dernier a pour objectif de faire redécouvrir le plaisir du ciel étoilé et de sensibiliser à la protection de la biodiversité nocturne en luttant symboliquement contre la pollution lumineuse. En 2015, la Ligue s'est également associée à la campagne « Voir la vie en bio » militant pour une alimentation de proximité issue de l'agriculture biologique dans la restauration collective.

COP 21

«Our Life 21, pour un futur durable et désirable » est une campagne multipartenariale de sensibilisation aux changements climatiques. Sur la base d'un jeu, Our Life 21 propose d'imaginer nos modes de vie en 2050. En décryptant les enjeux du changement climatique, il s'agit de favoriser l'imagination et l'expression de choix collectifs pour faire évoluer nos pratiques quotidiennes. Créée en 2014, cette campagne est animée par l'association 4D, et regroupe Les Petits Débrouillards, le CFSI, PrioriTerre et la Ligue de l'enseignement.

La Ligue a développé pour son réseau un kit pédagogique pour les jeunes et une boîte à outils « climat ». 4 formations d'animateurs et 25 ateliers ont été conduits en 2015 à l'attention de 400 jeunes : volontaires en service civique, élèves de lycées agricoles, enfants de centres de loisirs, jeunes suivis par un espace d'insertion, membres de Juniors Associations... Vidéos, dessins, récits et poèmes, fresques... ont été produits lors de ces ateliers et sont diffusés sur le site http://ourlife21.org.

La Ligue de l'enseignement a également été partenaire de la Fondation de l'écologie politique pour la réalisation de deux vidéos d'animation « Le climat fait son cinéma » et « Tous acteurs du climat ».



UN SERVICE ENTIER P⊕UR L'ÉDUCATION À L'ENVIR⊕NNEMENT ET LA F⊕RMATION DU CITOYEN

La Ligue de l'enseignement de la Loire compte un service dédié aux questions d'éducation à l'environnement et au développement durable. Une priorité politique souhaitée il y a près de 20 ans...

La Ligue de l'enseignement de la Loire (42) a mis en place en 1998 un service Éducation Environnement Développement durable (EEDD). Inspiré du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992, ce service est né de l'intuition que l'EEDD est « l'une des actions prioritaires pour éduquer le citoyen tout au long de sa vie », comme l'explique Pierre-Alain Larue, directeur du service.

Depuis les 35 premières classes accompagnées l'année de sa création, le service a pris de l'ampleur. Aujourd'hui, sept salariés mettent en œuvre ses principaux objectifs: accompagner enseignants, collectivités et associations dans leurs projets EEDD, créer des outils pédagogiques gratuits, et former « pour rendre les futurs citoyens responsables et solidaires ». Trois animateurs, deux chargés de mission, un coordinateur pédagogique et un directeur assurent le suivi pédagogique.

En 2015, 220 classes de primaire et collège ont pu être accompagnées. Et plus de 700 interventions ont été réalisées à travers le département, dans les classes ou sur le terrain. Le service a également développé des formations pour les collectivités, associations et le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).

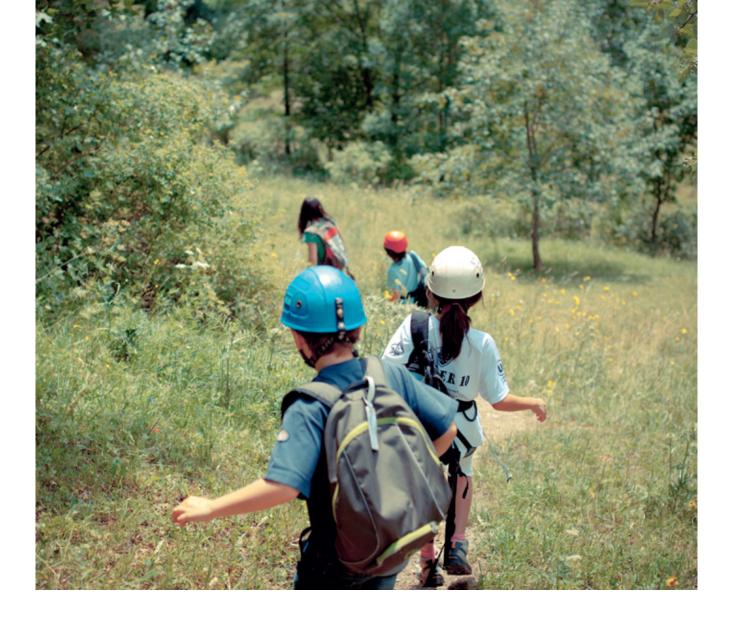
La Ligue 42 a pu aussi poursuivre le déploiement d'ExpLoire@cteurs, un dispositif construit en partenariat avec l'Éducation nationale. Composé d'un carnet de découverte pour l'élève, d'un guide pédagogique, d'un site Internet et de formations pour les enseignants, ce kit pédagogique permet d'approfondir ses connaissances sur la Loire et les liens qui unissent les habitants au fleuve. Une centaine de

classes du département travaille désormais chaque année sur ce projet.

DÉCOUVRIR NOS FLEUVES, ET S'EMPARER DES ENJEUX LIÉS À L'EAU

«Fleuves Grandeur Nature (FGN)» a été la grande innovation du service EEDD en 2015. Qu'est-ce qu'un bassin versant? En quoi les habitants et les activités locales d'un fleuve sont-ils liés ? « Il n'existe actuellement pas d'outils proposant une vision globale de ce territoire », souligne Pierre-Alain Larue. Le projet collaboratif FGN permettra ainsi la création de fresques grandeur nature des bassins versants de huit fleuves européens (Loire, Seine, Garonne, Rhône, Meuse, Escaut, Tibre, Volturno), et d'une malle pédagogique. Validé en 2014 dans le cadre d'un projet Erasmus+ et prévu jusqu'en 2017, le projet FGN a été lancé en 2015, avec Solidarci (Italie) et la Ligue de l'enseignement de Belgique. La Ligue de l'enseignement nationale aide le service à tisser des liens avec de nouveaux partenaires (Ligue de protection des oiseaux, Union nationale des centres permanents d'initiatives pour l'environnement). « Avec FGN, nous voulons que chaque citoyen puisse se réapproprier et préserver son territoire »: ce projet pourra être développé aux côtés des enseignants, élus, éducateurs, formateurs et animateurs, mais aussi par le grand public.

www.laligue42.org



PARTENARIATS EUR®PÉENS

Fleuves Grandeur Nature

Dans le cadre du programme européen Erasmus+ (éducation/ formation), la Ligue de l'enseignement de la Loire développe le projet «Fleuves Grandeur Nature» (lire le zoom) qui concerne l'Italie, la Belgique et la France et 8 fleuves (bassins versants), dont 6 en France. Les outils développés, spécifiques aux 6 bassins versants (Loire, Rhône, Seine, Garonne, Meuse et Escaut), permettent de découvrir ces milieux aquatiques et ces territoires de vie bien spécifiques. La Ligue de l'enseignement nationale et plusieurs fédérations et centres CED sont associés à ce projet. L'UNCPIE (Union nationale des centres permanents d'initiatives pour l'environnement), la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) et Surfrider Foundation sont également partenaires.

Jeu en extérieur et développement durable dans les structures éducatives

Financé dans le cadre du programme européen Erasmus+, ce projet vise à expérimenter la «Boîte à jouer», remplie d'objets disparates issus du recyclage ou de la récupération. L'expérimentation s'est déroulée dans une école élémentaire et un accueil de loisirs en France, et dans une crèche en Espagne. L'objectif du partenariat, outre le transfert de compétences, est de mesurer les impacts de ce dispositif pédagogique dans chaque site afin de l'adapter aux contextes territoriaux et d'évaluer sa pertinence dans la construction et le développement de l'enfant.

6 organisations coopèrent au projet : Children's Scrapstore, créateur anglais du dispositif, l'association Jouer pour vivre qui accompagne l'expérimentation dans l'école française, la Ligue de l'enseignement, qui suit le projet dans l'accueil de loisirs, et la coopérative Encis du côté espagnol. Deux organismes de recherche sont également de la partie : l'université Paris 13 pour la France et la Fondation Ferrer Guardia pour l'Espagne.

En 2015, une première réunion transnationale s'est tenue à Bristol où les partenaires ont visité des écoles ayant mis en place le dispositif. Une formation, animée par le partenaire anglais, a également été organisée à Paris à l'attention des accompagnateurs du dispositif sur les trois sites pilotes.



LAÏCITÉ

Jamais le mot « laïcité » n'aura autant fait parler de lui qu'en cette tragique année 2015. Il a même été élu mot de l'année par un jury de spécialistes dans le cadre du Festival du mot, organisé à la Charité-sur-Loire (Nièvre)... Mais il fait aussi, et surtout, l'objet de récupération politicienne, semant le trouble quant à sa définition et ses fondements.

Les Français, dans leur grande majorité (84%), estiment la laïcité importante, voire essentielle, comme l'indiquent les résultats du sondage du Comité national d'action laïque, rendus publics le 9 décembre. Mais ils sont aussi 81 % à l'estimer en danger. Ajoutons à cela un constat inquiétant : ils sont nombreux (environ 75%) à réclamer une neutralisation, voire une éradication de toute manifestation religieuse, chez les usagers des services publics et les salariés des entreprises privées. Ces exigences liberticides sont contraires à la liberté de conscience posée par la loi de séparation de 1905. D'où l'importance des actions menées par les mouvements d'éducation populaire tels que le nôtre pour expliquer ce qu'est véritablement la laïcité, et comment elle peut se vivre au quotidien. Il est nécessaire de mettre en œuvre une véritable pédagogie de la laïcité. C'est ce que nous nous employons à faire, au travers de nos sites Internet dédiés à la laïcité, de nos formations militantes, des réflexions portées par nos cercles Condorcet, ou encore des manifestations que nous organisons. 2015 a d'ailleurs été riche en événements. Dans le cadre des 150 ans de la Ligue notamment où plusieurs colloques ont été organisés. « Laïcité : des combats fondateurs aux enjeux d'aujourd'hui », en octobre à Paris, a été le plus emblématique.

LE COMITÉ NATIONAL LAÏCITÉ

Composé d'une soixantaine de membres, le CNL rassemble les divers courants du mouvement laïque. Les principaux chercheurs sur la laïcité en font partie, notamment des membres du Groupe sociologies religions laïcités (GSRL) et de l'Institut européen en sciences des religions (IESR) dont le comité scientifique compte un représentant de la Ligue. Une veille documentaire permet au CNL de suivre et d'analyser les principaux événements,

politiques et intellectuels, dans ce domaine. Ses membres sont sollicités ponctuellement pour produire des articles ou intervenir dans les fédérations départementales de la Ligue. Un groupe de travail «laïcité/diversité» a été constitué en 2015 autour de la charte «La diversité est une force pour la République» signée par 200 personnalités et associations. Le site dédié http://pourladiversite.fr/ a quant à lui été refondu.

TROIS SITES DÉDIÉS À LA LAÏCITÉ

- www.laicite-laligue.org est un site ressources qui propose 600 documents présentés dans le cadre d'une vingtaine de thématiques (loi de 1905, question scolaire, faits religieux, question des sectes, laïcité en Europe, liberté d'expression et droit au blasphème...). Créé il y a 10 ans, ce site a fait l'objet d'une refonte complète en octobre 2015.
- www.laicite-educateurs.org a été créé en 2007 par les Francas, les Ceméa et la Ligue de l'enseignement. Sa ligne éditoriale consiste à traiter des questions concrètes – plus d'une centaine – qui se posent dans la vie quotidienne en apportant des réponses précises du point de vue légal et du point de vue des bonnes pratiques. Ce site a lui aussi été complètement restructuré en décembre 2015.
- http://blogs.mediapart.fr/edition/laicite est un blog créé sur Mediapart en 2009, dont l'objectif est le suivi de l'actualité laïque tout en participant de la communauté politiconumérique générée par Mediapart. Le blog compte aujourd'hui plus de 300 articles. Les consultations ont sensiblement augmenté en fin d'année, suite au colloque « La laïcité: des combats d'hier aux enjeux d'aujourd'hui », organisé en partenariat avec Mediapart.

FORMATIONS MILITANTES

Cinq formations de deux jours ont été mises sur pied dans le cadre du Plan national de formation de la Ligue. Ces formations, qui ont touché une centaine de stagiaires (salariés, élus et bénévoles de la Ligue), portaient sur trois champs (la laïcité, le genre et l'éducation populaire): Laïcité et mobilisation militante (20 et 21 janvier) ; Formation de formateurs sur le genre (17 et 18 mars) ; Les fondamentaux de l'éducation populaire (19 et 20 mai) ; Aborder la thématique du genre avec des enfants et des jeunes (9 et 10 juin) ; Formation de formateurs sur la laïcité (15 et 16 septembre).

GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Le groupe est composé d'une dizaine de chargés de mission de la Ligue et de membres mandatés par certaines fédérations départementales (Tarn et Seine-Saint-Denis). En 2015, il a travaillé plus particulièrement avec le Haut Conseil à l'égalité, où la Ligue est représentée, sur la question des droits sexuels et reproductifs... Il a également développé des relations avec le monde associatif féministe, principalement avec le Planning familial et Osez le féminisme en mettant en place des formations pour les bénévoles, salariés et élus de notre réseau, et en travaillant plus globalement sur la prise en compte de la lutte contre les inégalités femmes-hommes dans nos actions.

CERCLES CONDORCET

Une quarantaine de cercles Condorcet sont aujourd'hui actifs. Du petit groupe travaillant surtout avec des élus des fédérations départementales aux cercles plus importants reconnus dans l'espace public, leurs formes sont variées. Un annuaire recensant ces différents cercles a été créé. Une Conférence des présidents des cercles est présidée par Michel Cabirol, ancien président du cercle de Paris. Un comité de liaison composé de dix membres est chargé de suivre et de mettre en œuvre les recommandations de la conférence. Les regroupements et concertations locales ou régionales entre cercles sont encouragés.

••••••

LE JOUR DE LA LAÏCITÉ – 9 décembre

Le 9 décembre correspond à l'anniversaire du vote de la loi de séparation entre l'Église et l'État de 1905. Ce jour est un moment fort d'affirmation des principes et valeurs laïques portés par notre mouvement. Chaque année, des fédérations départementales de la Ligue organisent des événements à cette occasion: conférences-débats, projections de films, plantation d'arbres de la laïcité... Des collectifs d'associations laïques sont sollicités dans chaque département pour participer à ces activités.

LE JOUR DE DARWIN – 12 février

Cette journée se réfère au jour anniversaire de la naissance de Charles Darwin, le 12 février 1809. Depuis 2006, la Ligue est associée aux initiatives organisées autour de cet événement, le « Jour de Darwin ». Elle s'appuie notamment sur l'Institut Charles Darwin international, dont l'objectif est de faire connaître, partout dans le monde, la théorie scientifique de l'évolution. Cet institut, chargé de la traduction de référence des œuvres complètes de Darwin, est affilié à notre fédération du Tarn. En 2015, la Ligue, avec l'Union rationaliste, la Ligue des droits de l'Homme, et la Fédération nationale de la libre pensée ont organisé, au siège de la Ligue à Paris, une conférence-débat sur la théorie scientifique de l'évolution et les dérives créationnistes, avec Olivier Brosseau, docteur en biologie, spécialisé en édition et en communication scientifique. Cette conférence a été intégralement filmée et est disponible sur laicite-laligue.org.

COLLOQUES AVEC LES ASSOCIATIONS HISTORIQUES

Aux côtés de l'Union rationaliste, de la LDH, de la Libre pensée et du Grand Orient de France, la Ligue a organisé plusieurs colloques à Paris:

- « Laïcité et libertés publiques », le 21 mars. Les contributions des personnalités présentes (Jean Baubérot, Claire Serre-Combe, Jean-Louis Bianco, Philippe Portier...) ont été publiées dans des actes.
- «La fin de vie », le 20 juin.
- « Défense de la loi de 1905 », le 5 décembre: meeting qui a rassemblé pas moins de 1500 personnes.



PASSEP●RT CITOYEN, SUR LES TRACES DE LA LAÏCITÉ

Depuis 10 ans, la Ligue de l'enseignement de l'Hérault anime une classe de découvertes autour des thématiques « patrimoine », « histoire » et « laïcité ». Un parcours citoyen qui permet aux jeunes de découvrir le centre-ville de Montpellier, son histoire et ses institutions. Le 9 décembre 2015, ce dispositif a été récompensé d'une mention spéciale à l'occasion du Prix de la laïcité de la République, décerné par l'Observatoire de la laïcité.

« Passeport citoyen, sur les traces de la laïcité » est une classe de découvertes1 sans hébergement créée par la Ligue de l'enseignement de l'Hérault en 2005, à l'occasion de la célébration du centenaire de la loi de 1905. Elle est proposée aux élémentaires et aux collèges des différents quartiers de Montpellier, dont certains dits « de relégation ». Neuf classes, soit 230 élèves, en ont bénéficié en 2015.

Le passeport prend la forme d'un carnet de 12 pages, remis aux élèves lors de la première séance qui se déroule en classe. Les enseignants, eux, disposent d'un livret pédagogique qui précise le déroulement et les objectifs du projet, notamment « aborder un thème souvent mal perçu et, aujourd'hui, victime de simplifications: celui de la religion et donc celui de la laïcité». La Ligue de l'Hérault donne également accès à une base de documents (ouvrages, images...) pour préparer les élèves en amont des visites.

Celles-ci sont conçues comme un voyage. Les jeunes vont découvrir des lieux symboliques, parfois insolites, souvent inconnus, qui ont façonné le territoire montpelliérain. Ce parcours citoyen permet de montrer l'histoire contrastée de la ville, où pouvoir religieux et pouvoir civil se sont souvent affrontés, jusqu'à la mise en œuvre de la loi de 1905. Par exemple, au Mikvé (bain rituel juif) et à la faculté de

médecine, les élèves enquêtent sur les origines de la ville et sa période médiévale: guerres religieuses entre catholiques et protestants, discriminations subies par les populations juives et musulmanes, mais aussi progrès de la médecine grâce aux savoirs de nombreux professeurs venus de l'étranger... « C'est important de s'approprier ces lieux publics, synonymes de démocratie et de justice », souligne Valérie Dromard, directrice du secteur vacances de la Ligue 34.

Le 9 décembre 2015, le Passeport citoyen de la Ligue de l'enseignement de l'Hérault a reçu une mention spéciale de l'Observatoire de la laïcité lors de la remise du Prix de la laïcité de la République. Une reconnaissance pour la fédération qui, grâce à ce projet, peut « montrer concrètement ce qu'est la laïcité. Notre devise et les valeurs de la République disent bien la nécessité de s'accepter les uns les autres, de vivre en harmonie. La cohésion des enfants quelles que soient leurs origines est possible!» rappelle Valérie Dromard.

www.laligue34.org

(1) Quatre jours consécutifs, ou huit demi-journées tout au long de l'année en fonction des demandes des enseignants.

PRIX DE LA LAÏCITÉ DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – 9 décembre

Remis par l'Observatoire de la laïcité dans le cadre d'un colloque organisé à la BNF, ce prix a récompensé l'école d'art Brassart de Tours. Une des quatre « mentions spéciales » décernées par les membres du jury a été attribuée à la Ligue de l'enseignement de l'Hérault pour la réalisation d'un parcours citoyen intitulé « Passeport citoyen, sur les pas de la laïcité ». Une exposition virtuelle accompagnait le colloque et la remise du Prix. Cette exposition est disponible sur le site de la BNF.

REVUE « DIASPORIQUES. CULTURES EN MOUVEMENT »



Créée en 2008, cette revue trimestrielle est publiée avec l'association Diasporiques. C'est une revue européenne dédiée au dialogue interculturel, à la rencontre entre les cultures territoriales et les cultures diasporiques, qui représentent respectivement 90 % et 10 % de l'humanité. Elle propose des articles de fond, de nom-

breux débats, des poèmes, des recensions de livres et de revues, une rubrique culinaire, des chroniques et même des mots croisés thématiques. La liberté d'expression, « médecine et laïcité », « l'empathie », la naissance de la culture humaine sont quelques-uns des thèmes traités en 2015. Avec 580 abonnés, la revue est tirée à 1200 exemplaires.

www.diasporiques.org

LUTTER CONTRE LES PRÉJUGÉS

La Ligue de l'enseignement de Basse-Normandie développe diverses formations d'éducation à l'égalité et à la diversité. En 2015, elle est notamment intervenue à Caen auprès d'adultes incarcérés et de jeunes en apprentissage.

À la suite des attentats de janvier 2015, les établissements pénitentiaires ont obtenu quelques crédits pour mener en interne des actions citoyennes auprès des détenus. Dans cette optique, la maison d'arrêt de Caen a sollicité la Ligue de l'enseignement de Basse-Normandie. Beaucoup d'inscrits pour peu de reçus. Seulement huit hommes et sept femmes ont pu bénéficier des ateliers portant sur la lutte contre les préjugés et discriminations. Avec les femmes, Frédérique Venturelli, formatrice et chargée des actions éducatives à la Ligue de Basse-Normandie, note « une sorte de consensus sur les questions d'égalité. L'acceptation de l'autre va plutôt de soi ». Les échanges étaient sereins. Finalement, les ateliers ont davantage permis à ces femmes d'élargir leurs connaissances. « Certaines, studieuses, venaient munies de cahiers et de stylos pour prendre des notes. » Du côté des hommes, les discussions ont été « plus musclées » et portaient sur l'égalité hommes/femmes, et la place de cellesci dans la société. « Là, le travail de déconstruction des préjugés a été beaucoup plus important...»

400 ÉLÈVES SENSIBILISÉS

Au cours de l'année, Frédérique Venturelli est aussi intervenue auprès d'une centaine d'apprentis – CAP, BEP et bac pro – au Centre interprofessionnel de formation de l'artisanat du Calvados (Cifac) situé à Caen. Une demi-

journée par classe pour aborder le respect de l'autre, de ses différences, et le multiculturel.

Pour mener ses ateliers, elle compose et crée ses propres outils pédagogiques. Elle s'inspire notamment de l'exposition la Fabrique de la paix (lire page 32), du parcours éducatif « citoyenneté » initié par la Ligue du Val-de-Marne, ou encore de jeux de rôles imaginés au fil du temps. « Avec les jeunes, l'objectif est de travailler leur sens critique, de développer un vocabulaire commun en définissant ensemble des termes : qu'est-ce qu'un préjugé ? Qu'est-ce qu'un stéréotype ?... On travaille aussi leur capacité à identifier des mots, des expressions, des comportements discriminatoires », précise Frédérique.

D'autres actions de sensibilisation sont menées dans l'établissement. La Ligue organise notamment, une fois par an, la diffusion d'un court-métrage suivie d'un débat sur le thème des discriminations en présence de 200 élèves. Et une centaine d'autres, en bac pro et BTS, ont participé pour la première fois cette année à un atelier sur la laïcité à la demande de leurs professeurs, très investis sur la question. Des actions certainement reconduites en 2016... sans compter qu'un nouveau projet autour de la laïcité, mené avec les Ceméa, devrait également voir le jour prochainement.

www.laliguebn.org

ES 150 ANS DE LA L!GUE



L'année 2016 sera marquée par les 150 ans de la Ligue dont le congrès à Strasbourg constituera le temps fort. Au-delà de la commémoration de la fondation de notre mouvement, cette date anniversaire est l'occasion de réaffirmer l'identité culturelle de la Lique comme mouvement d'éducation populaire tourné vers l'avenir et de mettre en valeur son action au cours de ces 150 ans d'histoire.

Les festivités ont débuté en 2015 avec au programme de nombreuses manifestations nationales et locales portées par nos fédérations.

1 SITE INTERNET

Créé en 2015, le site Internet dédié aux 150 ans présente l'ensemble des événements organisés par la Ligue confédérale et ses fédérations. Le site dispose également d'une partie « Médiathèque » qui regorge d'archives (portraits, photos, témoignages...). Basé sur la collaboration, le site invite les personnes possédant des archives à les envoyer via un

http://150ans-laligue.org

3 OUVRAGES

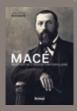
• La Ligue de l'enseignement



Dirigé par Pierre Tournemire, vice-président de la Ligue, ce livret, dans l'esprit d'un « Que sais-je », est richement illustré et offre une présentation simple et claire de la Ligue de l'enseignement. Il montre comment son histoire se conjugue avec celle des principales évolutions de la société et comment, depuis sa fondation en 1866, la

Ligue est restée fidèle à l'humanisme laïque que portent ses fédérations et ses associations.

• Jean Macé, militant de l'éducation populaire



Signée Jean-Michel Ducomte, président de la Ligue, cette biographie (éditions Privat) reconstitue la démarche personnelle de Jean Macé, spiritualiste mais anticlérical convaincu, ainsi que son activité militante au service de l'éducation populaire.

• Pour un enseignement laïque de la morale



Une réflexion sur l'éthique à l'école, portée par Guy Coq de l'association Confrontations et Éric Favey de la Ligue de l'enseignement. L'ouvrage décrit les enjeux, les fondamentaux et les grandes lignes de ce que devrait être l'enseignement civique et moral à l'école. Il propose aussi une dizaine de contributions de Jean Baubérot, Marcel Gauchet ou Jean-Paul Delahaye...

3 COLLOQUES

• «Avec le peuple, quatre engagements militants »

Ce colloque s'est tenu le 26 mai à Paris au lycée d'État Jean Zay en collaboration avec les Centres sociaux, ATD Quart Monde, les équipes du site www.pierrebrossolette.com et l'association des Amis de Jean Zay. Il a rendu hommage à quatre grandes figures de la République: Jean Zay, Germaine Tillion, Geneviève de Gaulle-Anthonioz et Pierre Brossolette, panthéonisés en mai 2015.

• «La Lique et la pluralité culturelle – du folklore à la diversité »

La pluralité culturelle, thème de réflexion cher à la Ligue, a fait l'objet d'un séminaire interne les 6 et 7 juillet au CISP Ravel à Paris. L'occasion de découvrir les parcours de trois militants des cultures populaires : Paul Delarue, Pierre-Jakez Hélias et Guy Gauthier. Et de revenir sur certaines actions culturelles de notre mouvement: Festival du film arabe de Fameck-Val de Fensch et festival Cultures aux cœurs de Montignac, travaux des Ligues de l'enseignement de Nouvelle-Calédonie et de La Réunion, Charte pour la diversité, revue Diasporiques. Cultures en mouvement.

• « La laïcité, des combats fondateurs aux enjeux d'aujourd'hui »







Événement phare du programme des 150 ans, ce colloque avait pour objectif de présenter l'étendue et la complexité des enjeux auxquels la laïcité est confrontée aujourd'hui. Il a réuni à Paris plus de 350 personnes venues écouter et débattre avec chercheurs, universitaires et acteurs de terrain. L'historien Jean-Paul

Martin, le journaliste Edwy Plenel et l'universitaire Frédérique de La Morena ont introduit le colloque. La Ligue a ensuite souhaité mettre en débat quatre grands défis contemporains : La laïcité face aux défis des religions; Éducation et laïcité; Féminisme, genre et laïcité; La laïcité et la cause du peuple. Toutes les interventions filmées sont disponibles sur le site des 150 ans. Des actes seront publiés en 2016.

LA LIGUE ET LE CINÉMA ÉDUCATEUR



Un programme dédié au cinéma éducateur a été développé pour montrer l'importance du travail d'initiation, de formation et d'éducation à l'image réalisé au cours des dernières décennies par les animateurs du réseau cinéma de la Ligue. Ce programme comprenait:

- l'édition du livre *Le Cinéma* éducateur laïque de Pascal Laborderie:
- le colloque « La Ligue française de l'enseignement et le cinéma ou l'éducation cinématographique dans le réseau de l'UFOLEIS (1945-1989) » que Pascal Laborderie a animé le 13 novembre à l'INHA et le 14 novembre au Timhotel du Palais Royal;
- une sélection de films ayant marqué l'histoire des cinéclubs au travers de courts et longs métrages et d'une programmation spécifique dédiée à Jean Zay, «initiateur du Festival de Cannes, et militant de la liberté d'expression».

HOMMAGE À JEAN ZAY

L'entrée de Jean Zay au Panthéon le 27 mai 2015 a été l'occasion pour la Ligue de mettre en lumière son action pour l'éducation populaire au travers d'un double DVD. Le premier, « Jean Zay, ministre du cinéma » est un documentaire réalisé par Alain Tyr et Francis Gendron. Il a été projeté aux Archives nationales le 2 juillet 2015 devant près de 150 personnes. Le deuxième documentaire « Jean Zay et l'éducation populaire » est une production Ligue de l'enseignement. Il revient sur le parcours de Jean Zay au sein de notre mouvement à partir des années 30 et son soutien actif à la Ligue tout au long de sa carrière politique. De nombreux témoignages et documents d'archive viennent compléter ce double DVD.

LE PRIX DE LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE AVEC LE MONDE

La Ligue de l'enseignement et le quotidien *Le Monde* se sont associés pour décerner un Prix de la recherche universitaire récompensant une thèse faisant appel à l'une des trois valeurs fondatrices de la Ligue: l'éducation, la laïcité ou la citoyenneté. Ce prix a été décerné, le mercredi 18 novembre 2015, à l'auditorium du *Monde*, à Étienne Pingaud pour sa thèse: «L'implantation de l'Islam dans les "quartiers". Contribution à l'analyse du succès d'une offre symbolique ».

LES 150 ANS DANS NOTRE RÉSEAU

Certaines fédérations départementales de la Ligue ont célébré les 150 ans du mouvement en même temps que leur propre anniversaire. En Loire-Atlantique, la campagne «Aux actes citoyen-ne-s» a marqué les 80 ans de la fédération. À Rennes, un grand banquet républicain a rassemblé 400 personnes à l'occasion des 90 ans de la fédération : engagement associatif et justice sociale étaient à l'honneur avec une participation de Christiane Taubira, ancienne ministre de la Justice. En Vendée, l'événement a été célébré avec 600 élèves de primaire à l'occasion du cross Usep le 9 décembre à La Roche-sur-Yon. Le même mois, la Ligue du Nord-Pasde-Calais organisait ses Semaines départementales de la laïcité, du 7 au 12, autour d'animations diverses (colloques, rencontres, café-philo, actions culturelles...).

L'Usep, de son côté, propose à ses associations et à ses comités de célébrer l'événement à travers des performances dansées créées par les enfants: chorégraphie, enchaînement de GRS ou d'acrosport, arts du cirque... Ces productions, filmées ou photographiées, sont ensuite diffusées sur le site des 150 ans. Un document pédagogique précisant la démarche a été diffusé à l'ensemble du réseau. Il propose en outre un tutoriel pour « écrire » plusieurs mots-symboles en prenant diverses postures, façon acrosport: « Usep », « 150 ans de la Ligue de l'enseignement », « Vivre ensemble », « Laïcité », « Fraternité »...



EUROPE ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le secteur international et affaires européennes de la Ligue de l'enseignement est un centre de ressources pour les fédérations départementales du réseau et les accompagne dans la conduite de projets européens et/ou internationaux (connaissance des dispositifs et des financements, montage des dossiers, recherche de partenaires). La Ligue est présente dans un certain nombre de collectifs européens et internationaux pour peser sur les décisions et les politiques nationales, européennes et internationales, en matière d'éducation, de solidarité internationale, de citoyenneté et de construction européenne. Reconnaissance du statut de l'association européenne, défense de la laïcité comme outil du "vivre ensemble", reconnaissance de l'importance de l'éducation formelle et non formelle, défense d'une construction européenne respectueuse de tous dans les organes de décision et d'élaboration des politiques publiques... c'est ce que nous portons dans les différents collectifs à l'échelle européenne. Au niveau international, nous défendons une éducation pour tous dans le monde, dans le cadre des Objectifs de développement durable. En 2015, nous nous sommes impliqués dans l'action de la société civile pour faire du nouveau programme Erasmus+ un outil au service des jeunes et des adultes, favorisant les échanges éducatifs et interculturels. Nous avons également contribué au développement d'une coordination européenne très large de la société civile « Civil society Europe » pour agir en citoyens d'Europe.

Au cours de l'année 2015, le centre confédéral a coordonné ou contribué à plusieurs projets européens, en y associant certaines fédérations départementales:

- éducation aux médias, lutte contre le discours de haine en ligne, avec le projet PRISM, avec les fédérations 34, 58 et 75 (www.prismproject.eu);
- reconnaissance des compétences non-formelles acquises par les jeunes dans le cadre d'un engagement associatif, via le projet GREAT (www.great.eu);
- éducation au développement durable, à travers un jeu libre
 "Jeu en extérieur et développement durable dans les structures éducatives" avec la fédération des Yvelines;
- immigration et droits sociaux dans une Europe en crise, à travers le projet "périphéries et démocratie européenne" avec la Ligue Nord-Pas-de-Calais;
- engagement des volontaires à l'étranger via « IVO4 ALL », aux côtés des Ligues de Bourgogne, de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Ces projets ont reçu le soutien de l'Union européenne via les programmes Erasmus+ et « Europe pour les citoyens ».

Allemands de s'engager pendant 12 mois dans une structure associative de l'autre pays. En France, huit associations de notre réseau ont accueilli des volontaires allemands en 2015/2016 et le même nombre de jeunes sont partis en Allemagne.

CHANTIERS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE – DISPOSITIF JSI/VVVSI

En 2015, la Ligue de l'enseignement a parrainé une quarantaine de **chantiers de solidarité internationale** dans le cadre des dispositifs JSI et VVVSI («Jeunesse, solidarité internationale» et « Ville, vie, vacances solidarité internationale») gérés par le Fonjep. Ces chantiers sont l'occasion pour de jeunes Français de participer à un échange interculturel avec des jeunes d'un autre pays. L'action peut concerner une construction, un aménagement, une activité éducative, culturelle ou sportive... Le chantier se déroule à l'étranger (dans un pays en développement) ou en France lorsqu'il s'inscrit dans une démarche de réciprocité (avec l'accueil de jeunes étrangers).

LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES



La Ligue de l'enseignement est partenaire de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (Ofaj) qui, depuis sa création en 1963, promeut les échanges de jeunes et d'acteurs de la jeunesse. Ainsi, le secteur international gère l'ensemble des demandes de financement des projets franco-allemands du réseau de la Ligue et peut être sollicité pour apporter un soutien pédagogique à

l'organisation des rencontres. En 2015, 30 rencontres francoallemandes, sportives, culturelles et socioprofessionnelles ont été soutenues, dont deux séjours linguistiques Tandem (apprentissage linguistique mutuel et réciproque).

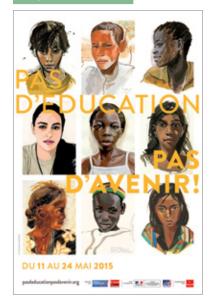
Par ailleurs, le centre confédéral invite régulièrement les professionnels de la jeunesse à participer à des formations sur la pédagogie de la rencontre afin de leur permettre d'initier et d'accompagner l'apprentissage interculturel et linguistique lors des rencontres de jeunes. En 2015, la Ligue a notamment co-organisé avec la fédération allemande pour l'éducation artistique et culturelle des jeunes (BKJ), la Fondation de la Saxe pour la jeunesse et la Fondacia Arte-Ego de Pologne, le séminaire « Participer – tout un art ». De la même manière, des réunions de porteurs de projet sont mises en place, afin de favoriser l'échange entre organisateurs de rencontres bi ou trinationales ainsi que le développement de nouveaux partenariats transfrontaliers.

Depuis 2012, la Ligue de l'enseignement, l'Ufolep et l'Usep mettent en place un volontariat franco-allemand, programme basé sur le service civique français et le volontariat international allemand, afin de permettre à des jeunes Français et

SEMAINE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE

Nous avons participé à la 5° Semaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, organisée par la Lifelong Learning Platform, du 1er au 4 décembre 2015 au Parlement européen. Son objectif est d'informer et de sensibiliser sur l'éducation tout au long de la vie: validation des acquis de l'expérience, éducation au et par le numérique, rôle de l'éducation dans la promotion des valeurs de tolérance et du « vivre ensemble »...

LA CAMPAGNE « PAS D'ÉDUCATION, PAS D'AVENIR!»



Pas d'Éducation, pas d'Avenir! est une campagne nationale organisée en partenariat avec Solidarité Laïque, et avec le soutien de Milan Presse, du ministère de l'Éducation nationale et de l'Agence française de développement (AFD). Cette campagne est l'occasion de sensibiliser les plus jeunes et le grand public aux réalités de l'éducation dans le monde et aux

inégalités d'accès à ce droit fondamental. Elle permet, grâce à une collecte de fonds réalisée entre les mois de mars et d'août, de financer des projets favorisant l'accès à l'éducation. En 2015, 20 projets portés par des associations, dans 6 pays (Burkina Faso, Madagascar, Mali, Maroc, Myanmar – ex-Birmanie – et Sénégal), ont été sélectionnés. Ils permettent notamment de construire des classes et des bibliothèques, de former des mères éducatrices, ou bien de mettre en place des activités extrascolaires et éducatives.

En 2015, la campagne a bénéficié du parrainage de Titouan Lamazou, navigateur et artiste peintre, auteur du visuel de l'affiche.



Solidarité

MOBILISATION POUR AIDER LES RÉFUGIÉS

En 2015, alors que de nombreux Syriens et Irakiens fuient la guerre, plusieurs pays européens organisent leur accueil. En France, le monde associatif s'est largement mobilisé, à l'image de plusieurs fédérations de la Ligue de l'enseignement.

Le 11 septembre à Paris, 65 Irakiens et Syriens – des familles, des hommes seuls, des mineurs isolés... – sont accueillis au centre d'animation Louis Lumière, un équipement municipal géré par la Ligue de l'enseignement 75.

Pour répondre à cette situation inédite, du matériel est acheté en urgence : des lits pour les bébés, de plus grands frigos pour la cuisine... ou encore des fournitures scolaires pour les quatorze enfants et adolescents intégrés dans les écoles de la ville à la demande de la Ligue de l'enseignement de Paris. De son côté, Solidarité Laïque a offert à chacun d'entre eux un cartable équipé de petits matériels scolaires.

Au centre Lumière, aucun programme n'est imposé. Les réfugiés sont libres de passer la journée à l'extérieur, de découvrir Paris de manière autonome, ou de participer aux différentes activités proposées : apprentissage du français (les cours sont répartis par niveaux; chaque groupe se réunissant deux fois deux heures par semaine), présentation d'un curriculum vitae, sorties dans les bibliothèques et les médiathèques, atelier de danse, initiation au roller pour les plus jeunes... Cette capacité d'adaptation et de mobilisation, on la doit à l'équipe de Louis Lumière, à son expérience dans le domaine de l'animation et à son vaste réseau d'associations affiliées à la Ligue de Paris. « Ce qui est important dans cette situation, c'est de s'entourer de personnes compétentes dans l'accueil des réfugiés car c'est un public avec des problématiques et des attentions particulières. Nous, il faut que l'on soit là en complémentarité avec notre savoir-faire éducatif et culturel », explique Cécile Sajas, coordinatrice du dispositif d'accueil.

DES KITS DE SURVIE COLLECTÉS PARTOUT EN FRANCE

Née en septembre 2015 dans le Var, l'opération Sakasurvie, menée par l'association du même nom, a permis de fournir aux réfugiés des sacs à dos contenant des produits de première nécessité (vêtements, kit hygiène, couverts, denrées non périssables, lampe de poche, timbres, stylos...). La Ligue de l'enseignement du Var a soutenu l'opération en mettant à disposition un minibus ainsi qu'un local de son siège toulonnais pour rassembler les quelque 600 sacs collectés entre septembre et décembre. Même implication de la fédération des Bouches-du-Rhône qui a mobilisé six centres sociaux comme points de collecte. Face à l'importance des dons, la fédération a confectionné des kits Sakasurvie ainsi que de grands sacs de vêtements par âge et par sexe.

La Ligue du Pas-de-Calais, quant à elle, en partenariat avec le Secours Populaire, a coordonné l'opération pour le nord de la France. Une soixantaine de kits et beaucoup de vêtements en vrac ont été collectés dans 12 points du Pas-de-Calais. Le 14 décembre, un spectacle et un goûter de Noël ont également été offerts à des familles hébergées au centre d'accueil Jules Ferry de Calais.

D'autres départements ont participé à cette opération, à l'image des fédérations des Pyrénées-Orientales ou encore de l'Hérault... Solidarité Laïque, de son côté, a lancé un appel aux dons qui a permis de récolter un peu plus de 16 000 euros fin 2015.

www.sakasurvie.eu www.ligueparis.org



COLLECTIFS ET PARTENARIATS

• Solidar: réseau regroupant 60 membres de 27 pays européens. La Ligue est membre du conseil d'administration (trésorerie), et participe aux commissions de travail dans les champs de l'action sociale, de la solidarité internationale et de l'éducation et la formation tout au long de la vie.

www.solidar.org

• Lifelong Learning Platform: fondée il y a 10 ans, cette plateforme (auparavant EUCIS-LLL) est constituée de réseaux européens œuvrant pour l'éducation et la formation tout au long de
la vie (formation professionnelle, universités, étudiants, éducation non formelle, éducation des adultes, associations de jeunesse...). Elle est reconnue par les institutions européennes
comme la "représentation unique" de la société civile organisée
pour l'éducation et la formation tout au long de la vie. La Ligue
en assure la présidence depuis 2013.

www.eucis-III.eu

• Forum civique européen (FCE): réseau de plus de 100 associations des 28 États membres, et au-delà, de l'Europe des 47 du Conseil de l'Europe, le FCE œuvre pour une appropriation civique et populaire de l'Europe en mettant au cœur de son action, et de son dialogue avec les institutions européennes, les questions d'égalité, de solidarité et de démocratie. Nous en assurons la présidence. En 2015, le FCE a célébré ses 10 années d'existence au Conseil de l'Europe et a profité de l'occasion pour mettre en lumière des initiatives citoyennes de soutien aux réfugiés.

www.civic-forum.eu

- Civil Society Europe: coordination regroupant une trentaine d'organisations européennes. Espace d'échanges et de dialogue, elle porte la voix de la société civile auprès des institutions pour influencer les politiques européennes et promouvoir les valeurs d'égalité et de solidarité au sein des États membres. http://civic-forum.eu/dialogue-civil/civil-society-europe
- EAEA (Association européenne de l'éducation des adultes): ce réseau représente l'éducation non formelle des adultes en Europe et compte 116 membres dans 40 pays, ce qui représente plus de 60 millions d'apprenants dans toute l'Europe. La Ligue est membre du conseil d'administration.

www.eaea.org

- France Volontaires: plate-forme des volontariats internationaux d'échange et de solidarité. La Ligue est membre du comité directeur de la plate-forme française.
- Solidarité Laïque: ONG de solidarité nationale et internationale du secteur laïque en France. Nous en assurons la vice-présidence et participons à plusieurs programmes.
- Ligue internationale de l'enseignement, de l'éducation et de la culture populaire: réseau d'associations de la société civile issues de 16 pays dont certains sont francophones, d'autres hispanophones, arabophones ou encore russophones. La Ligue internationale agit dans le champ de l'éducation formelle et informelle et se veut un cadre d'actions communes, de débats et de mutualisation des expériences. Nous en assurons le secrétariat. www.ligue-internationale.laligue.org



SOLIDARITÉ LAÏQUE

Solidarité Laïque réunit 50 organisations françaises (associations, syndicats, mutuelles, coopératives et fondations) qui agissent en France et à l'international. Elle met en œuvre la solidarité et la coopération par une approche spécifique de liens entre l'éducation, le social, l'environnemental, la citoyenneté au Nord comme au Sud, à travers le développement de partenariats d'échanges de savoirs et de compétences, de formations, et de plaidoyers communs. L'objet central de ces échanges est la création de tissus de solidarité internationale non étatique, le renforcement des capacités des acteurs agissant sur les terrains éducatifs et sociaux, l'influence des politiques publiques des mêmes secteurs. Ainsi, Solidarité Laïque et ses membres déploient-ils leurs actions en partenariat avec les sociétés civiles d'Afrique de l'Ouest, d'Asie du Sud, des Caraïbes et d'Amérique latine, d'Europe orientale et du monde arabe et méditerranéen. Cela au bénéfice des populations les plus fragiles : enfants abandonnés ou maltraités, enfants des rues, jeunes chômeurs ou exclus, femmes et mères célibataires, handicapés ; ou de catégories socioprofessionnelles essentielles pour le développement humain : puéricultrices et animateurs sociaux, enseignants, éducateurs spécialisés, formateurs, jeunes entrepreneurs, cadres associatifs et syndicaux...

La Ligue est investie dans trois programmes de Solidarité Laïque :

- Le Prodere-AO (programme d'appui aux réseaux d'éducation en Afrique de l'Ouest, au Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal): cinq réseaux nationaux, réunissant plus de 150 organisations, sont nés de cet appui avec pour objectif d'être des interlocuteurs légitimes des pouvoirs publics. Le programme prend fin en 2016, mais continuera sous un angle plus « politique » pour agir sur l'accès à l'éducation et le rôle de la société civile.
- JAD (Jeunesse, action, démocratie): programme d'appui aux organisations de jeunesse et d'éducation

- populaire au Maroc. Il fait suite au "Programme concerté Maroc" (PCM). Il a permis de renforcer les capacités de la société civile locale (70 organisations) à agir et à dialoguer avec l'État, par la création notamment du Remajec (Réseau marocain jeunesse et de concertation).
- Soyons actifs, actives (Tunisie): la Ligue participe au pôle éducation/animation de ce programme. L'objectif est de développer la société civile tunisienne. La Ligue a participé à une action sur un territoire « rurbain » visant à créer une dynamique de jeunesse pour transformer le quotidien. Un chantier de jeunes franco-tunisiens est venu renforcer le projet.

5 PROGRAMMES COLLECTIFS ET PLURIANNUELS D'AMPLEUR, SUR 5 ZONES GÉOGRAPHIQUES.

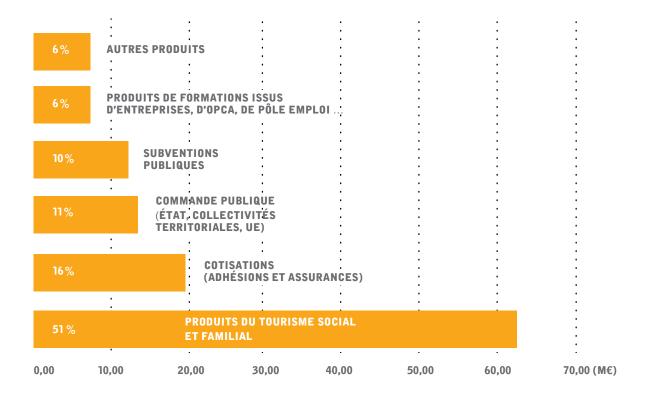
PLUS DE 500 ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CONCERNÉES DIRECTEMENT PAR LA COOPÉRATION DE SOLIDARITÉ LAÏQUE. PLUS DE 30 000 JEUNES ET ENFANTS DANS LE MONDE CONCERNÉS DIRECTEMENT ET INDIRECTEMENT PAR LES PROGRAMMES DE SOLIDARITÉ LAÏQUE. 3.

UNE ENTREPRISE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Le présent rapport rend compte de l'activité de la Ligue de l'enseignement, en tant que personne morale, mais aussi des outils nationaux spécialisés, dont elle s'est dotée, en près de 150 ans, pour remplir des missions telles que l'assurance confédérale (l'Apac) ou la formation professionnelle (l'Infrep). L'activité de notre mouvement ne peut s'appréhender, non plus, sans rendre compte de l'action de nos deux fédérations sportives (l'Ufolep et l'Usep), autonomes juridiquement mais inscrites démocratiquement et fonctionnellement dans la Ligue de l'enseignement.

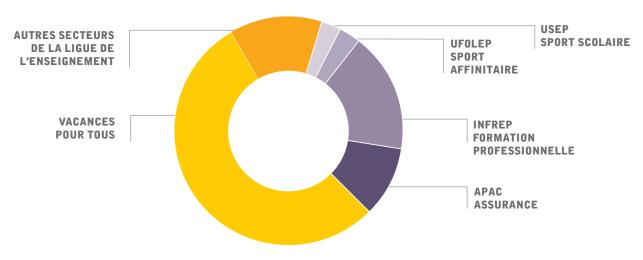
Les données financières ci-dessous présentent donc la surface budgétaire du centre confédéral de la Ligue de l'enseignement dans toutes ses composantes, chacune des structures concernées disposant de rapports financiers complets, validés par leurs instances et par leurs commissaires aux comptes.

RESSOURCES DU CENTRE CONFÉDÉRAL DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE SES OUTILS NATIONALIX*



La plus grande diversité des ressources est activement recherchée par la Ligue de l'enseignement car elle est un gage de durabilité et d'indépendance.

BUDGETS DU CENTRE CONFÉDÉRAL DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE SES PRINCIPAUX OUTILS NATIONAUX*



TOTAL 123 M€

Tous les secteurs de la Ligue de l'enseignement concourent à son projet associatif d'éducation populaire.

^{* (}Budgets 2015 hors subventions nationales affectées dans les territoires)

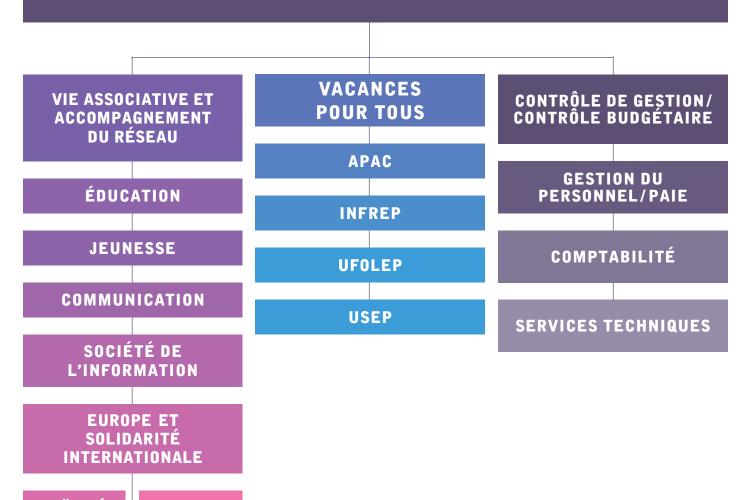
4.

ORGANIGRAMME

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SECRÉTARIAT NATIONAL

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES



LAÏCITÉ

CULTURE

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

FORMATION

ACTION SOCIALE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

JEAN-MICHEL DUCOMTE président

ANNE-MARIE HOUILLON vice-présidente déléguée en charge

des questions européennes et des relations internationales

CLAIRE PESSIN-GARRIC vice-présidente en charge de la culture

PIERRE TOURNEMIRE vice-président en charge de la laïcité et de la mémoire

de la Ligue

ÉRIC FAVEY vice-président chargé du débat d'idées et de la coordination

des 150 ans

ALAIN CORDESSE vice-président en charge de l'économie sociale

BERNARD CRINER vice-président en charge de l'accompagnement

et du développement du réseau - président de la commission

des finances

PHILIPPE MACHU vice-président en charge de « sport et société »

JEAN-MARC ROIRANT secrétaire général

NADIA BELLAOUI secrétaire générale adjointe

HÉLÈNE GRIMBELLE secrétaire nationale

JEAN-KARL DESCHAMPS secrétaire national

ROGER ÉVRARD trésorier général

JACQUELINE TÉPAZ présidente de la commission d'administration générale

FRANÇOISE LAURANT membre du bureau déléguée à l'égalité femmes-hommes,

aux droits des femmes

HÉLÈNE BRUS membre du bureau déléguée à la culture

JEAN-PAUL ALBERT administrateur

GÉRARD BARC administrateur

MARTINE BESSON-MANIGLIER administratrice

SYLVIE BRIGNATZ administratrice

PAULINE DELCROIX administratrice

ALCIDE DONNAT administrateur

SUZANNE GUILHEM administratrice

DADOU KEHL administrateur

ANTOINE QUADRINI administrateur

SYLVIE RIVOL administratrice

NATHALIE ROCAILLEUX administratrice

FRÉDÉRIC SALVAN administrateur

MUSTAPHA SBAY administrateur

RENÉE SIMON administratrice

COLINE VANNEROY administratrice

Rapport d'activité 2015 de la Ligue de l'enseignement

Responsable éditoriale | Nadia Bellaoui

Coordination | Mélanie Gallard

Conception graphique et réalisation | Anne Vanwynsberghe

Photographies | sauf mention contraire

- © Olivier Pezzot / Mollys' eyes | p 10, 14, 17, 41, 45, 47, 56
- © Julien Cregut / Mollys' eyes | couverture, p 21, 22, 23, 25, 27, 30, 45, 57, 81
- © Benoit Debuisser | p 13, 15, 16, 18, 26, 34, 36, 39, 48, 49, 55, 60, 63, 66, 70, 72, 73, 76, 78, 80. **Impression |** Connivence





RAPPORT D'ACTIVITÉ 2015 DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT Laïque et indépendante, la Ligue de l'enseignement réunit des hommes et des femmes qui agissent au quotidien pour faire vivre la citoyenneté en favorisant l'accès de tous à l'éducation, la culture, les loisirs ou le sport. Des centaines de milliers de bénévoles et plusieurs milliers de professionnels se mobilisent, partout en France, au sein de près de 30 000 associations locales et d'un important réseau d'entreprises de l'économie sociale. Tous y trouvent les ressources, l'accompagnement et la formation nécessaires pour concrétiser leurs initiatives et leurs projets. Tous refusent la résignation et proposent une alternative au chacun pour soi. Rejoignez-nous... Contactez la fédération de votre département ou le centre confédéral. www.laligue.org

